

## JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

25 septembre	— Décret modifiant le décret du 4 décembre 1920, portant réorganisation des communes-mixtes et des communes indigènes en Afrique occidentale française et le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo. (Arrêté de promulgation n° 95 du 13 février 1942)	171
7 novembre	— Décret modifiant le tarif de solde activité des officiers (Extrait).	171
10 novembre	— Décret portant publication et mise en application du protocole du 9 octobre 1941 relatif à l'application aux paiements franco-norvégiens de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940. (Arrêté de promulgation n° 90 du 9 février 1942)	172
15 novembre	— Arrêté ministériel autorisant le port de l'insigne constituant un témoignage de fidélité au Maréchal de France, Chef de l'Etat	175
18 novembre	— Arrêté interministériel fixant le tarif des indemnités de déplacement des militaires isolés aux colonies.	176
19 novembre	— Décret relatif aux personnels en service outre-mer visés par l'article 7 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs. (Arrêté de promulgation n° 89 du 9 février 1942)	177
19 novembre	— Décret modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 131 du 25 février 1942)	177
19 novembre	— Décret créant à l'université d'Alger un institut des sciences administratives, sociales et coloniales.	178

21 novembre	— Décret modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation n° 132 du 25 février 1942)	179
24 novembre	— Loi modifiant l'article 118 de la loi de finances du 29 avril 1926, relatif aux taux des avances sur pension.	179
28 novembre	— Loi abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'avant-dernier alinéa de l'article 13 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 126 du 24 février 1942).	179
28 novembre	— Arrêté interministériel relatif aux engagements de non-réexportation. (Arrêté de promulgation n° 127 du 24 février 1942)	180
30 novembre	— Loi réglant les droits à pension des fonctionnaires et agents civils victimes de faits de guerre et modifiant l'article 23 (2 <sup>e</sup> paragraphe) de la loi du 14 avril 1924.	182
3 décembre	— Arrêté ministériel complétant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 sur les prohibitions de sorties. (Arrêté de promulgation n° 128 du 24 février 1942)	184
11 décembre	— Décret relatif aux attributions du secrétariat général permanent en Afrique française.	185
12 décembre	— Loi portant modification du code de justice militaire pour l'armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 133 du 25 février 1942).	185
29 décembre	— Décret portant application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, les Indes et l'Indochine, des dispositions de la loi du 26 juillet 1941 fixant le taux des amendes pénales. (Arrêté de promulgation n° 134 du 25 février 1942).	186
30 décembre	— Décret étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies (la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion exceptées), la loi du 25 octobre 1941 modi-	

fiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger. (*Arrêté de promulgation n° 135 du 25 février 1942*). 187

Rectificatif à la loi du 11 octobre 1941 portant création de contingents de croix de la légion d'honneur et de médailles militaires. 188

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

24 décembre — N° 722 — Arrêté modifiant le tableau n° 2 annexé à l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938 relatif aux suppléments de fonctions, indemnités pour frais de représentation et de service pouvant être alloués au personnel européen en service au Togo, en exécution du décret du 11 juillet 1936. 188

1942

30 janvier — N° 388 c. m. — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relative à l'octroi et au renouvellement des secours permanents et éventuels aux anciens militaires indigènes et à leurs ayants-cause. 188

4 février — N° 476 s. E./5 F. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les caractéristiques et les modalités de vente du charbon de bois pour industries. 188

4 février — N° 477 s. E./p. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, rendant obligatoire l'exportation en vrac des cacaos de l'Afrique française. 189

4 février — N° 486 s. E./5 F. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes. 189

4 février — N° 494 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant réaménagement de certaines taxes postales dans le régime intérieur de l'A. O. F. (Togo compris), le régime franco-colonial, le régime intercolonial. 189

4 février — N° 495 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les taxes télégraphiques et radiotélégraphiques dans le régime intérieur de l'Afrique occidentale française. 192

4 février — N° 496 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant réglementation du service téléphonique et fixant les tarifs téléphoniques pour l'ensemble des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française. 193

13 février — N° 94 — Arrêté rendant obligatoire la déclaration d'importation des tubes de gaz et réglementant leur cession et leur utilisation. 198

14 février — N° 98 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 120 du 25 mai 1923 créant des conseils d'arbitrage de travail indigène. 198

15 février — N° 100 — Arrêté déclarant infecté de peste bovine tout le territoire de la subdivision de Lomé ainsi que celui du cercle d'Anécho. 199

16 février — N° 101 — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 187 du 1<sup>er</sup> avril 1927 sur le domaine privé du territoire. 199

16 février — N° 102 — Arrêté complétant les arrêtés nos 703 du 18 décembre 1941 et 70 du 27 janvier 1942 relatifs à la consommation de vins. 199

16 février — N° 103 — Arrêté portant réglementation de la vente du sucre au Togo. 200

16 février — N° 100 — Arrêté rendant applicables aux agents contractuels et employés auxiliaires permanents rémunérés sur le budget local ou le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, les dispositions de l'arrêté n° 4451/F. du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A. O. F. 200

16 février — N° 107 — Arrêté octroyant aux agents contractuels et auxiliaires permanents une majoration spéciale d'émoluments compensant les retenues pour pécule. 201

16 février — N° 115 — Arrêté réglementant le régime des déplacements des maîtres subventionnés de l'enseignement privé. 202

16 février — N° 619 — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relative aux cessations de travaux de toute nature pour le compte des différents services de la colonie et de l'industrie ou des particuliers. 202

18 février — N° 682 s. E./6 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, modifiant l'article 9 du règlement concernant l'application de l'arrêté n° 4047 s. E./6 du 17 novembre 1941 relatif à la pêche. 202

18 février — N° 117 — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1942. 203

18 février — N° 118 — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles privées du Territoire pour l'année 1942. 203

18 février — N° 129 — Décision fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1942. 204

18 février — N° 133 — Décision nommant une commission des transports. 204

23 février — N° 124 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 702 du 17 décembre 1941 déclarant infecté de peste bovine le canton de Bassari. 205

23 février — N° 125 — Arrêté fixant le prix nu bascule du maïs au port de Lomé. 205

25 février — N° 129 — Arrêté fixant les prix d'achat minima du maïs à payer aux producteurs. 205

25 février — N° 130 — Arrêté fixant les prix minima d'achat de l'huile de palme pour la campagne 1941-42 dans les centres d'achat du Territoire. 206

25 février — N° 153 — Décision autorisant des heures supplémentaires. 206

Modificatif au règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire. 206

Additif à l'arrêté n° 784 du 30 décembre 1941 portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice. (J. O. T. du 16 janvier 1942 — Page 92).	206
Personnel	207
Divers	213

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis d'examen pour l'emploi de préposé du cadre commun secondaire des douanes de l'A. O. F.	219
Avis d'examens pour les emplois de dactylographe et d'infirmier du service de santé pour la colonie du Niger.	220
Domaines	220

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Communes mixtes

**ARRETE N° 95 promulguant au Togo le décret du 25 septembre 1941 modifiant le décret du 4 décembre 1920, portant réorganisation des communes mixtes et des communes indigènes en Afrique occidentale française et le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes mixtes au Togo, promulgué au Togo le 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932, créant la commune mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le décret du 25 septembre 1941;

Vu le bordereau n° 44 A. P./I en date du 31 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 septembre 1941 modifiant le décret du 4 décembre 1920, portant réorganisation des communes mixtes et des communes indigènes en Afrique occidentale française et le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 4 décembre 1920, portant réorganisation des communes mixtes et des communes indigènes en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu la loi du 16 novembre 1940 portant réorganisation des corps municipaux dans la métropole;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 4 du décret du 4 décembre 1920 portant réorganisation des communes mixtes et des communes indigènes en Afrique occidentale française, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — L'administrateur-maire est assisté d'une commission municipale dont les membres sont nommés par arrêté du gouverneur en conseil privé ou d'administration ».

**ART. 2.** — L'article 4 du décret du 6 novembre 1929, portant institution de communes mixtes au Togo, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — L'administrateur-maire est assisté d'une commission municipale dont les membres sont nommés par arrêté du commissaire de France au Togo, en conseil d'administration ».

**ART. 3.** — Le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, et le commissaire de France au Togo détermineront, par arrêtés pris respectivement en conseil de gouvernement ou en commission permanente dudit conseil, et en conseil d'administration, les conditions dans lesquelles les commissions municipales élues, actuellement en fonctions, seront remplacées par des assemblées constituées dans les conditions fixées ci-dessus et, en général, tous les détails d'application du présent décret.

**ART. 4.** — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* de la colonie et du territoire intéressés.

Fait à Vichy, le 25 septembre 1941:

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Solde

**EXTRAIT du décret du 7 novembre 1941 modifiant le tarif de solde d'activité des officiers.**

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

#### DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — Le tarif n° 1 (solde des officiers et assimilés) annexé au décret du 11 janvier 1913 sur les tarifs de solde des troupes métropolitaines, modifiées par les décrets du 16 juillet 1930 et du 19 mars 1940, reçoit les modifications suivantes :

2<sup>e</sup> SOLDES DES OFFICIERS EN ACTIVITÉ

Remplacer le tarif actuel par le suivant :

GRADES	Solde Budgétaire par an	RETENUE à déduire	SOLDE DE PRÉSENCE NETTE		
			par an	par mois	par jour
	francs	francs	francs	francs	francs
Généraux de division et personnels de rang correspondant :					
2 <sup>e</sup> échelon (1) . . . . .	125.234,04	7.514,04	117.720,—	9.810,—	327,—
1 <sup>er</sup> échelon . . . . .	112.595,74	6.755,74	105.840,—	8.820,—	294,—
Généraux de brigade et personnels de rang correspon-					
dant :					
2 <sup>e</sup> échelon (2) . . . . .	80.042,55	4.802,55	75.240,—	6.270,—	209,—
1 <sup>er</sup> échelon . . . . .	76.212,77	4.572,77	71.640,—	5.970,—	199,—
Colonels et personnels de rang correspondant . . . . .	65.106,38	3.906,38	61.200,—	5.100,—	170,—
Lieutenants-colonels et personnels de rang correspondant . . . . .	51.702,13	3.102,13	48.600,—	4.050,—	135,—
Chefs de bataillon et personnels de rang correspondant :					
2 <sup>e</sup> échelon (après 3 ans de grade ou après 28 ans de service) . . . . .	45.574,47	2.734,47	42.840,—	3.570,—	119,—
1 <sup>er</sup> échelon (avant 3 ans de grade) . . . . .	40.212,77	2.412,77	37.800,—	3.150,—	105,—
Capitaines et personnels de rang correspondant :					
4 <sup>e</sup> échelon (après 9 ans de grade ou après 6 ans de grade et 22 ans de service) . . . . .	39.063,83	2.343,83	36.720,—	3.060,—	102,—
3 <sup>e</sup> échelon (après 6 ans de grade ou après 3 ans de grade et 17 ans de service) . . . . .	35.617,02	2.137,02	33.480,—	2.790,—	93,—
2 <sup>e</sup> échelon (après 3 ans de grade ou après 12 ans de service) . . . . .	32.170,21	1.930,21	30.240,—	2.520,—	84,—
1 <sup>er</sup> échelon (avant 3 ans de grade) . . . . .	29.106,38	1.746,38	27.360,—	2.280,—	76,—
Lieutenants et personnels de rang correspondant :					
4 <sup>e</sup> échelon (après 9 ans de grade ou après 6 ans de grade et 16 ans de service) . . . . .	26.042,55	1.562,55	24.480,—	2.040,—	68,—
3 <sup>e</sup> échelon (après 6 ans de grade ou après 3 ans de grade et 12 ans de service) . . . . .	25.276,60	1.516,60	23.760,—	1.980,—	66,—
2 <sup>e</sup> échelon (après 3 ans de grade ou après 8 ans de service) . . . . .	24.127,66	1.447,66	22.680,—	1.890,—	63,—
1 <sup>er</sup> échelon (avant 3 ans de grade) . . . . .	22.595,75	1.355,75	21.240,—	1.770,—	59,—
Sous-lieutenants et personnels de rang correspondant :					
3 <sup>e</sup> échelon (après 6 ans de service) . . . . .	21.829,78	1.309,78	20.520,—	1.710,—	57,—
2 <sup>e</sup> échelon (après 3 ans de service) . . . . .	18.765,96	1.125,96	17.640,—	1.470,—	49,—
1 <sup>er</sup> échelon (avant 3 ans de service) . . . . .	15.319,15	919,15	14.400,—	1.200,—	40,—
Observations — (sans changement)					

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> qui précède sont applicables aux officiers de gendarmerie et aux officiers des troupes coloniales.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1941 et sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 7 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre de la défense nationale,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,  
par intérim,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.*

## Conventions internationales

ARRETE N° 90 promulguant au Togo le décret du 10 novembre 1941 portant publication et mise en application du protocole du 9 octobre 1941 relatif à l'application aux paiements franco-norvégiens de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 10 novembre 1941;

Vu le bordereau n° 32 A. P./I en date du 23 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 novembre 1941 portant publication et mise en application du protocole du 9 octobre 1941

relatif à l'application aux paiements franco-norvégiens de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHIEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux colonies;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le protocole relatif à l'application aux paiements franco-norvégiens de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940, signé à Paris le 9 octobre 1941, et dont la teneur suit, est approuvé et entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Journal officiel*.

#### PROTOCOLE DU 9 OCTOBRE 1941

#### RELATIF A L'APPLICATION AUX PAYEMENTS FRANCO-NORVÉGIENS DE L'ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAYEMENTS FRANCO-ALLEMANDS DU 14 NOVEMBRE 1940

L'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940 sera appliqué, avec effet immédiat, aux paiements entre la Norvège, d'une part, et la partie du territoire français occupé par les troupes allemandes, ainsi que la partie non occupée de la France, y compris les colonies françaises, les protectorats et les territoires sous mandat français, d'autre part.

Les dispositions qui suivent s'appliqueront à cet égard :

1. — Dans la mesure où, pour l'exécution de certains paiements, une autre modalité n'est pas prévue d'accord entre les deux gouvernements, sont à transférer par compensation, dans les deux sens :

a) Les paiements pour l'importation de marchandises françaises de France en Norvège et de marchandises norvégiennes de Norvège en France. Sont exceptés les paiements pour les livraisons de matériel de guerre faites par la France au gouvernement norvégien entre le 8 avril 1940 et le 10 juin 1940;

b) Les paiements de frais accessoires afférents au trafic des marchandises et au transit;

c) Les rétributions pour services;

d) Les paiements pour prestations d'ordre intellectuel, par exemple brevets, licences, droits d'auteur et location de films;

e) Les prestations des assurances sociales, les secours et prestations analogues;

f) Les économies résultant des salaires d'ouvriers;

g) Les paiements afférents au commerce des assurances, y compris les réassurances, pour autant que les engagements sont libellés en reichsmarks, couronnes norvégiennes ou francs français. Dans la mesure où les engagements doivent être exécutés par des paiements effectifs dans une monnaie tierce, les engagements doivent être exécutés effectivement dans cette monnaie.

N'est pas touché par cette disposition, le règlement des obligations en reichsmarks résultant de la réassurance par l'intermédiaire des « Comptes pour l'inté-

rieur destinés au paiement des réassurances », ouverts dans les banques agréées allemandes pour les sociétés d'assurances norvégiennes et françaises;

h) Le paiement des soldes résultant des comptes entre les chemins de fer français et norvégiens et entre les administrations des postes et télégraphes des deux pays, à l'exception des parts revenant à des pays tiers;

i) Dans des cas exceptionnels, d'accord entre les services compétents, des paiements autres que ceux visés aux alinéas a à h.

2. — En outre, en ce qui concerne les paiements de France vers la Norvège, les revenus de capitaux de toute sorte, de même que les avoirs à vue déposés dans les banques et autres instituts de crédits, seront également transférés par le mécanisme de compensation, dans la mesure où il s'agit d'avoirs existant le 9 avril 1940.

3. — Les versements effectués en Norvège seront virés par l'intermédiaire du Norges Clearinginstitut, à Oslo, à la Deutsche Verrechnungskasse, à Berlin. Celle-ci portera les montants destinés à des bénéficiaires de la partie de la France occupée par les troupes allemandes au crédit du compte en reichsmarks « France A », et les montants destinés à des bénéficiaires de la partie non occupée de la France au crédit du compte en reichsmarks « France B » de l'office des changes (service de la compensation) de Paris auprès de la Deutsche Verrechnungskasse à Berlin. L'office des changes (service de la compensation) de Paris procédera aux paiements en France, à concurrence des sommes créditées en reichsmarks, dès réception des avis de crédit.

Les paiements de France en Norvège seront effectués par l'office des changes (service de la compensation) de Paris pour les paiements provenant de la partie occupée de la France, par utilisation de son avoir au compte en reichsmarks « France A » auprès de la Deutsche Verrechnungskasse et, pour les paiements provenant de la partie non occupée de la France, par utilisation de son avoir au compte en reichsmarks « France B » auprès de la Deutsche Verrechnungskasse. La Deutsche Verrechnungskasse portera immédiatement les montants en reichsmarks notifiés au crédit du compte en reichsmarks du Norges Clearinginstitut à Oslo. Le Norges Clearinginstitut versera immédiatement aux bénéficiaires la contre-valeur des montants notifiés en reichsmarks.

4. — Pour la conversion des couronnes norvégiennes en reichsmarks et inversement, sera appliqué le cours moyen coté à la bourse de Berlin à la dernière séance précédant le jour du paiement. Pour la conversion des reichsmarks en francs français et inversement, il sera fait application de l'article 5, chiffre 1, de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940.

Si les engagements sont libellés dans une monnaie autre que le reichsmark, la couronne norvégienne ou le franc français, la conversion en reichsmarks s'effectuera sur la base du cours moyen de la monnaie en question coté à la bourse de Berlin à la dernière séance précédant le jour du paiement.

Fait en double exemplaire, en français et en allemand, à Paris, le 9 octobre 1941.

Pour le Gouvernement allemand :  
HEMMEN.

Pour le Gouvernement français :  
De BOISANGER.



ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 10 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*  
Pierre CAZIOT.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Pierre PUCHEU.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### INSTRUCTION N° 15 relative au protocole sur les paiements franco-norvégiens.

Un accord de compensation pour les paiements entre la France et la Norvège a été signé le 9 octobre 1941 à Paris, sous la forme d'un protocole annexe à l'accord de compensation franco-allemand du 14 novembre 1940. Il a été mis en vigueur par le décret du 10 novembre 1941, publié au *Journal officiel* du 11 novembre 1941.

La présente instruction a pour but de préciser les modalités d'application de ce protocole.

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Territoires pris en considération pour l'application du protocole*

A. — Le protocole s'applique aux règlements entre les territoires suivants :

1° — Du côté français :

Le territoire douanier métropolitain (zone occupée et zone non occupée), l'Algérie, les colonies françaises, les protectorats et les territoires africains sous mandat français;

2° — Du côté norvégien :

Les territoires norvégiens occupés par les troupes allemandes.

B. — Du côté français, une distinction est faite, comme pour l'accord franco-allemand, entre :

La partie du territoire métropolitain occupée par les troupes allemandes;

La partie du territoire métropolitain non occupée et tous les autres territoires relevant de la souveraineté française.

Deux comptes sont ouverts, qui fonctionnent de façon identique, l'un pour les règlements entre la Norvège et la zone occupée, l'autre pour les règlements entre la Norvège, d'une part, la zone non occupée et tous les autres territoires relevant de la souveraineté française, d'autre part.

L'exécution des opérations est assurée :

Pour la zone occupée, par l'office des changes (service de la compensation), à Paris, 8, rue de la Tour-des-Dames;

Pour la zone non occupée et les autres territoires, par l'office des changes (service de la compensation), à Vichy, hôtel Magenta, et par ses correspondants habituels dans les colonies, protectorats et pays sous mandat.

#### CHAPITRE II

##### *Règlements courants*

##### A. — Règlements compris dans la compensation

Les différents règlements entrant dans le cadre du protocole sont énumérés par les articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole, auxquels il convient de se reporter.

Toutefois, quelques précisions sont nécessaires :

1° — Les articles précités ne font pas mention des revenus des créances financières françaises sur la Norvège. Néanmoins, il a été convenu que les autorités compétentes dans les territoires norvégiens occupés donneraient les autorisations nécessaires pour que puissent être transférés de Norvège en France les revenus de capitaux de toute sorte.

Par contre, aussi bien dans le sens France-Norvège que dans le sens Norvège-France, seront seuls admis comme règlements financiers les transferts de revenus de toute sorte, à l'exclusion de tout amortissement ou remboursement de capital.

Par revenus de capitaux de toute sorte, il faut entendre les intérêts, dividendes, loyers, fermages, etc.;

2° — L'attention est particulièrement attirée sur le fait que l'énumération figurant aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole est limitative. Tout autre règlement ne peut être effectué dans le cadre du protocole franco-norvégien qu'à titre exceptionnel et d'accord avec les services compétents des deux pays.

Du côté français, la décision sera notifiée aux intéressés par l'office des changes (service de la compensation), après consultation du ministère des finances.

Il en résulte, notamment, que l'office ne pourra exécuter de simples transferts de fonds pour lesquels aucune justification ne lui serait fournie quant à l'emploi desdits fonds, soit à l'acquisition de marchandises, soit à un autre des règlements prévus par l'article 1<sup>er</sup> du protocole.

##### B. — Cours de change

1° — Le cours de change est fixé en fonction de deux éléments :

Parité couronne norvégienne-reichsmark résultant du cours moyen coté pour la couronne norvégienne à la bourse de Berlin dans la dernière séance précédant le jour du paiement par le débiteur;

Parité de reichsmark-franc français établie par l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940.

Le cours de la couronne norvégienne à la bourse de Berlin étant actuellement de 100 couronnes norvégiennes = Rms 56,82, la parité de la couronne norvégienne-franc français, sur la base de 20 francs pour 1 Rm, s'établit à 11 frs., 364 pour 1 couronne norvégienne;

2° — Si l'obligation est libellée en une monnaie autre que le franc français, la couronne norvégienne ou le reichsmark, elle est tout d'abord convertie en reichsmarks, d'après le cours moyen coté pour la monnaie en question à la bourse de Berlin, dans la dernière séance précédant le jour du versement, puis convertie, selon le cas, en francs français ou en couronnes norvégiennes sur la base des cours indiqués ci-dessus;

3° — Un régime spécial est prévu pour les paiements relatifs aux assurances et aux réassurances. D'une part, les dettes libellées dans une monnaie autre que le franc français, la couronne norvégienne ou le reichsmark doivent, en principe, être réglées effectivement dans cette monnaie. Si l'application de ce principe se heurte à des difficultés, les intéressés sont priés d'en référer à l'office des changes (service de la compensation). D'autre part, le protocole n'apporte aucune restriction à l'utilisation des comptes ouverts aux sociétés d'assurances françaises et norvégiennes dans les banques agréées allemandes en vue du règlement des opérations de réassurance stipulées en reichsmarks.

#### C. — Sanctions

Tous les règlements visés par le protocole s'effectuent obligatoirement par l'intermédiaire de l'office des changes (service de la compensation) du côté français, et de l'institut de clearing norvégien (Norges Clearinginstitut, Oslo), du côté norvégien. Chacun des deux organismes est crédité par l'entremise de la Deutsche Verrechnungskasse des versements faits pour son compte chez l'autre, et paye les créanciers dès réception des avis de crédit, sur production des justifications d'usage.

Tout autre mode de paiement est irrégulier et expose les contrevenants à des sanctions. En particulier, il est formellement interdit aux exportateurs français, comme contraire, non seulement au protocole, mais à la réglementation générale des changes, d'accepter des paiements directs de la main à la main, en billets ou monnaies françaises.

#### CHAPITRE III

##### Règlements arriérés

Les règlements visés à l'article I du protocole doivent être transférés suivant la procédure instituée par le protocole, même si leurs dates d'échéance sont antérieures au 9 octobre 1941.

Toutefois, certains de ces règlements appellent les observations suivantes :

1° — Le décret du 20 octobre 1940 (*Journal officiel* du 8 décembre 1940) a prévu la déclaration à l'office des changes des créances commerciales résultant d'exportations de marchandises françaises vers la Norvège. Ces créances seront transférées au profit de leurs titulaires, dans le cadre du protocole franco-norvégien ;

2° — La décision générale n° 2 de l'office des changes pour l'application de la loi du 8 février (*Journal officiel* du 28 juillet 1941) a rendu obligatoire le versement à l'office des changes, avant le 31 août 1941, des dettes françaises échues à l'égard de la Norvège afférentes aux opérations d'importations en France de marchandises d'origine norvégienne ainsi qu'aux frais accessoires à ces opérations.

Cette décision cesse de s'appliquer à la Norvège au jour de la mise en vigueur du protocole sur les paiements franco-norvégiens.

En conséquence, les débiteurs français se verront désormais appliquer par l'office des changes les cours de change prévus par le protocole (v. ci-dessus chapitre II, § B).

D'autre part, à compter du 1er décembre 1941, des intérêts de retard calculés au taux de 4 p. 100 l'an seront mis à leur charge, au profit de l'office des changes (service de la compensation), pour les versements qui n'auront pas été faits à l'échéance. La période prise en considération pour la détermination des intérêts de retard sera la période comprise entre le jour de l'échéance (sans remonter au delà du 9 avril 1940) et le jour du paiement à l'office ;

3° — Les avoirs à vue existant le 9 avril en Norvège, dans les banques et autres établissements de crédit, au nom de personnes ou d'entreprises ayant leur résidence ou leur siège en territoire français métropolitain ou colonial, sont transférables et doivent obligatoirement être transférés, dans la mesure où ils ont pour origine des règlements visés à l'article 1er (alinéas a à g) du protocole. Dans le cas contraire, ces avoirs ne sont transférables qu'avec l'accord des autorités compétentes des deux pays ;

4° — Les avoirs à vue existant en France à la date du 9 avril 1940 dans les banques et autres établissements de crédit, au nom de personnes ou d'entreprises ayant leur résidence ou leur siège en Norvège, peuvent être transférés, quelle que soit l'origine de ces avoirs, à la demande de leurs possesseurs, sans que le transfert présente un caractère obligatoire.

Cette faculté est d'ailleurs, en principe, réservée aux avoirs à vue ayant le caractère de comptes étrangers au sens de la réglementation générale des changes. Elle ne pourra être étendue à d'autres avoirs à vue qu'après autorisation spéciale de l'office des changes (service des changes) (1) à qui devra être adressée une demande sur formule conforme à l'annexe 2 de l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées.

Il convient, toutefois, d'attirer l'attention des titulaires d'avoirs visés par le protocole sur le fait que, par suite de la mise en vigueur de ce dernier, les possibilités d'utilisation des avoirs dont le transfert n'aura pas été sollicité se trouveront restreintes.

Ces avoirs ne pourront plus, en effet, servir à l'avenir aux règlements qui, aux termes du protocole, doivent être obligatoirement effectués par voie de compensation. C'est ainsi, notamment, que les comptes étrangers en francs français ouverts à des personnes ou entreprises résidant ou établies en Norvège ne pourront plus, par dérogation à la réglementation générale des changes, être utilisés au règlement d'exportations françaises en Norvège ou d'autres créances françaises visées ci-dessus.

(1) A Paris, 8, rue de la Tour-des-Dames, pour la zone occupée ; à Châtel-Guyon pour la zone non occupée.

#### Insigne

ARRETE ministériel du 15 novembre 1941 autorisant le port de l'insigne constituant un témoignage de fidélité au Maréchal de France, Chef de l'Etat.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'INTERIEUR,

Vu la loi du 20 novembre 1940 (article 2) ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le port de l'insigne répondant aux caractéristiques ci-après :

Ecusson ayant 16 millimètres de largeur sur 20 millimètres de hauteur et comportant la francisque dessinée sur fond blanc.

Le port de cet insigne constitue un témoignage de fidélité au Maréchal de France, Chef de l'Etat.

Il est autorisé en tous lieux, notamment dans les établissements et administrations de l'Etat pour tous les fonctionnaires, employés, ouvriers stagiaires et pour les élèves des différentes écoles.

ART. 2. — Etant donné le caractère général de l'autorisation accordée par le présent arrêté, les porteurs de l'insigne sont dispensés de l'obligation prévue par les paragraphes 2 et 3 de l'article 2 de la loi du 20 novembre 1940.

ART. 3. — La fabrication et la vente dudit insigne sont libres.

Un modèle en est déposé au cabinet civil du Maréchal de France, Chef de l'Etat (bureau des documentations) auquel devront s'adresser les personnes qui désirent être admises à le reproduire.

ART. 4. — En dehors des reproductions de cet insigne autorisé par le cabinet civil du Maréchal de France, Chef de l'Etat, sont interdits la fabrication, la vente et le port de toute autre reproduction de la francisque gallique ou de tous les objets susceptibles d'être confondus avec ladite francisque.

ART. 5. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à l'insigne défini à l'arrêté du 26 mai 1941 et dont le port a été réglementé par la loi du 16 octobre 1941.

Fait à Vichy, le 15 novembre 1941.

Pierre PUCHEU.

### Indemnités de déplacement

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 5 octobre 1922 sur les frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1940 modifiant l'article 9 de la loi du 18 décembre 1919;

### ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif des indemnités de déplacement, annexé au décret du 6 octobre 1922, sur les frais de déplacement des militaires isolés aux colonies est remplacé par les suivants :

GRADES	INDEMNITÉ PARTIELLE			INDEMNITÉ JOURNALIÈRE							
	de repas		de découcher	Sans logement				Avec logement			
	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille et célibataire	Normale (dans la limite de trente jours)		Réduite (à partir du trente et unième jour de séjour dans la même localité, c'est-à-dire du trente et unième au quatre-vingt-dixième jour)		Normale (dans la limite de trente jours)		Réduite (à partir du trente et unième jour de séjour dans la même localité, c'est-à-dire du trente et unième au quatre-vingt-dixième jour)	
				Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire
	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.	frs.
<i>Tarif des indemnités de déplacement (toutes colonies, sauf Indochine, Chine et groupe du Pacifique)</i>											
Officier général et assimilé . . .	55 »	34 »	59 »	168 »	126 »	150 »	112 »	109 »	68 »	98 »	59 »
Colonel, lieutenant-colonel et assimilé . . .	51 »	31 »	51 »	152 »	113 »	131 »	100 »	101 »	62 »	88 »	53 »
Chef de bataillon et assimilé . . .	46 »	29 »	46 »	137 »	103 »	121 »	90 »	91 »	57 »	81 »	48 »
Capitaine et assimilé . . .	43 »	27 »	39 »	122 »	92 »	105 »	78 »	86 »	54 »	74 »	46 »
Lieutenant, sous-lieutenant et assimilé . . .	38 »	25 »	34 »	110 »	84 »	98 »	70 »	75 »	49 »	66 »	40 »
Aspirant, adjudant-chef, adju- dant, sergent-major et assimilé	31 »	20 »	30 »	91 »	69 »	77 »	59 »	62 »	39 »	51 »	31 »
Sous-officier et militaire de la gendarmerie autres que ceux de la catégorie ci-dessus . . .	29 »	18 »	29 »	86 »	65 »	73 »	55 »	57 »	36 »	48 »	30 »
Caporal-chef, brigadier-chef, ca- poral, brigadier et soldat . . .	26 »	17 »	26 »	78 »	59 »	66 »	49 »	52 »	34 »	44 »	27 »
Membre civil, non fonctionnaire des commissions (1) . . .	46 »	29 »	46 »	137 »	103 »	121 »	90 »	91 »	57 »	81 »	48 »
<i>Tarif des indemnités de déplacement (Indochine, Chine et groupe du Pacifique)</i>											
Officier général et assimilé . . .	63 »	39 »	68 »	194 »	146 »	173 »	129 »	126 »	78 »	113 »	68 »
Colonel, lieutenant-colonel et assimilé . . .	59 »	36 »	59 »	173 »	131 »	152 »	116 »	117 »	72 »	102 »	62 »
Chef de bataillon et assimilé . . .	53 »	33 »	53 »	158 »	119 »	140 »	104 »	105 »	66 »	93 »	56 »
Capitaine et assimilé . . .	50 »	32 »	45 »	141 »	107 »	122 »	90 »	99 »	63 »	85 »	53 »
Lieutenant, sous-lieutenant et assimilé . . .	44 »	29 »	39 »	127 »	97 »	113 »	81 »	87 »	57 »	77 »	47 »
Aspirant, adjudant-chef, adju- dant, sergent-major et assimilé	36 »	23 »	35 »	105 »	80 »	89 »	68 »	72 »	45 »	59 »	36 »
Sous-officier et militaire de la gendarmerie autres que ceux de la catégorie ci-dessus . . .	33 »	21 »	33 »	99 »	75 »	84 »	63 »	66 »	42 »	56 »	35 »
Caporal-chef, brigadier-chef, ca- poral, brigadier et soldat . . .	30 »	20 »	30 »	90 »	68 »	77 »	57 »	60 »	39 »	51 »	32 »
Membre civil, non fonctionnaire des commissions (2) . . .	53 »	33 »	53 »	158 »	119 »	140 »	104 »	105 »	66 »	93 »	56 »

(1) Par vacation de trois heures dans la localité de résidence : 45 francs. — Par heure supplémentaire : 15 francs.

(2) Par vacation de trois heures dans la localité de résidence : 60 francs. — Par heure supplémentaire : 20 francs.



ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941.

Fait à Vichy, le 18 novembre 1941.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

Pour le secrétaire d'Etat aux colonies :

*Le conseiller d'Etat, secrétaire général,*

René FATOU.

#### Personnel

##### Juifs

ARRETE N° 89 promulguant au Togo le décret du 19 novembre 1941 relatif aux personnels en service outre-mer visés par l'article 7 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo,

Vu la loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs, promulgué au Togo le 6 septembre 1941;

Vu le décret du 19 novembre 1941;

Vu le bordereau n° 32 A. P. I en date du 23 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 novembre 1941 relatif aux personnels en service outre-mer visés par l'article 7 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la marine, du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à la guerre, du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu l'article 7, dernier alinéa, de la loi du 2 juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des Juifs;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pour le décompte des droits prévus à l'article 7 de la loi du 2 juin 1941 :

Les fonctionnaires et agents juifs en service outre-mer, visés par les articles 2 et 3 de la loi du 3 octobre 1940 sont considérés comme ayant cessé d'exercer leurs fonctions ou d'occuper leur emploi à la date du 20 décembre 1940.

Ceux qui sont visés par les articles 2 et 3 de la loi du 2 juin 1941 sont considérés comme ayant cessé d'exercer leurs fonctions ou d'occuper leur emploi à la date du 15 août 1941.

Ces fonctionnaires et agents perçoivent leur traitement jusqu'à la date de la cessation effective de leurs fonctions ou du licenciement.

ART. 2. — Les fonctionnaires et agents juifs en service outre-mer ayant droit aux avantages prévus par l'article 7 (6°) de la loi du 2 juin 1941, qui ont demandé leur rapatriement ou qui le demanderont dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent décret, percevront le traitement mensuel qui leur est accordé à titre d'indemnité pendant une période qui, quelle que soit la durée de leurs services, ne pourra, en aucun cas, prendre fin avant l'expiration des sixième, neuvième ou douzième mois, suivant que leur traitement compte tenu de l'indemnité spéciale temporaire, dépassait 50.000 francs, était supérieur à 25.000 francs sans dépasser 50.000 francs ou ne dépassait pas 25.000 francs, à dater de leur retour en France.

Cette disposition n'est pas applicable aux fonctionnaires ou agents qui n'ont pas droit au rapatriement ou qui le refuseraient en fait.

ART. 3. — Les conditions de cessation des fonctions des personnels en service en Algérie sont les mêmes que dans la France métropolitaine.

ART. 4. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la marine, le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à la guerre, le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 19 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat*

*aux affaires étrangères et à la marine,*

*ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

*par intérim,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,*

*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat*

*à l'éducation nationale et à la jeunesse,*

Jérôme CARCOPINO.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Personnel

##### Soldes

ARRETE N° 131 promulguant au Togo le décret du 19 novembre 1941 modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 novembre 1941;

Vu le bordereau n° 44 A. p/1 en date du 31 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 novembre 1941 modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 108 (§ IV) du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux est modifié comme suit :

« Des indemnités pour frais de représentation et de service peuvent être attribuées à certains fonctionnaires afin de les dédommager des charges ou dépenses particulières auxquelles ils sont astreints du fait de leurs fonctions.

« Ces indemnités sont fixées par arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs :

« 1<sup>o</sup> — En règle générale, dans les limites des inscriptions figurant au tableau II annexé au présent décret;

« 2<sup>o</sup> — Pour des cas exceptionnels et à titre particulier, dans les limites d'un montant annuel de 600 piastres pour l'Indochine et 6.000 francs pour les autres colonies.

« Ces arrêtés ne sont exécutoires qu'après approbation du secrétaire d'Etat aux colonies et publication au *Journal officiel* des colonies intéressées ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 19 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

### Université d'Alger

DECRET du 19 novembre 1941 créant à l'université d'Alger un institut des sciences administratives, sociales et coloniales.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse;

Vu la loi du 30 décembre 1909;

Vu, ensemble, les décrets du 21 juillet 1897 et du 22 février 1910;

Vu l'article 3 du décret du 31 juillet 1920;

Vu la proposition de la faculté de droit de l'université d'Alger et la délibération du conseil de l'université d'Alger en date du 2 mai 1941;

Vu, ensemble, la loi du 19 juillet 1941, prorogeant les dispositions de la loi du 12 juillet 1940 suspendant l'avis d'un organisme consultatif et l'arrêté du 10 août 1941;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à l'université d'Alger un institut des sciences administratives, sociales et coloniales.

ART. 2. — Cet institut organise des cycles d'études et des conférences en vue de la préparation aux carrières publiques ou privées et principalement aux carrières administratives de l'Afrique du Nord et des possessions françaises en Afrique. Il délivre un diplôme pour sanctionner ces études.

ART. 3. — L'institut comprend un comité de direction composé ainsi qu'il suit :

Le recteur de l'académie d'Alger, président;

Le doyen de la faculté de droit, vice-président;

Le doyen de la faculté de médecine;

Le doyen de la faculté des lettres;

Le doyen de la faculté des sciences;

Les professeurs chargés de conférences ou conseillers désignés par le conseil de l'université, au nombre de six au maximum.

ART. 4. — Le comité de direction :

a) Délibère sur toutes questions relatives à l'organisation des études et au fonctionnement de l'institut;

b) Il émet des propositions en vue de la nomination par le recteur des chargés de conférences rémunérés sur le budget de l'institut;

c) Il peut désigner un directeur des études chargé de veiller au bon fonctionnement de l'institut sous le contrôle du doyen de la faculté de droit. A défaut, le doyen de la faculté de droit assume directement ces fonctions.

ART. 5. — L'institut est doté d'un budget spécial incorporé au budget de l'université d'Alger. Il peut recevoir des subventions et des libéralités.

ART. 6. — Les conditions d'admission à l'institut et de délivrance du diplôme sont fixées par un arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, sur proposition du conseil de l'université.

ART. 7. — Les ministres secrétaires d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, les secrétaires d'Etat aux colonies et à l'éducation nationale et à la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 19 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat

aux affaires étrangères,

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'intérieur,

Pierre PUCHEU.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
Jérôme CARCINO.

**Personnel des trésoreries coloniales**

**ARRETE** N° 132 promulguant au Togo le décret du 21 novembre 1941 modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales, promulgué en A. O. F. le 18 octobre 1921;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo, promulgué au Togo le 12 juillet 1924;

Vu le décret du 21 novembre 1941;

Vu le bordereau n° 44 A. P./I en date du 31 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 novembre 1941 modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation du personnel des trésoreries coloniales.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, spécialement l'article 13;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — Par dérogation à l'article 13 du décret du 6 août 1921 et pour une durée de deux années, la date des concours pour le recrutement des commis du trésor dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies sera fixée par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur trois mois à l'avance seulement.

**ART. 2.** — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 21 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

**Avances sur pension**

**LOI** du 24 novembre 1941 modifiant l'article 118 de la loi de finances du 29 avril 1926, relatif aux taux des avances sur pension.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 118 de la loi de finances du 29 avril 1926 est modifié ainsi qu'il suit :  
« Si la pension n'est pas liquidée définitivement dans les six mois de la cessation des fonctions, le cinquième réservé sera payé au début du septième mois et, à partir de ce moment, la totalité de la pension sera servie tous les trois mois sur les bases de la liquidation provisoire ».

**ART. 2.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

**Justice**

**ARRETE** N° 126 promulguant au Togo la loi du 28 novembre 1941 abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'avant-dernier alinéa de l'article 13 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 28 novembre 1941;

Vu le bordereau n° 52 A. P./I en date du 7 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 28 novembre 1941 abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'avant-dernier alinéa de l'article 13 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'avant-dernier alinéa de l'article 13 du code de justice militaire pour l'armée de terre est abrogé et remplacé par le suivant :

« Dans les tribunaux militaires permanents établis dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies en Algérie, en Tunisie, au Maroc et dans les tribunaux militaires non permanents siégeant hors d'Europe, des stagiaires pourront être nommés par l'autorité militaire investie des pouvoirs judiciaires attribués par la présente loi au général commandant la circonscription pour assurer les fonctions de substitut ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre de la défense nationale,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,  
par intérim,  
Amiral DARLAN.*

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.*

*L'amiral de la flotte,  
ministre de la défense nationale,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,  
par intérim,  
Amiral DARLAN.*

#### Engagements de non-réexportation

ARRETE N° 127 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 28 novembre 1941 relatif aux engagements de non réexportation.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu les arrêtés interministériels des 12 décembre 1940, 6 avril, 23 août et 22 octobre 1941, relatifs aux engagements de non-réexportation, promulgués respectivement au Togo les 5 mars, 8 juin, 5 novembre 1941 et 16 janvier 1942;

Vu l'arrêté interministériel du 28 novembre 1941;

Vu le bordereau n° 44 A. P. I en date du 31 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 28 novembre 1941 relatif aux engagements de non réexportation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET À LA MARINE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT À L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT À L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES, LE SECRÉTAIRE D'ETAT À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT À L'AGRICULTURE, LE SECRÉTAIRE D'ETAT AU RAVITAILLEMENT ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1940 pour l'application du décret précité;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1940 relatif à la production d'engagements de non-réexportation pour certaines exportations françaises, modifié par les arrêtés des 6 avril, 23 août et 22 octobre 1941;

#### ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Pour les produits originaires ou en provenance de la France métropolitaine, de l'Algérie ou des colonies françaises, des pays de protectorat et territoires sous mandat français, à l'exception de ceux indiqués à la liste A ci-annexée, les demandes d'autorisation d'exportation formulées en dérogation des prohibitions de sortie doivent être accompagnées d'un engagement de non réexportation souscrit par le destinataire lorsque l'exportation est effectuée à destination de l'un des pays repris à la liste B ci-annexée.

Cet engagement doit revêtir l'une des formes admises par les autorités consulaires françaises du pays de destination et être visé par les mêmes autorités. Le visa sera donné gratuitement.

ART. 2. — Sont abrogés les arrêtés des 12 décembre 1940, 6 avril, 23 août et 22 octobre 1941, relatifs aux engagements de non réexportation.

Fait à Vichy, le 28 novembre 1941.

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères et à la marine,  
Amiral DARLAN.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Pierre PUCHEU.*

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.*

*Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,  
François LEHIDEUX.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,  
Pierre CAZIOT.*

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,  
Paul CHARBIN.*

*Le ministre vice-président du conseil,  
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,  
Amiral DARLAN.*

## TABLEAU A

Liste des produits non soumis à la formalité de l'engagement de non-réexportation.

NUMERO du tarif douanier.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	NUMERO du tarif douanier.	DESIGNATION DES MARCHANDISES
25	Poils.	090	Lactate d'antimoine.
26, 1 à 4	Plumes de parure.	0130, 5 et 6	Oxydes de fer artificiels.
26, 6	Plumes à lit brutes.	0130, 7	Oxydes de fer alcalinisés pour l'épuration des gaz.
Ex. 26, 7	Duvet brut.	0138	Citrate de magnésie.
29	Poil de Messine (crin dit de Florence).	0145, 2	Sulfure de mercure artificiel en pierres.
35	Lait complet ou écrémé.	0145, 3	Sulfure de mercure artificiel pulvérisé. (vermillon)
35 bis	Crème de lait glacée ou non.	0157	Carbonate de potasse.
39	Engrais azotés.	0175	Oxyde de zinc.
40	Os calcinés à blanc.	0222	Acide lactique.
41	Noir d'os (noir animal).	0223 à 0226	Lactates.
43	Autres produits et dépouilles à l'état brut.	0268 ter	Résorcine.
Ex. 44	Produits de pêche française : poissons frais.	0297	Acide benzoïque anhydre.
Ex. 45	Produits de pêche étrangère : poissons frais.	0381	Produits anticryptogamiques, insecticides, parasitocides, herbicides et fongicides, composites autres qu'à base de cuivre.
48, 1 et 2	Huîtres fraîches.	quinquies	Cochénille.
Ex. 49, 1 à 3	Crustacés frais.	283	Indigo (indigo naturel non raffiné).
50, 1 et 2	Moules et autres coquillages pleins.	286	Indigo pastel, indigue, etc.
57	Perles fines.	287	Couleurs broyées à l'huile.
75, 2	Pain.	308	Couleurs pour la peinture artistique, la décoration, etc.
75 bis 1	Pain de régime, etc., sans sucre, etc.	308 bis et 308 ter	Couleurs céramiques, etc.
75 ter	Pain spécial pour la Pâque israélite.	309	Couleurs en pâte préparées à l'eau ou à la colle, etc.
84 A	Fruits de table ou autres, frais non forcés.	310	Couleurs non dénommées.
112, 1 à 8	Huiles volatiles ou essences.	319 ter	Dextrine et autres produits dérivés des fé- cules, des amidons ou d'autres amylacées non dénommées.
112, 11	Santalol.	320	Cire à cacheter.
112, 13	Safrol.	320 bis	Cire pour la chirurgie dentaire.
112, 14	Résinoïdes, eugénol, isosafrol, carbures terpénés.	320 ter	Cire en pâte à modeler, en plaques ou autrement.
115 bis	Goudron.	322 B	Cire ouvree autrement qu'en bougies, non tarifiée ailleurs.
115 ter	Huiles de résine.	330	Cirages, crèmes, pâtes, enduits pour chaus- sures, harnais, etc.
145	Joncs et roseaux bruts, chiendent, piassa- va, istle.	Ex. 347 A	Porcelaines autres que de table et de cui- sine : statuettes, quelle que soit la date de fabrication.
	Sparte (même tordu).	361	Lampes électriques à incandescence.
	Fibres de coco (même tordues).	390	Tissus de lin, de chanvre ou de ramie purs :
145 bis	Joncs, roseaux préparés.	391	— Bonneterie.
	Chiendent, piassava, istle, peignés et cou- pés.	392	— Dentelles et guipures.
158 A	Légumes frais.	393	— Mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin, de chanvre ou de ramie.
158 bis	Choux à choucroute.		— Velours et peluches de lin pour ameub- lement.
	Plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers forestiers et d'orne- ment, etc. —		Tissus de jute :
	— Autres :		— Passementerie, rubanerie, lacets.
170 F, 5	— — à racines nues, non dénommés.		
170 F, 9	— — en mottes, pois, bacs ou cuvelles, non dénommés.		
170 bis	Produits et déchets végétaux non dénom- més.		
Ex. 175, 5	Marbres sculptés : statues modernes.		
179 ter A, 5	Dolomie artificielle (carbonate double de chaux et de magnésie)		
184	Plâtre.		
013 bis	Eaux ammoniacales provenant de l'épura- tion du gaz.	400 bis	



NUMERO du tarif douanier	DESIGNATION DES MARCHANDISES	NUMERO du tarif douanier	DESIGNATION DES MARCHANDISES
401	— Tapis ras ou à poils.	Ex. 573 C	— Statues de grandeur naturelle au moins,
402	— Velours et peluches pour ameublement et imitations de fourrures.		Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié de zinc, d'antimoine ou de plomb :
459 bis	Broderies.	577 5 et 6	— Orfèvrerie de table, d'ameublement, etc.
460 bis	Cravates, cols — Cravates de toute espèce de tissu ou broderie et de toutes formes, confectionnés en tout ou en partie.		Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel, etc. :
460 ter	Faux-cols et manchettes, devants et plastrons de chemises, en tissus ou broderie, confectionnés en tout ou en partie.	579 A Ex. 1 et Ex. 2	— Couverts de table (cuillers, fourchettes, louches, manches à couteaux non montés), autres qu'en métaux nickelés.
460 sexies	Articles confectionnés autres.	579 B Ex. 1 et Ex. 2	— Orfèvrerie de table, d'ameublement, d'ornement, de toilette, etc. vaisselle de table, autres qu'en métaux nickelés.
461 bis	Papiers de tenture, etc.	608	Tapis en coco, en aloès, en sparte.
461 ter	Papiers spéciaux dits chimiques.	610	Joncs, rotins, roseaux, (moelles de).
465 à 465 ter	Objets en carton ou en cellulose.	610 bis	Rotins filés.
	Cahiers, carnets, calepins, registres, blocs-notes, etc.	612	Chapeaux, cloches, plateaux et autres coiffures de copeaux de bois, de paille, d'écorce de sparte, etc.
465 quinquies	Les mêmes cartonnés et reliés		Chapeaux de feutre.
465 sexies	Carton-canevas ou carton perforé pour broderie ou autre non dénommé ailleurs.	626 et 627	Chapeaux, cloches, plateaux, bérêts et autres coiffures, tressés ou faits de bandes tressées, tissées ou autres.
469 quater	Rouleaux ou bandes pour cinématographes sensibilisés.	628 A à E	Chapeaux, casquettes et bonnets de fourrures.
475	Tuyaux et conduits en papier bitumé.		Chapeaux, casquettes, bonnets, bérêts et autres coiffures non dénommés ni repris ailleurs, etc.
493 A à D	Pelleteries préparées ou en morceaux cousus.	628 F	Tabletterie d'ivoire, pièces sculptées, sculptures bronze et ivoire, sculptures Chine et Japon.
495 A	Orfèvrerie d'or et de platine, d'argent et de vermeil.	628 G	Boutons.
495 B	Joaillerie, bijouterie d'or et de platine, d'argent et de vermeil.	Ex. 639 bis	Corsets, ceintures-corsets, brassières et soutien-gorge, etc.
Ex. 519 bis	Métiers à tulle, dentelle, guipure, y compris les métiers à tirettes à un ou plusieurs fils, usagés.	645	Chapeaux de femmes et de fillettes, de toutes sortes, etc.
546 bis	Boucles, agrafes, crochets, œillets et rivets pour robes, pantalons, gilets, etc.	647 bis	Parapluies, parasols, ombrelles et en-cas, etc.
	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain : objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze :	650	Objets de collection hors de Commerce
	— Articles d'orfèvrerie, autres.	652	
573 A 2.	— Emaux cloisonnés.	654	
573 B			

Tableau B

Liste des pays de destination soumis à la formalité de l'engagement de non-réexportation.

Bulgarie	Roumanie
Espagne (1)	Turquie
Irlande	Croatie, Serbie
Portugal (1)	

(1) Y compris les îles adjacentes.

## Pension

LOI du 30 novembre 1941 réglant les droits à pension des fonctionnaires et agents civils victimes de faits de guerre et modifiant l'article 23 (2<sup>e</sup> paragraphe) de la loi du 14 avril 1924.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, employés et agents civils de l'Etat, les ouvriers de l'Etat régis, pour la retraite, par les lois des 14 avril 1924, 21 mars 1928, 29 juin 1927 qui, accomplissant en temps de guerre un service militaire ou de défense passive, sont atteints dans l'exécution de ce service d'infirmités résultant de blessures ou de maladies qui ouvrent droit à une pension militaire, peuvent, en renonçant à de-

mander cette pension, réclamer le bénéfice de leur régime normal de retraite. Dans ce cas, ces infirmités sont considérées comme reçues ou contractées dans l'exercice des fonctions civiles.

Les mêmes dispositions sont applicables aux personnels des catégories ci-dessus visées qui, victimes d'événements de guerre auxquels ils auraient été exposés par les obligations de leur service civil, se trouveraient hors d'état de continuer l'exercice de leurs fonctions, s'ils renoncent à se prévaloir des dispositions générales applicables aux victimes civiles de la guerre.

L'option ainsi faite emportera détermination du régime éventuellement applicable à la veuve et aux orphelins.

ART. 2. — Peuvent également opter pour le régime de pension afférent à l'emploi civil les veuves ou orphelins des personnels visés à l'article 1<sup>er</sup> qui ont été tués par faits de guerre dans l'accomplissement d'un service militaire, de défense passive ou civil en temps de guerre ou qui, avant d'avoir usé de la faculté ouverte par l'article précédent, sont morts des suites de blessures ou de maladie.

Dans le cas où la veuve serait en concours avec des enfants d'un autre lit, il sera statué relativement à l'option à exercer et sur citation délivrée à la requête de la partie diligente par le tribunal civil du lieu de la succession siégeant en chambre du conseil. Les actes de procédure seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — La cause du décès, l'origine et la gravité des infirmités seront, même en cas d'option pour le régime des pensions civiles, constatées dans les formes prescrites pour la liquidation des pensions militaires.

ART. 4. — L'option autorisée par les articles 1<sup>er</sup> et 2 devra être exercée, ou la citation prévue à l'article 2 délivrée dans les délais impartis aux intéressés pour faire valoir leurs droits à la pension militaire ou de victime civile.

ART. 5. — Seront admises à exercer rétroactivement le droit d'option prévu par les articles 1<sup>er</sup> et 2, les personnes visées par ces articles qui auraient formé une demande de pension militaire ou de victime civile entre le 2 septembre 1939 et la publication au *Journal officiel* de la présente loi. Il en sera ainsi même si leur demande avait été suivie d'une concession de pension.

Les délais prévus à l'article 4 auront dans ce cas, pour point de départ, la publication de la présente loi.

ART. 6. — Pour l'application, en vertu des dispositions qui précèdent, de la loi du 14 avril 1924, les blessures ou le décès résultant d'événements de guerre sont assimilés aux blessures reçues ou au décès survenu dans les circonstances définies à l'article 19 de ladite loi.

Les personnels visés par la présente loi ou leurs ayants cause qui auront demandé le bénéfice de la législation des pensions militaires ou de victime civile pourront, en cas d'incapacité de continuer leurs fonctions ou en cas de décès obtenir par ailleurs, s'ils réunissent les conditions exigées par leur régime de retraite, soit le bénéfice de la pension d'ancienneté, soit celui de la pension ou de la rente viagère accordée aux agents ou à leurs ayants cause en cas d'invalidité ou de décès ne résultant pas du service.

ART. 7. — Les fonctionnaires, employés ou agents civils de l'Etat placés, pour la retraite, sous des régimes spéciaux ne comportant pas affiliation à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui,

soit dans l'accomplissement d'un service militaire ou de défense passive, soit par suite des obligations de leur fonction civile, sont atteints, en temps de guerre, d'infirmités résultant de blessures ou maladies qui ouvrent droit à une pension militaire ou à une pension de victime civile, peuvent, en renonçant à demander cette pension, réclamer le bénéfice de leur régime normal de retraite s'ils sont reconnus hors d'état de continuer ou de reprendre l'exercice de leur emploi.

Des décrets fixeront les conditions d'application du présent article.

ART. 8. — Les fonctionnaires, employés ou agents de l'Etat, tributaires en cette qualité de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui, soit dans l'accomplissement d'un service militaire ou de défense passive, soit par suite des obligations de leurs fonctions civiles, sont atteints en temps de guerre d'infirmités résultant de blessures ou maladies qui ouvrent droit à une pension militaire ou à une pension de victime civile ne peuvent obtenir cette pension, s'ils réclament la liquidation anticipée de la rente viagère constituée à leur profit sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qu'en renonçant à la rente complémentaire à la charge de l'Etat prévue par le règlement spécial sous lequel ils sont placés.

ART. 9. — L'option faite par le fonctionnaire lui-même dans les conditions indiquées aux articles 7 et 8 emportera détermination du régime éventuellement applicable aux veuves ou orphelins, qui peuvent se réclamer des dispositions de l'article 2 si aucune option n'a été formulée par leur auteur.

Les conditions d'application et les délais impartis pour exercer cette option sont ceux édictés par les articles 3, 4 et 5 de la présente loi.

ART. 10. — Les alinéas 2 et 3 de l'article 79 de la loi du 14 avril 1924 sont ainsi modifiés :

« 1<sup>o</sup> — Ils pourront obtenir une mise à la retraite anticipée. L'âge et la durée des services à partir desquels cette demande sera recevable seront ceux appliqués aux autres bénéficiaires de la loi de leur catégorie, déduction faite d'un nombre d'années égal à la moitié des périodes ouvrant droit à des bénéfices de campagne double au cours d'une guerre ;

« 2<sup>o</sup> — Si, par suite de l'exercice de leurs fonctions, les infirmités ou maladies contractées dans la zone des armées au cours d'une guerre par les bénéficiaires de la présente loi viennent à s'aggraver au point de les mettre dans l'impossibilité de continuer leurs fonctions, ils pourront, par extension des dispositions de l'article 21 obtenir une pension exceptionnelle quels que soient leur âge et la durée de leur activité ».

Le neuvième alinéa de l'article 79 de la loi du 14 avril 1924 est ainsi modifié :

« 5<sup>o</sup> — Pour l'application des dispositions de l'article 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions du personnel du département de la marine et des colonies soumis au régime des pensions militaires, modifié par l'article 46 de la loi du 25 février 1901, est assimilé au temps de service effectif aux colonies le temps passé sous les drapeaux pour les fonctionnaires de la marine et des colonies au cours d'une guerre ainsi que le temps passé à l'hôpital ou en congé de convalescence après leur démobilisation par suite de blessures ou maladies contractées au cours de leur mobilisation ».

Le deuxième alinéa de l'article 193 de la loi du 13 juillet 1925, qui a remplacé les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 79 de la loi du

14 avril 1924, est modifié comme suit :

« Pour cette dernière catégorie de fonctionnaires, il sera tenu compte des conditions ci-dessus pour les périodes pendant lesquelles les localités énumérées par des décisions ministérielles doivent être considérées comme ayant été tenues sous le feu de l'ennemi. Un arrêté du secrétaire d'Etat à la guerre et du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, déterminera la durée de ces périodes ».

L'article 80 de la loi du 14 avril 1924, complété par l'article 97, avant-dernier paragraphe, de la loi du 31 mars 1932, est ainsi modifié :

« Les bénéficiaires civils de la présente loi pourront compter dans la liquidation de leur pension, nonobstant les maxima prévus à l'article 2, les annuités supplémentaires acquises au titre des bénéfices de campagne double au cours d'une guerre sans que le taux de la pension puisse dépasser, en sus du minimum, la valeur de quinze annuités supplémentaires, compte tenu de tous les éléments entrant dans le calcul de la pension.

« En aucun cas le dépassement prévu au présent article ne pourra excéder, compte tenu des maxima, le tiers du produit de la liquidation des services et campagnes. Les campagnes admises pour ce dépassement devront s'entendre des campagnes visées au premier alinéa et acquises pendant la durée effective des hostilités ».

Des modifications identiques à celles faisant l'objet du présent article seront apportées aux dispositions correspondantes des lois des 21 mars 1928 et 29 juin 1927.

ART. 11. — Le deuxième paragraphe de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 est ainsi modifié :

« Ce droit à pension est subordonné à la condition, s'il s'agit d'une pension d'invalidité, que le mariage soit antérieur à l'événement qui a amené la mise à la retraite ou la mort du mari, et s'il s'agit d'une pension d'ancienneté, que le mariage ait été contracté deux ans avant la cessation de l'activité, à moins qu'un ou plusieurs enfants soient issus du mariage antérieur à ladite cessation.

« A titre exceptionnel, le bénéfice des dispositions qui précèdent est étendu aux veuves dont le mari est décédé depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1939, mais avant la date de promulgation de la présente loi, et qui formuleront leur demande de pension dans un délai d'un an à compter de cette dernière date ».

ART. 12. — Les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, à l'intérieur et aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de provoquer toutes mesures utiles pour déterminer les modalités d'application de la présente loi aux territoires d'outre-mer relevant de leur département.

ART. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 30 novembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,*  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat*  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Pierre PUCHEU.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

### Prohibitions de sortie

ARRETE N° 128 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 3 décembre 1941 complétant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 sur les prohibitions de sortie.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole, promulgué au Togo le 5 octobre 1939;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1940, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 1941;

Vu le bordereau n° 52 A. P./I en date du 7 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 3 décembre 1941 complétant la liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 sur les prohibitions de sortie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 février 1942.

J. de SAINT-AARY.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu la loi du 29 mai 1941;

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le code des douanes;

Sur l'avis du secrétaire d'Etat à la production industrielle;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est complétée comme suit :

NUMÉRO du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTÈRES responsables
179 sexes	Castine et pierres à chaux proprement dites . . . .	P.

Fait à Paris, le 3 décembre 1941.

Pour le ministre et par autorisation :

*Le secrétaire général*  
pour les questions économiques,  
FILIPPI.

**Secrétariat général permanent****DECRET du 11 décembre 1941 relatif aux attributions du secrétariat général permanent en Afrique française.**

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Vu la loi du 11 février 1941 relative à l'organisation du gouvernement;

Vu la loi du 19 novembre 1941 créant un secrétariat général permanent en Afrique française;

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, vice-président du conseil;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Le secrétaire général permanent en Afrique française est chargé, sur ordre du vice-président du conseil, de coordonner sur le plan économique l'action des résidents généraux et gouverneurs généraux lorsque cette action concerne l'ensemble des pays de l'Afrique française ou plusieurs d'entre eux.

ART. 2. — Les résidents généraux et gouverneurs généraux gardent, dans le domaine économique propre au pays qu'ils administrent, leurs attributions telles qu'elles sont définies par les textes en vigueur.

ART. 3. — Le secrétaire général permanent reçoit du vice-président du conseil les instructions nécessaires à l'exécution de sa mission, établies en accord avec le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et après avis des secrétariats d'Etat de rattachement. Il transmet des instructions en conséquence aux résidents généraux et gouverneurs généraux. Il en suit l'application et rend compte de celle-ci au vice-président du conseil.

Le cas échéant, il prend sur place toutes les mesures propres à faciliter le règlement des questions intéressant l'économie commune aux pays de l'Afrique française. Il en rend compte sans délai au vice-président du conseil.

ART. 4. — Le secrétaire général permanent est membre de droit de la commission des affaires économiques nord-africaines et du comité permanent créés par le décret du 29 mai 1941.

Il suit l'exécution des décisions de ces organismes.

ART. 5. — Le secrétaire général permanent renseigne le vice-président du conseil sur la conduite de la politique économique en Afrique française, et notamment sur l'établissement du plan d'équipement.

ART. 6. — Le secrétaire général permanent convoque et préside les réunions pour l'étude des affaires économiques africaines, auxquelles assistent les délégués des résidents généraux et gouverneurs généraux et ceux des secrétariats d'Etat économiques intéressés.

Il peut, sur ordre du vice-président du conseil, procéder ou faire procéder à des enquêtes sur place en vue de recueillir les éléments d'information nécessaires sur les questions dont il a à connaître ou en vue de suivre l'exécution des décisions prises par le Gouvernement.

Il assiste ou se fait représenter aux réunions tenues dans la métropole qui ont pour objet l'étude des affaires économiques africaines.

Les missions envoyées en Afrique française par les secrétaires d'Etat économiques prennent contact, dès leur arrivée, avec le secrétaire général permanent. Elles le tiennent au courant de leurs travaux.

ART. 7. — Le secrétaire général permanent peut correspondre directement avec les secrétaires d'Etat économiques à charge pour lui d'adresser un exem-

plaire de sa correspondance au vice-président du conseil.

Il correspond également directement avec les résidents généraux et gouverneurs généraux et ceux-ci lui fournissent tous renseignements permettant de remplir utilement sa mission telle qu'elle est définie par les dispositions ci-dessus.

ART. 8. — Le ministre vice-président du conseil est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 11 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,*  
Amiral DARLAN.

**Justice militaire****ARRETE N° 133 promulguant au Togo la loi du 12 décembre 1941 portant modification du code de justice militaire pour l'armée de terre.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 12 décembre 1941;

Vu le bordereau n° 44 A. P./I en date du 31 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 12 décembre 1941 portant modification du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Après avis du conseil d'Etat;  
Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 234 du code de justice militaire pour l'armée de terre est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout général, tout commandant d'une troupe armée qui capitule en rase campagne, est puni :

« 1<sup>o</sup> — De la peine de mort avec dégradation militaire si avant de traiter verbalement ou par écrit de la reddition de sa troupe il n'a pas fait tout ce que lui prescrivait le devoir et l'honneur;

« 2<sup>o</sup> — De la destitution dans les cas où la capitulation est le résultat d'une faute professionnelle ou de l'impéritie ».

ART. 2. — Le troisième alinéa de l'article 235 du code de justice militaire pour l'armée de terre est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Est puni d'une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement tout militaire français ou au service de la France, tombé au pouvoir de l'ennemi, qui, sous

la condition de ne plus porter les armes contre lui, à obtenu sa liberté, en dehors de tout consentement exprès ou tacite du Gouvernement français. Si le coupable est officier, il subira, en outre, la destitution. Dans tous les cas, la privation des droits civils, civils et de famille sera prononcée ».

ART. 3. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 12 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre de la défense nationale,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,  
par intérim,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,*

Général BERGERET.

#### Amendes pénales

ARRETE N° 134 promulguant au Togo le décret du 29 décembre 1941 portant application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, les Indes et l'Indochine, des dispositions de la loi du 26 juillet 1941 fixant le taux des amendes pénales.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 décembre 1941;

Vu le bordereau n° 44 A. P. I en date du 31 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 décembre 1941 portant application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, les Indes et l'Indochine, des dispositions de la loi du 26 juillet 1941 fixant le taux des amendes pénales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies, du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu la loi du 8 janvier 1877, substituant le code pénal métropolitain au code pénal pour les Antilles et la Réunion;

Vu les décrets du 6 mars 1877, 2 septembre 1887, 9 juin 1896, 28 septembre 1897, 4 février 1904, rendant applicable à la Guyane française la loi du 8 janvier 1877 et portant que les dispositions du code pénal métropolitain sont rendues applicables dans les autres territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, et les textes modificatifs subséquents;

Vu les textes qui ont fixé le taux des amendes pénales dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, à l'exception des Antilles, de la Réunion et de l'Indochine;

Vu la loi du 26 juillet 1941 fixant les taux des amendes pénales dans la métropole;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A l'exception des amendes qualifiées par la loi d'amendes civiles ou de celles qui sont soumises à un régime spécial en vertu d'un texte législatif ou réglementaire, les maxima et les minima des amendes en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police tels qu'ils sont fixés par les textes réglementaires en vigueur au jour de la promulgation du présent décret dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, les Indes et l'Indochine, sont modifiés comme suit :

1° — Si l'amende est de 1 à 5 francs, son taux sera porté de 12 à 60 francs;

2° — Si l'amende est de 6 à 10 francs, son taux sera porté de 75 à 120 francs;

3° — Si l'amende est de 11 à 15 francs, son taux sera porté de 130 à 180 francs;

4° — Si l'amende est de 16 francs, son taux sera de 200 francs;

5° — Si l'amende est supérieure à 16 francs, le taux en sera multiplié par 12.

ART. 2. — Les amendes prévues par l'article 466 du code pénal sont portées au minimum de 12 francs et au maximum de 180 francs.

ART. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, portant institution de décimes additionnels.

ART. 4. — Les infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent décret restent régies par la législation antérieure, sauf en ce qui concerne celles prévues par le décret du 21 septembre 1941 réglementant la profession d'agent d'affaires en Afrique occidentale française, dans lequel les amendes ont été fixées compte tenu du nouveau taux.

ART. 5. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 29 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.



**Code pénal**

**ARRETE** N° 135 promulguant au Togo le décret du 30 décembre 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies (la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion exceptées), la loi du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger.

\* L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1941;

Vu le bordereau n° 52 A. P./I en date du 7 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 décembre 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies (la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion exceptées), la loi du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,**

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1852;

Vu le décret du 31 décembre 1912 déterminant les dispositions du code pénal applicables par les juridictions françaises de l'Indochine aux indigènes et asiatiques assimilés et les textes modificatifs;

Vu la loi du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger;

**DECRETONS :**

\* **ARTICLE PREMIER.** — Sont rendues applicables dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, à l'exception de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 25 octobre 1941, modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger. Ces dispositions sont également applicables aux indigènes et asiatiques assimilés justiciables des juridictions françaises de l'Indochine.

**ART. 2.** — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 30 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN:

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLEMY,

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

**LOI du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger.**

**NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,**

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 248 du code pénal est modifié ainsi qu'il suit:

« Ceux qui auront sciemment, soit recélé ou fait receler une personne qu'ils présumaient fortement avoir commis un crime ou un délit punissable d'un an de prison au moins ou faire l'objet d'un mandat de justice, soit donné ou tenté de donner assistance à cette personne pour la soustraire aux recherches de l'autorité publique, par quelque moyen que ce soit, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans.

« Dans les cas graves, les auteurs du recel ou de l'assistance pourront être retenus et punis comme complices.

« Le recel ou l'assistance sont excusables si la personne recélée ou assistée est ultérieurement reconnue innocente ».

**ART. 2.** — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans celui qui, ayant eu connaissance d'un projet permettant de craindre la perpétration de l'une des infractions énumérées ci-après: crimes contre les personnes, vol commis avec violences ou menaces de violences sur une personne, incendie volontaire, quel qu'en soit l'objet, destructions par explosion de tous édifices publics ou privés et de tous objets mobiliers, attentats dirigés contre la libre circulation des divers moyens de transport, attentats contre les installations téléphoniques, télégraphiques et de transport d'énergie électrique, ouvrages d'art, écluses, installations portuaires, n'en aura pas averti les autorités publiques.

Sera punie des mêmes peines toute personne qui, ayant été témoin de l'une des infractions énumérées à l'alinéa précédent, n'en aura pas averti les autorités publiques dès qu'elle en aura eu connaissance.

Dans les cas graves, les personnes visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du présent article pourront être retenues et punies comme complices.

Sont exceptés des dispositions de l'alinéa 2 du présent article les ascendants et descendants, époux ou épouses, même divorcés, frères ou sœurs des délinquants ou leurs alliés au même degré.

**ART. 3.** — Il est ajouté à l'article 228 du code pénal un quatrième alinéa ainsi conçu:

« Sera puni des peines prévues aux alinéas ci-dessus celui qui s'opposera à l'action de la personne qui, après une infraction, énumérée à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 2 du présent décret, prend part à la poursuite de l'auteur en vue de l'appréhender ».

ART. 4. — Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque pouvant empêcher par son action personnelle et immédiate, sans préjudice ni risque pour lui ou pour ses proches, l'une des infractions énumérées à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 2, s'abstient volontairement de le faire.

La même peine est encourue par celui qui, dans les mêmes conditions, omet de porter secours à une personne en péril si, faute d'être secourue, cette personne a perdu la vie ou souffert une grave lésion corporelle, le tout sans préjudice de peines plus fortes s'il échet.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 25 octobre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLEMY.

#### Légion d'Honneur — Médaille militaire

LOI du 11 octobre 1941 portant création de contingents de croix de la légion d'honneur et de médailles militaires.

Rectificatif au Journal officiel du Togo n° 442 du 1<sup>er</sup> février 1942, page 109, 2<sup>e</sup> colonne, article 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> ligne :

Ajouter, *in fine* : « . . . ou homologuée par le secrétaire d'Etat intéressé ».

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### Indemnités

ARRETE N° 722 modifiant le tableau n° 2 annexé à l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938 relatif aux suppléments de fonctions, indemnités pour frais de représentation et de service pouvant être alloués au personnel européen en service au Togo, en exécution du décret du 11 juillet 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. 1,

Vu le décret du 23-mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938 relatif aux suppléments de fonctions, indemnités pour frais de représentation et de service pouvant être alloués au personnel européen en service au Togo, en exécution du décret du 11 juillet 1936;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° 2 annexé à l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938 sus-visé est modifié comme suit :

DÉSIGNATION	Taux annuel de l'indemnité
Administrateur des Colonies et Agents des services civils chargés de présider plusieurs juridictions du premier degré en matière civile et commerciale. . .	4.000 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Approbation ministérielle notifiée par le T. O. n° 72 F./2 du 20 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

#### Secours

DECISION N° 388 C. M. relative à l'octroi et au renouvellement des secours permanents et éventuels aux anciens militaires indigènes et à leurs ayants cause.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'instruction ministérielle (pensions) du 17 avril 1930 (B. O. G. P. P. page 1351);

Vu le télégramme d'Etat n° 1105 du 1<sup>er</sup> mai 1941 du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la dépêche ministérielle n° 636 s. E./2 du 18 juillet 1941 du secrétariat d'Etat aux anciens combattants;

Sur la proposition de l'intendant général, directeur de l'intendance des troupes du groupe de l'A. O. F.;

#### DECIDE :

ARTICLE UNIQUE. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'A. O. F., le gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo reçoivent délégation leur permettant de prendre, aux lieu et place du secrétaire général aux anciens combattants toute décision en ce qui concerne l'octroi et le renouvellement des secours permanents et éventuels aux anciens militaires indigènes et à leurs ayants cause.

Dakar, le 30 janvier 1942.

P. BOISSON.

#### Charbon de bois

ARRETE N° 476 S. E./5 F. fixant les caractéristiques et les modalités de vente du charbon de bois pour industries.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Sur la proposition du directeur des services économiques; La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le charbon de bois pour industries doit provenir d'essences à bois dur; les chefs des territoires relevant du haut-commissariat de l'Afrique française, fixeront les espèces végétales avec lesquelles il sera interdit de fabriquer du charbon pour industries.

La fabrication du charbon de bois pour industries pourra être interdite dans les zones où les peuplements seront constitués en majorité d'arbres des espèces interdites.

ART. 2. — Le charbon de bois pour industries ne doit pas comprendre de morceaux de dimensions inférieures à 30 m/m.

Il doit répondre en outre aux caractéristiques définies à l'article 3 de l'arrêté général n° 2382 du 2 juillet 1941 fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes destinés à la traction automobile.

ART. 3. — Peuvent seules se livrer à la vente du charbon pour industries les personnes ou sociétés titulaires d'une carte spéciale délivrée par les chefs de territoires après visa du chef de service local des eaux et forêts.

Cette carte peut être refusée ou retirée sans que l'administration ait à fournir un motif à l'intéressé.

ART. 4. — Les contraventions au présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 5. — Les agents des services des contributions et des eaux et forêts assermentés pour l'exercice de leurs fonctions sont habilités à rechercher et constater les infractions au présent arrêté.

ART. 6. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'A. O. F., l'administrateur de la circonscription de Dakar et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

#### Cacao

ARRETE N° 477 S. E./P. rendant obligatoire l'exportation en vrac des cacaos de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 5 décembre 1939, pris en exécution du décret du 2 mai 1939 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toutes mesures destinées à faciliter cette exportation;

Vu le câblogramme n° 312 du 26 janvier 1942 du secrétaire d'Etat aux colonies;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fèves de cacao exportées par les ports de l'Afrique française ne peuvent être chargées qu'en vrac.

ART. 2. — Seront toutefois emballées les fèves de cacao remplissant les sacs nécessaires pour assurer la stabilité du chargement. Le pourcentage des fèves ainsi chargées pourra varier suivant les navires et suivant les cargaisons.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

#### Charbon de bois pour gazogènes

ARRETE N° 486 S. E./5 F. fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu l'arrêté 2382 S. E. du 2 juillet 1941 fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes destinés à la traction automobile;

Sur la proposition du directeur des services économiques;  
La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté n° 2382 S. E. du 2 juillet 1941 fixant les caractéristiques du charbon de bois pour gazogènes destinés à la traction automobile est et demeure abrogé.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'A. O. F., l'administrateur de la circonscription de Dakar et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

#### Service des transmissions

##### Taxes postales

ARRETE N° 494 portant réaménagement de certaines taxes postales dans le régime intérieur de l'A. O. F. (Togo compris), le régime franco-colonial, le régime intercolonial.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des postes, télégraphes et téléphones en A. O. F. rendue exécutoire par décision n° 165 du 3 février 1918;

Vu l'arrêté n° 1241 A. P. du 23 mai 1930, promulguant en A. O. F. certains articles de la loi de finances du 16 avril 1930, notamment les articles 89 et 90 portant modification de taxes postales;

Vu l'ensemble des textes généraux et locaux portant modification des taxes et tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques dans les régimes intérieurs de l'A. O. F. des colonies du groupe et du Togo, dans les régimes franco-colonial et intercolonial;

Vu la loi du 21 octobre 1940, promulguée en A. O. F. par l'arrêté n° 401 A. P. du 31 janvier 1941, relative à l'arrondissement au décime des recettes et dépenses publiques;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F. promulgué en A. O. F. par arrêté n° 4190 A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210 T. P. du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions en A. O. F.;

Vu le décret du 23 décembre 1941, portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur de l'A. O. F. (Togo compris) ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, les taxes applicables aux correspondances ou services postaux désignés ci-après sont fixées comme suit :

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
<b>I — Lettres et paquets clos</b>			
Jusqu'à 20 grammes	1,50	1,50	
Au-dessus de 20 grs. jusqu'à 50 grs.	2,—	2,—	
Au-dessus de 50 grs. jusqu'à 100 grs.	3,—	3,—	
Au-dessus de 100 grs. jusqu'à 200 grs.	4,—	4,—	
Au-dessus de 200 grs. jusqu'à 300 grs.	5,—	5,—	
Au-dessus de 300 grs. jusqu'à 400 grs.	6,—	6,—	
Au-dessus de 400 grs. jusqu'à 500 grs.	7,—	7,—	
Au-dessus de 500 grs. jusqu'à 1.000 grs.	9,—	9,—	
Au-dessus de 1.000 grs. jusqu'à 1.500 grs.	11,—	11,—	
Au-dessus de 1.500 grs. jusqu'à 2.000 grs.	13,—	13,—	
Au-dessus de 2.000 grs. jusqu'à 2.500 grs.	15,—	15,—	
Au-dessus de 2.500 grs. jusqu'à 3.000 grs.	17,—	17,—	
Poids maximum 3.000 grammes.			
<b>II — Papiers de commerce et d'affaires</b>			
1 <sup>o</sup> — Tarif général	Tarif des lettres	Tarif des lettres	
2 <sup>o</sup> — Tarif spécial :			
a) Factures, relevés de comptes ou de factures, bordereaux ou avis d'expédition et notes d'honoraires expédiés sous enveloppe ouverte ou sur carte à découvert et réduit à leurs énonciations constitutives :			
Jusqu'à 20 grammes	1,20	1,20	
b) Livrets cadastraux échangés entre l'administration des contributions directes et du cadastre et les propriétaires :			

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
Jusqu'à 250 grammes	3,—	3,—	
<b>III — Cartes postales ordinaires</b>			
1 <sup>o</sup> — Cartes postales simples	1,20	1,20	
2 <sup>o</sup> — Cartes postales avec réponse payée	2,40	2,40	
<b>IV — Cartes postales illustrées</b>			
1 <sup>o</sup> — Tarif général	Tarif des cartes post. ord.	Tarif des cartes post. ord.	
2 <sup>o</sup> — Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure à l'exclusion de toute annotation manuscrite — lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance.	0,60	0,60	
<b>V — Cartes de visite</b>			
1 <sup>o</sup> — Cartes de visite ne portant que les indications imprimées ou manuscrites autorisées sur les imprimés.	Tarif des imprimés ordinaires	Tarif des imprimés ordinaires	
2 <sup>o</sup> — Cartes de visite portant une inscription manuscrite de cinq mots ou de cinq initiales conventionnelles au plus, exprimant des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléances ou autres formules de politesse	0,60	0,60	
3 <sup>o</sup> — Cartes de visite portant des mentions autres que celles visées aux paragraphes 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> précédents.	Tarif des lettres	Tarif des lettres	
Sont assimilés aux cartes de visite les imprimés illustrés sur carte dépourvus de tout caractère commercial et dont les dimensions sont inférieures aux dimensions minima des cartes postales.			

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES						OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial, intercolonial			Régime intérieur			
	routés ou hors sac	non routés affranchis en numéraire	autres journaux	routés ou hors sac	non routés affranchis en numéraire	autres journaux	
VI — Journaux et écrits périodiques (Définis dans l'article 90 de la loi de finances du 16 février 1930) :							
Jusqu'à 50 grammes	0,12	0,30	0,40	0,12	0,30	0,40	
De 50 grammes à 100 grammes	0,20	0,40	0,50	0,20	0,40	0,50	
De 100 grammes à 150 grammes	0,30	0,50	0,60	0,30	0,50	0,60	
De 150 grammes à 200 grammes	0,40	0,60	0,70	0,40	0,60	0,70	
Ensuite augmentation par 100 grammes ou fraction de 100 grammes	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	
a) Les envois de journaux effectués par les dépositaires locaux — préalablement autorisés — peuvent exceptionnellement être affranchis en timbres-poste au tarif des journaux « non routés » ; l'affranchissement de chaque envoi portant une adresse particulière est, s'il y a lieu arrondi au décime supérieur.							
b) La taxe des journaux ne peut être supérieure à celle d'envoi d'imprimés ordinaires de même poids.							

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
VII — Imprimés ordinaires — échantillons et paquets non clos			
Jusqu'à 20 grammes	0,50	0,50	
Au-dessus de 20 grs. jusqu'à 50 grs.	0,70	0,70	
Au-dessus de 50 grs. jusqu'à 100 grs.	1,20	1,20	
Au-dessus de 100 grs. jusqu'à 200 grs.	2,—	2,—	
Au-dessus de 200 grs. jusqu'à 300 grs.	2,70	2,70	
Au-dessus de 300 grs. jusqu'à 400 grs.	3,40	3,40	
Au-dessus de 400 grs. jusqu'à 500 grs.	4,—	4,—	
Au-dessus de 500 grs. jusqu'à 1.000 grs.	6,—	6,—	
Au-dessus de 1.000 grs. jusqu'à 1.500 grs.	8,—	8,—	
Au-dessus de 1.500 grs. jusqu'à 2.000 grs.	10,—	10,—	
Au-dessus de 2.000 grs. jusqu'à 2.500 grs.	12,—	12,—	
Au-dessus de 2.500 grs. jusqu'à 3.000 grs.	13,—	13,—	
Poids maximum : 3.000 grammes.			
Dispositions spéciales concernant les imprimés ordinaires.			
1° — Imprimés présentés à l'affran- chissement en numéraire ou affran- chis au moyen de timbres-poste obli- térés d'avance ou d'empreintes des machines à affranchir déposés en nom- bre au moins égal à 1.000 triés et enliassés par département et par bureaux de distribution :			
Jusqu'au poids de 20 grammes	0,40	0,40	
2° — Imprimés dits « urgents » (prix courants, mercuriales, cotes de bourse ou d'offices de publicité et de vente, lettres de convocation ou d'invitation, avis de passage des voyageurs de com- merce, avis de naissance, de mariage, de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et copies destinées à l'impression dans les journaux) :			
Taxe additionnelle par objet	0,40	0,40	
3° — Impressions en relief à l'usage des aveugles : par 1.000 grammes			
	0,10	0,10	
Les objets de correspondance définis par l'article 89 de la loi de finances du 16 avril 1930 sont désormais sou- mis au tarif des imprimés ordinaires.			
VIII — Taxes postales accessoires			
1° — Exprès postaux — (taxe sup- plémentaire de distribution) :			
a) Objets distribuables sur le ter- ritoire d'une commune pourvue d'une recette des postes, d'un établissement de facteur-receveur, d'une agence pos- tale, d'une recette auxiliaire chargée d'un service de distribution			
	6,—	—	
b) Objets distribuables dans toute au- tre commune			
	12,—	—	
2° — Droit fixe de recommandation :			
a) Lettres et paquets clos, cartes postales ordinaires, cartes postales illustrées passibles du tarif général, envois de valeurs déclarées et envelop- pes de valeurs à recouvrer télégrammes à remettre par poste recommandée			
	3,—	3,—	
b) Autres objets			
	2,—	2,—	
3° — Avis de réception postal des objets chargés ou recommandés et des télégrammes :			

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
a) Demandé au moment du dépôt de l'objet	1,50	1,50	
b) Demandé postérieurement au dépôt de l'objet	3,—	3,—	
4° — Droit d'assurance des lettres et boîtes de valeur déclarées :			
Jusqu'à 1.000 francs	1,—	1,—	
Par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs excédant	0,50	0,50	
5° — Poste restante :			
A) Surtaxe fixe applicable aux objets de correspondance de toute nature adressés poste restante ou télégraphe restant :			
a) Journaux et écrits périodiques	0,30	0,30	
b) Autres objets	0,50	0,50	
B) Droit spécial d'abonnement annuel à la poste restante :			
a) Voyageurs de commerce titulaires de la carte d'identité prévue par la loi du 8 octobre 1919	30,—	30,—	
b) Autres personnes	60,—	60,—	
6° — Taxe minimum applicable aux objets de correspondance non ou insuffisamment affranchis :			
a) Journaux et écrits périodiques	0,30	0,30	
b) Autres objets	0,50	0,50	

ART. 2. — Dans le régime intérieur de l'A. O. F. (Togo y compris) et dans les relations franco-coloniales, intercoloniales, les taxes et droits de commission applicables aux opérations des services des articles d'argent et des chèques postaux désignées ci-après sont fixés comme suit :

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
ARTICLES D'ARGENT			
I — Mandats-poste			
Droit de commission :			
Jusqu'à 50 francs	1,50	par 10 frs	
Au-dessus de 50 frs. jusqu'à 100 frs.	2,—	ou fraction	
Au-dessus de 100 frs. jusqu'à 300 frs.	3,—	de 10 frs	
Au-dessus de 300 frs. jusqu'à 500 frs.	4,—	0,10 minim.	
Au-dessus de 500 frs. jusqu'à 1.000 frs.	6,—	de percep.	0,50
Au-dessus de 1.000 frs. jusqu'à 2.000 frs.	8,—		
Au-dessus de 2.000 frs. jusqu'à 3.500 frs.	10,—		
Au-dessus de 3.500 frs. jusqu'à 5.000 frs.	12,—		
Au-dessus de 5.000 frs. en sus de la taxe de 12 frs., correspondant aux premiers 5.000 francs par 1.000 frs. ou fraction de 1.000 frs. en excédant.	1,—		
II — Mandats émis en représentation de chèques postaux			
a) D'assignation ;			
b) Au porteur.			
Droit de commission	Tarif des mandats ordinaires	Tarif des mandats ordinaire	



NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
III — Mandats-contribution			
Droit de commission :			
Jusqu'à 100 francs		0,50	
Au-dessus de 100 frs. jusqu'à 1.000 frs.		1,—	
Au-dessus de 1.000 frs. jusqu'à 5.000 frs.		2,—	
Au-dessus de 5.000 francs.		3,—	
IV — Mandats payables à domicile			
Taxe d'expédition et de factage appli- cable aux mandats à découvert — (man- dats-cartes et mandats-lettres ordinaires) aux mandats télégraphiques payés à domicile et aux mandats émis en représentation de chèques d'assignation et au porteur à l'exception de ceux qui sont payés à vue sans avoir fait l'objet d'un transport postal			
	1,50	1,50	
V — Valeurs à recouvrer, payées et envois contre-remboursement livrés			
Droit d'encaissement :			
Jusqu'à 25 francs	0,50	0,50	
Au-dessus de 25 frs. jusqu'à 50 frs.	1,—	1,—	
Au-dessus de 50 frs. jusqu'à 75 frs.	1,50	1,50	
Au-dessus de 75 frs. jusqu'à 100 frs.	2,—	2,—	
Au-dessus de 100 frs. jusqu'à 300 frs.	3,—	3,—	
Au-dessus de 300 frs. jusqu'à 500 frs.	4,—	4,—	
Au-dessus de 500 frs. jusqu'à 1.000 frs.	6,—	6,—	
Au-dessus de 1.000 frs. jusqu'à 2.000 frs.	8,—	8,—	
Au-dessus de 2.000 frs. jusqu'à 3.500 frs.	10,—	10,—	
Au-dessus de 3.500 francs	12,—	12,—	
VI — Valeurs à recouvrer impayées, droit de présentation			
Pour chaque valeur	1,50	1,50	
VII — Avis de paiement des mandats			
a) Demandé au moment du dépôt des fonds	1,50	1,50	
b) Demandé postérieurement au dépôt des fonds	3,—	3,—	
VIII — Réclamation relative à un mandat une valeur à recouvrer ou un envoi contre-remboursement			
(Taxe remboursée au réclamant s'il y a eu faute de service)	3,—	3,—	
IX — Disposition spéciale aux envois de valeurs à recouvrer			
Le nombre maximum des valeurs à recouvrer pouvant être insérées dans la même enveloppe est fixé comme suit :			
10 valeurs lorsque le montant de cha- cune d'elles n'excède pas 50 frs.			
5 valeurs lorsque le montant d'une ou de plusieurs de ces valeurs est supé- rieur à 50 frs. et que le montant total de l'envoi ne dépasse pas 5.000 frs.			
1 valeur lorsque le montant de cette valeur atteint 5.000 frs. ou plus.			
X — Chèques postaux			
Versements aux comptes courants pos- taux.			
Mandats de versement aux comptes courants postaux.			
Jusqu'à 5.000 francs	—	1,50	
Au-dessus de 5.000 francs	—	3,—	

NATURE DES CORRESPONDANCES OU DES SERVICES	TAXES		OBSERVATIONS
	Régimes franco-colonial intercolonial	Régime intérieur	
<i>Virements postaux</i>			
1er. — Service intérieur.			
Virements postaux ordinaires inté- rieur bureau de chèques par virement . . . . .		1,—	
Entre Bureau de chèques colonies du groupe par 2.000 frs. ou fraction de 2.000 francs . . . . .		1,50	
Virement d'office par virement taxe additionnelle . . . . .		3,—	
2me — Service franco colonial et inter- colonial.			
Virements postaux.			
a) France, Algérie, Corse : par 2.000 francs ou fraction de 2.000 francs.	2,—		
b) Maroc : par 100 frs. ou fraction de 100 francs. . . . .	0,10		
Virements d'office (France, Corse, Algérie, Maroc) par virement taxe addi- tionnelle . . . . .	3,—		
Virements télégraphiques (France, Corse, Algérie, Maroc) par virement taxe additionnelle . . . . .	5,—		

ART. 3. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires et qui prendra effet le 1er mars 1942 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

#### Taxes télégraphiques et radiotélégraphiques

ARRETE N° 495 fixant les taxes télégraphiques et radiotélégraphiques dans le régime intérieur de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouverne-  
ment général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 dé-  
cembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-  
Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier  
des colonies, l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 janvier 1920, fixant le mode de promul-  
gation et de publication des textes réglementaires en A. O. F.;

Vu l'arrêté n° 2188 du 10 août 1937, relatif aux liaisons  
et taxes radiotélégraphiques entre l'A. O. F. et le Togo;

Vu l'arrêté n° 302 r. p. du 21 janvier 1938, fixant les  
règles applicables en A. O. F. à la correspondance privée par  
voie radiotélégraphique, modifié par l'arrêté n° 652 du  
21 février 1939 et par l'arrêté n° 1983 du 17 décembre 1940;

Vu la loi du 21 octobre 1940, promulguée en A. O. F. par  
l'arrêté n° 401 A. P. du 31 janvier 1941, relative à l'arrondis-  
sement au dixième des recettes et dépenses publiques;

Vu l'arrêté n° 1181 s. E. 8 du 1er avril 1941, en ce qu'il  
concerne le réaménagement de taxes télégraphiques intérieures;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du  
service des transmissions de l'A. O. F. promulgué en A. O. F.  
par l'arrêté n° 4190 A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210 r. p. du 3 décembre 1941, portant  
organisation du service des transmissions de l'A. O. F.;

Vu l'ensemble des délibérations et arrêtés locaux fixant les tarifs télégraphiques dans les colonies de l'A. O. F.;  
La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Dans le régime intérieur de l'Afrique occidentale française (Togo compris) les taxes afférentes aux télégrammes échangés voie fil et voie T. S. F. sont fixées comme suit :

*Première catégorie.* — Le lieu d'origine et le lieu de destination sont situés dans la même colonie du groupe :

0,60 par mot avec minimum de perception de 6 frs.

*2<sup>e</sup> catégorie.* — Le lieu d'origine et le lieu de destination sont situés dans des colonies différentes du groupe :

1 franc par mot avec minimum de perception de 10 frs.

Les télégrammes échangés entre le Dahomey et le Togo sont par exception classés dans la première catégorie.

**ART. 2.** — La taxe des télégrammes de presse est fixée à la moitié du tarif indiqué ci-dessus.

**ART. 3.** — Les taxes télégraphiques-accessoires du régime intérieur de l'A. O. F. (Togo compris) sont fixées comme suit :

#### 1<sup>o</sup> — Télégrammes multiples :

Pour chaque copie et par fraction indivisible de 50 mots 2,50

Télégrammes de presse pour chaque copie et par fraction indivisible de 100 mots 2,50

*2<sup>o</sup> — Réponse postale à un avis de service taxé :*  
Taxe de l'avis de réception d'une lettre recommandée.

#### 3<sup>o</sup> — Télégrammes à remettre par poste :

*a) Par poste ordinaire* . . . . . gratuit

*b) Par poste recommandée* . . . . . 3,—

#### 4<sup>o</sup> — Télégrammes avec accusé de réception :

*a) Postal* . . . . . 1,50

*b) Télégraphique (taxe télégramme 10 mots).*

*5<sup>o</sup> — Télégrammes adressés poste restante ou télégraphe restant — (destinataire non titulaire de la carte d'abonnement)* . . . . . 0,50

*6<sup>o</sup> — Télégrammes à remettre en mains propres* . . . . . 1,—

*7<sup>o</sup> — Annulation d'un télégramme avant transmission* . . . . . 2,—

*8<sup>o</sup> — Télégrammes avec reçu* . . . . . 1,—

*9<sup>o</sup> — Délivrance au guichet d'un bon de R. P. destiné à couvrir la taxe d'un télégramme dont l'envoi est provoqué par lettre* . . . . . 1,50

*10<sup>o</sup> — Remise copie confirmative d'un télégramme téléphoné par le service de la distribution :*

*a) Postale* . . . . . gratuit

*b) Télégraphique* . . . . . 1,50

#### 11<sup>o</sup> — Adresses enregistrées :

*1 an* . . . . . 200,—

*6 mois* . . . . . 120,—

*1 mois* . . . . . 30,—

**ART. 4.** Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires notamment en ce qui concerne les taxes, l'arrêté n° 1983 du 17 septembre

1940, et qui aura effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 1942, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

### Service téléphonique

**ARRETE N° 496 portant réglementation du service téléphonique et fixant les tarifs téléphoniques pour l'ensemble des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 janvier 1920, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 15 février 1915, réglementant le service téléphonique en Afrique occidentale française;

Vu la loi du 21 octobre 1940, promulguée en Afrique occidentale française par l'arrêté n° 401 A. P. du 31 janvier 1941, relative à l'arrondissement au décime des recettes et dépenses publiques;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant création du service des transmissions de l'Afrique occidentale française, promulgué en A. O. F. par l'arrêté n° 4190 A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté 4210 r. p. du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française;

Vu l'ensemble des textes locaux réglementant le service téléphonique dans les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française et au Togo;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

### ARRETE :

#### TITRE PREMIER

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**ARTICLE PREMIER.** — Le téléphone est mis à la disposition du public au moyen :

*a) des postes d'abonnés;*

*b) des postes publics installés soit dans un établissement postal, soit dans un lieu public.*

L'usage de ces postes ne doit apporter aucun trouble aux tiers ni au fonctionnement normal du service téléphonique.

L'ensemble des postes téléphoniques et des lignes rattachant ces postes à un même bureau central téléphonique de la colonie constitue un réseau téléphonique urbain ou local.

Les réseaux téléphoniques locaux sont reliés entre eux par des circuits téléphoniques interurbains. Lorsque ces circuits sont constitués par des lignes utilisées alternativement au téléphone et au télégraphe, la correspondance téléphonique privée est toujours subordonnée à la correspondance téléphonique officielle et à la correspondance télégraphique.

Les conversations téléphoniques sont dites urbaines ou locales quand elles ont lieu entre postes situés dans un même réseau.

Elles sont dites interurbaines quand elles s'échangent entre postes situés dans des réseaux différents.

Les conversations urbaines et interurbaines ne peuvent durer plus de six minutes (2 unités consécutives) lorsque des demandes sont en instance sur la ou les lignes à utiliser.

ART. 2. — Les postes d'abonnement comprennent deux catégories :

a) les postes principaux, postes reliés directement à un bureau central téléphonique de la colonie. Ils peuvent être constitués par un appareil simple ou par tout autre dispositif de commutation en tenant lieu;

b) les postes supplémentaires, postes reliés à un poste principal.

Les lignes reliant directement un poste principal à un bureau central téléphonique de la colonie sont dites lignes principales.

Toute ligne pouvant être mise en communication avec un bureau central téléphonique par l'intermédiaire d'une ligne principale, ou reliant deux postes principaux appartenant à un même abonné, est une ligne supplémentaire.

## TITRE II

### RÉGIMES D'ABONNEMENT — TARIFS

ART. 3. — Toute installation téléphonique reliée directement ou indirectement à un bureau téléphonique donne lieu à la perception de redevances d'abonnement.

Il est perçu autant de redevances d'abonnement principal que de lignes principales existantes raccordées au réseau téléphonique général; autant de redevances d'abonnements supplémentaires qu'il y a de postes supplémentaires.

Les abonnements téléphoniques sont concédés sous les deux régimes suivants :

1<sup>o</sup> — Régime forfaitaire (réseaux à batterie locale où le nombre des abonnés atteint 20);

2<sup>o</sup> — Régime de la conversation taxée (réseaux à batterie locale dont le nombre d'abonnés est inférieur à 20 — réseaux automatiques).

#### RÉGIME FORFAITAIRE

ART. 4. — *Abonnement principal.* — L'abonnement principal confère au titulaire la faculté d'utiliser son poste :

1<sup>o</sup> — Gratuitement : pour correspondre avec les postes d'abonnés et les postes publics du réseau téléphonique auquel il est rattaché et pour recevoir des communications, des messages;

2<sup>o</sup> — Moyennant le paiement des taxes réglementaires :

pour correspondre avec les postes d'abonnés et les postes publics des autres réseaux téléphoniques admis à communiquer avec le réseau téléphonique dont il dépend;

transmettre et recevoir des télégrammes;

pour transmettre des messages et des avis d'appel.

Le taux annuel de l'abonnement forfaitaire est fixé à 1.000 francs par ligne principale, et ramené à 900 francs pour les abonnés qui fournissent leur appareil.

*Abonnement supplémentaire.* — Les postes supplémentaires jouissent des facultés accordées aux postes principaux dont ils dépendent et dans les mêmes conditions. Les communications sont considérées, comme émanant du poste principal.

Le taux annuel de l'abonnement forfaitaire est fixé à 300 francs par poste supplémentaire, taux ramené à 200 francs pour les abonnés qui fournissent leur appareil.

#### RÉGIME DE LA CONVERSATION TAXÉE

ART. 5. — Les abonnements souscrits sous le régime de la conversation taxée comportent la jouissance des facultés accordées aux abonnements forfaitaires, sauf que toutes les conversations émanant des postes prin-

cipaux ou des postes supplémentaires, par l'intermédiaire de postes principaux sont taxées au tarif unitaire réglementaire.

Les taux annuels des abonnements souscrits sous le régime de la conversation taxée sont les suivants :

par ligne principale . . . . . 250 francs

par poste supplémentaire . . . . . 100 francs

Ce taux est ramené à 150 et 50 francs respectivement pour les abonnés qui fournissent leur appareil.

La taxe des conversations urbaines est fixée à 1 fr., 20 par unité indivisible de conversation de trois minutes dans les réseaux à batterie locale ou dans les réseaux automatiques.

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ABONNEMENTS SOUSCRITS PAR LES SERVICES PUBLICS ET LES COMMUNES

ART. 6. — Les redevances d'abonnement principal des services publics et communes sont fixées à la moitié des redevances indiquées ci-dessus.

Aucune réduction n'est consentie en faveur des abonnements supplémentaires.

ART. 7. — *Règlement des abonnements.* — Le montant des abonnements est payable d'avance à la caisse du receveur des postes et télégraphes par termes trimestriels exigibles, le premier lors de la signature du contrat, les suivants dans les quinze jours qui précèdent le commencement de chaque période trimestrielle.

A défaut de paiement ou en cas de retard dans les versements réglementaires, la communication peut être suspendue d'office, mais le contrat ne prend fin qu'après la résiliation.

## TITRE III

### FOURNITURE ET ENTRETIEN DES LIGNES —

#### REDEVANCE D'USAGE

ART. 8. — Les lignes d'abonnement et circuits interurbains sont obligatoirement construits par le service des transmissions. Exceptionnellement, les lignes ou parties des lignes supplémentaires situées dans une même propriété close et continue peuvent être construites par le particulier. En ce cas, elles ne sont mises en service qu'après accord du service des transmissions.

Les lignes d'abonnement sont mises à la disposition des abonnés moyennant le versement d'une contribution forfaitaire aux frais d'établissement.

Les lignes ou parties de lignes d'abonnement construites sur la voie publique demeurent la propriété de la colonie.

La résiliation d'un abonnement, qu'elle soit prononcée d'office ou à la demande de l'abonné, ne donne pas lieu au remboursement de la part contributive forfaitaire qui demeure, dans tous les cas, définitivement acquise à la colonie.

Sont exonérés de la part contributive :

Les anciens abonnés qui, après la résiliation de leur abonnement ont été autorisés à utiliser à nouveau leur ligne téléphonique dans l'immeuble où elle aboutissait, lorsque cette ligne est restée disponible;

Leurs successeurs dans un même local sous réserve que la cession de l'abonnement ait été autorisée par l'administration.

#### FOURNITURE DES LIGNES

ART. 9. — La part contributive à l'installation des lignes téléphoniques à verser par l'abonné est fixée comme suit :

1<sup>o</sup> — *Lignes principales :*

a) Dans un rayon de 4 kms. autour du bureau central téléphonique de rattachement :

1.000 francs pour la partie située dans un cercle de 1 km. ;

150 francs par hectomètre indivisible (longueur réelle) pour la partie située au-delà du cercle de 1 km. ;

b) Au-delà d'un rayon de 4 kms. autour du bureau central téléphonique de rattachement :

Remboursement des dépenses de toute nature majorées de 25% à titre de frais généraux (exception prévue ci-après).

## 2<sup>o</sup> — Lignes supplémentaires :

a) Le poste principal et le poste supplémentaire sont situés tous deux dans le même rayon de 4 kms. autour du bureau central téléphonique de rattachement.

150 francs par hectomètre indivisible (longueur réelle) ;

b) Dans tous les autres cas :

Remboursement des dépenses de toute nature majorées de 25% à titre de frais généraux.

Exceptionnellement, les lignes principales ou supplémentaires dépassant 4 kms. de longueur sont établies par marché à forfait, lorsqu'elles présentent ou sont susceptibles de présenter, dans l'avenir, un réel intérêt pour la colonie.

Ces conditions s'entendent pour la fourniture des lignes dont le service des transmissions fixe seul le tracé et détermine seul la nature du matériel à employer. Dans le cas où ces conditions ne sont pas observées à la demande des abonnés, les lignes sont fournies moyennant remboursement des dépenses faites majorées de 25% à titre de frais généraux.

Il en est de même dans le cas où l'établissement des lignes présente des difficultés exceptionnelles.

## ENTRETIEN DES LIGNES — REDEVANCE D'USAGE DES LIGNES SUPPLÉMENTAIRES

### ART. 10. — 1<sup>o</sup> — Entretien des lignes :

a) Lignes principales ou supplémentaires ou parties situées dans un rayon de 1 km. autour du bureau central téléphonique de rattachement ;

Gratuitement

b) Lignes supplémentaires ou parties de lignes principales ou supplémentaires situées entre un rayon de 1 km. et un rayon de 4 kms. autour du bureau central téléphonique de rattachement :

5 francs par hectomètre indivisible (longueur réelle) avec minimum de perception de 100 francs ;

c) Lignes supplémentaires ou parties de lignes principales ou supplémentaires situées au-delà du cercle de 4 kms. de rayon autour du bureau central de rattachement :

Remboursement des dépenses ou marché à forfait suivant le cas.

### 2<sup>o</sup> — Redevance d'usage des lignes supplémentaires :

a) Abonnement forfaitaire : 100 francs par ligne ;

b) Abonnement conversation taxée : 50 frs. par ligne.

Les redevances d'entretien et d'usage ne sont point perçues pour les lignes supplémentaires des services publics et des communes et pour toutes les lignes supplémentaires situées entièrement dans un même immeuble ou une même propriété continue, close ou non.

## TITRE IV

### FOURNITURE, INSTALLATION ET ENTRETIEN DES POSTES D'ABONNÉS

ART. 11. — Les postes d'abonnement, les installations privées ayant accès au réseau général, peuvent être fournis et installés en totalité ou en partie, soit

par le service des transmissions, soit par l'abonné. Dans ce dernier cas, l'agrément du service des transmissions est requis. Faute de cet agrément, le dit service peut s'opposer à la mise en service de l'installation.

L'entretien des installations d'abonnés comptant au maximum deux postes supplémentaires est gratuit dans un rayon de 4 kilomètres autour du bureau téléphonique de rattachement, au-delà de cette limite, il donne lieu soit au remboursement des dépenses majorées de 25% au titre de frais généraux, soit au paiement d'une contribution forfaitaire fixée par le directeur des transmissions si l'établissement des lignes a donné lieu à marché à forfait.

L'entretien des installations comportant plus de deux lignes supplémentaires fait l'objet dans chaque cas d'accords spéciaux entre le service des transmissions et l'abonné.

Les abonnés sont responsables du matériel mis à leur disposition. En cas de perte, de mise hors d'usage, de destruction totale provenant d'un fait dont ils sont civilement responsables, les abonnés doivent rembourser la valeur de ce matériel, d'après les prix en vigueur majorés de 25% à titre de frais généraux.

De même, les réparations nécessitées par une utilisation anormale des appareils sont mises à la charge des abonnés qui doivent rembourser les dépenses de toute nature majorées de 25% à titre de frais généraux.

L'entretien des postes et installations par un tiers est subordonné à l'autorisation du directeur des transmissions — Faute de cette autorisation, l'administration se réserve le droit de suspendre l'application des clauses qui précèdent et de laisser l'abonné responsable de l'entretien de son matériel — En ce cas, les redevances déjà payées ne sont point remboursées.

## MODIFICATIONS AUX LIGNES ET POSTES TÉLÉPHONIQUES D'ABONNEMENT

ART. 12. — L'administration se réserve le droit d'apporter aux lignes et aux postes téléphoniques de son réseau général toutes modifications qu'elle juge utiles. Aucune indemnité n'est due aux usagers à cette occasion.

Tout changement qu'un abonné désire faire apporter à son installation doit être exécuté par le personnel du service des transmissions ou agréé par ce service.

Le personnel du service des transmissions chargé du contrôle et de l'entretien des postes téléphoniques est habilité à s'assurer qu'il n'est point contrevenu à l'interdiction visée ci-dessus. A cet effet, l'obligation est faite aux abonnés au téléphone d'accorder aux agents du service téléphonique justifiant de leur qualité l'accès des locaux où sont installés les lignes et les postes d'abonnement.

Les modifications effectuées à la demande des abonnés, sans changement aux conditions d'abonnement, donnent lieu au remboursement des dépenses majorées de 25% au titre de frais généraux.

Il est formellement interdit à tout abonné de greffer aucun fil sur des lignes d'abonnement affectées à son service, de démonter ou de déplacer les lignes, appareils ou accessoires fixes de l'installation dont l'usage lui a été concédé, que les lignes aient été établies ou réalisées par l'industrie privée ou le service des transmissions.

L'inobservation de l'interdiction ci-dessus entraîne la suspension de l'abonnement jusqu'à accord avec le

service des transmissions sans aucune indemnité pour l'abonné. Elle peut également entraîner la perception d'une surtaxe de régularisation dont le minimum est fixé à 100 francs.

### TITRE V

#### SOUSCRIPTION — MISE EN VIGUEUR — RÉSILIATION DES ABONNEMENTS TÉLÉPHONIQUES

ART. 13. — Le demandeur fournit par écrit les renseignements nécessaires à l'établissement, par le service des transmissions, d'un projet d'engagement pour l'installation qu'il sollicite.

Les modifications apportées ultérieurement à l'abonnement donnent lieu à la signature de nouveaux engagements sous forme d'avenant.

Les formules d'engagement et d'avenant sont soumises au droit de timbre en vigueur dans la colonie.

Les abonnements ne peuvent être souscrits sous des pseudonymes; ils peuvent être souscrits par procuration ou conjointement et solidairement par plusieurs personnes.

Les associations, sociétés et syndicats doivent justifier de leur existence légale; les pièces justificatives sont conservées pour constituer le dossier d'abonnement.

Les abonnements souscrits au nom: d'une association, société, syndicat, sont signés par la ou les personnes qui sont autorisées à agir au nom et pour le compte de l'organisme considéré.

Les abonnements des services publics doivent être souscrits ou visés par l'ordonnateur des dépenses dont le budget supporte les frais ou par son délégué.

#### MISE EN VIGUEUR DES ABONNEMENTS

ART. 14. — Les abonnements ne peuvent être mis en vigueur avant paiement:

a) des redevances périodiques de toute nature afférentes au premier trimestre d'abonnement;

b) de la contribution forfaitaire aux frais d'établissement de la ligne.

Aucune communication payante ne peut être accordée sans constitution préalable d'un dépôt de garantie.

Les abonnements sont considérés comme entrant en vigueur le lendemain du jour où l'installation permet la communication, toutefois la première échéance partira du 1<sup>er</sup> ou du 16 du mois qui suit l'installation et pour la période de cette date à la fin du trimestre en cours.

#### DÉPÔT DE GARANTIE

ART. 15. — Ce dépôt est constitué en garantie du paiement des taxes des communications non gratuites.

Son montant est fixé de gré à gré entre l'abonné et le receveur du bureau de rattachement. Il doit correspondre approximativement à la moyenne mensuelle des taxes, avec minimum de 100 francs; sa quotité peut donc être modifiée sur l'invitation du receveur intéressé. En cas de refus, il n'est donné de communications payantes que jusqu'à concurrence du montant du dépôt.

Les dépôts de garantie téléphonique sont remboursés aux abonnés qui résilient leur contrat ou cèdent leur abonnement.

Aucun dépôt de garantie n'est exigé des services publics, et des communes.

#### RÉSILIATION DES ABONNEMENTS TÉLÉPHONIQUES

ART. 16. — *Résiliation par l'abonné.* — Les abonnements ne peuvent être résiliés sur la demande de l'abonné qu'après expiration de la durée minimum qui est fixée à un an (abonnements principaux et supplémentaires).

La demande de résiliation doit être présentée par écrit 15 jours au moins avant la date pour laquelle la résiliation est demandée.

Cette date doit coïncider avec la fin d'un trimestre.

La résiliation d'un poste principal entraîne d'office la résiliation des postes supplémentaires correspondants, même si ces postes sont en service depuis moins d'un an.

La résiliation d'un abonnement peut être annulée à la demande de l'intéressé, sous réserve que la ligne soit restée disponible, moyennant le paiement des redevances d'abonnement échues pendant la durée de l'interruption et le remboursement des dépenses résultant de la suppression du rétablissement du poste, majorées de 25% à titre de frais généraux.

*Résiliation anticipée.* — Les abonnements téléphoniques peuvent être résiliés avant l'expiration de la durée minimum dans les cas suivants:

1<sup>o</sup> — Transfert;

2<sup>o</sup> — Cession;

3<sup>o</sup> — Transformation d'abonnement (passage du régime de la conversation taxée au régime forfaitaire);

4<sup>o</sup> — Décès du titulaire.

*Résiliation par l'administration.* — En cas de non-paiement des redevances, l'administration résilie d'office les abonnements.

L'administration peut, à tout moment sur avis donné à l'intéressé au moins 15 jours d'avance, mettre fin à un abonnement à charge par elle de rembourser au titulaire le montant des redevances principales et accessoires se rapportant à la période trimestrielle restant à courir.

*Annulation des engagements avant leur mise en vigueur.* — Les demandes d'annulation des engagements avant leur mise en vigueur sont admises sous réserve de remboursement des dépenses faites par la colonie.

Les dispositions conditionnelles qui précèdent, relatives à la mise en vigueur et à la résiliation des abonnements ne sont pas applicables aux services publics.

### TITRE VI

#### TRANSFERT ET CESSION

##### DES POSTES TÉLÉPHONIQUES D'ABONNEMENT

ART. 17. — Le transfert d'un poste téléphonique d'abonnement est le déplacement de ce poste dans un autre immeuble, situé dans le même réseau téléphonique et entraînant changement ou modification de la ligne extérieure.

Le déplacement d'un poste dans un même immeuble ou son déplacement dans un immeuble voisin sans changement ou modification de la ligne extérieure constitue une simple modification à l'installation.

Le transfert d'un poste d'abonnement téléphonique donne lieu à signature d'un nouvel engagement faisant suite à l'engagement précédent en ce qui concerne les redevances, les échéances périodiques et la durée minimum de l'abonnement.

Le transfert d'un poste principal d'abonnement entraîne le transfert des postes supplémentaires rattachés à ce poste ou leur résiliation à l'expiration du trimestre en cours.

*Taxes — Transfert des appareils* (enlèvement, réinstallation et raccordement au réseau téléphonique).

Le transfert d'un poste principal ou supplémentaire donne lieu à l'application d'une redevance forfaitaire de 100 francs.

*Fourniture des lignes.* — Les nouvelles lignes sont fournies: gratuitement si les parts contributives af-



férentes à ces lignes sont égales ou inférieures aux parts contributives correspondant aux lignes abandonnées et moyennant le versement du supplément de part contributive dans le cas contraire.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux lignes au-delà du rayon de 4 kilomètres qui ont été établies par marché spécial à forfait ou contre remboursement des dépenses.

#### CESSION DES ABONNEMENTS TÉLÉPHONIQUES

ART. 18. — Pendant la durée de son abonnement, tout abonné peut céder les droits que lui confère cet abonnement :

1<sup>o</sup> — à toute personne lui succédant dans le local où est établi le poste d'abonnement;

2<sup>o</sup> — à son successeur commercial ou industriel, que ce dernier habite ou non le local où est installé l'abonnement.

#### PRINCIPAUX CAS DE CESSION

La cession est autorisée dans les cas suivants :

a) Décès du titulaire de l'abonnement. Les héritiers peuvent maintenir l'abonnement par mutation en leur nom collectif le céder à l'un d'entre eux ou à un tiers. Les demandes de l'espèce doivent être appuyées des pièces justificatives des droits des héritiers;

b) Dissolution d'une société, syndicat etc... La dissolution ne mettant pas fin à l'abonnement, les ayants-droit peuvent le céder à l'un des ex-associés, membres, ou à un tiers;

c) Succession commerciale, industrielle ou locative. La cession doit être explicitement prévue dans l'acte de location ou dans l'acte de cession du fonds ou doit donner lieu à l'établissement d'un acte spécial.

Dans les deux cas qui précèdent, la cession doit être demandée collectivement par le cédant et le cessionnaire.

Tout changement de nom, de raison sociale du titulaire d'un abonnement doit donner lieu à cession.

Dans tous les cas, la cession n'est valable, au regard de l'administration, que lorsque les redevances et taxes de toute nature exigibles du cédant et du cessionnaire ayant été acquittées, le cessionnaire a souscrit un nouvel engagement; cet engagement qui fait suite à l'abonnement précédent en ce qui concerne les échéances périodiques et la durée est complété, entre la date et la signature, par la mention manuscrite suivante :

« Le présent engagement remplace, à partir du . . . , celui souscrit le . . . , sous le même numéro, par M. . . »

La souscription d'un engagement nouveau par suite de cession d'un poste principal ou de changement de raison sociale, entraîne le renouvellement des engagements supplémentaires et avenants qui en dépendent.

Toutefois, les abonnements supplémentaires peuvent être résiliés définitivement si leur durée minimum est expirée.

La cession d'abonnements supplémentaires seuls n'est pas admise.

*Taxe de cession.* — La cession des droits que confère un abonnement principal donne lieu au paiement d'une taxe de 50 francs perçue sur le cessionnaire.

Cette taxe n'est pas perçue dans le cas où l'établissement de nouveaux engagements est obligatoire par suite d'un simple changement de nom, de raison sociale, non accompagnée d'une cession effective.

*Dispositions particulières aux abonnements des services publics.* — Les abonnements des services publics (communes comprises) ne peuvent en aucun cas être cédés à des particuliers.

La cession entre services publics doit recevoir le visa préalable des ordonnateurs intéressés.

### TITRE VII

#### TRANSFORMATION

#### DES ABONNEMENTS TÉLÉPHONIQUES

ART. 19. — Les abonnés ont la faculté de transformer leurs postes supplémentaires en postes principaux et les postes principaux en postes supplémentaires.

Lorsque le nombre des abonnés d'un réseau téléphonique urbain croît pour devenir au moins égal à 20 ou décroît pour devenir inférieur à 20, les abonnements téléphoniques sont susceptibles de changer de régime. Les abonnements concédés sous le régime de la conversation taxée doivent être transformés en abonnements forfaitaires et réciproquement.

La transformation d'un réseau téléphonique urbain en réseau automatique entraîne également la transformation des abonnements forfaitaires en abonnements à conversation taxée.

Les abonnements souscrits sous le régime de la conversation taxée peuvent être résiliés.

Les transformations et changements de catégorie d'abonnements donnent lieu à la signature d'un nouvel engagement faisant suite à l'engagement précédent et qui prend date à l'expiration de l'année en cours.

Le changement de catégorie d'un abonnement principal entraîne celui des abonnements supplémentaires correspondants.

#### PARTS CONTRIBUTIVES ET TAXES

1<sup>o</sup> — *Transformation d'un poste supplémentaire en poste principal.* — Dans le cas de transformation d'un poste supplémentaire en poste principal la ligne est fournie dans les conditions suivantes :

a) Si aucune partie de la ligne supplémentaire n'est utilisée, moyennant le paiement de la redevance afférente à la nouvelle ligne;

b) Si une partie de la ligne supplémentaire est utilisée, le paiement de la part contributive ne porte que sur les sections de la ligne nouvelle établie.

2<sup>o</sup> — *Transformation d'un poste principal en poste supplémentaire.* — La transformation d'un poste principal en poste supplémentaire est décomptée comme suit :

La nouvelle ligne supplémentaire est fournie comme s'il s'agissait d'une concession absolument nouvelle, le montant de la part contributive à exiger étant diminué de la part afférente aux sections de la ligne principale à utiliser.

La transformation d'un poste donne lieu à l'application d'une redevance forfaitaire de 100 francs.

### TITRE VIII

#### LIGNES TÉLÉPHONIQUES D'INTÉRÊT PRIVÉ

ART. 20. — Les lignes téléphoniques d'intérêt privé sont les lignes établies entre deux postes ou installations ne pouvant être mises en communication avec le réseau téléphonique général.

Elles ne peuvent être établies qu'entre postes appartenant au même permissionnaire ou à des permissionnaires coassociés et l'autorisation de l'administration est requise dans tous les cas, où les postes ne sont pas situés dans une propriété continue.

Ces lignes sont obligatoirement construites par le service des transmissions si le tracé emprunte le domaine public, moyennant le remboursement des dépenses majorées de 25% ou à forfait.

Dans les autres cas, elles peuvent être construites par les particuliers.

ART. 21. — L'établissement des lignes téléphoniques d'intérêt privé demeure subordonné à l'obtention des autorisations nécessaires pour la traversée des voies publiques ou propriétés privées. Ces autorisations sont obtenues à la diligence du service des transmissions, en ce qui concerne le domaine public et par le pétitionnaire pour les propriétés privées.

ART. 22. — Les lignes téléphoniques d'intérêt privé sont soumises à une redevance annuelle d'entretien courant fixée à 5 francs par hectomètre indivisible (longueur réelle) avec minimum de perception de 100 francs et à un droit d'usage privé fixé uniformément à 200 francs par ligne établie.

Les lignes intérieures reliant des postes situés dans un même immeuble ou une même propriété continue ne sont point soumises à la redevance.

Les lignes desservant des postes appartenant aux services publics ou aux communes ne sont pas passibles de la redevance d'usage.

Les postes et installations desservant les lignes d'intérêt privé peuvent être entretenus par le service des transmissions moyennant le remboursement des dépenses faites majorées de 25% à titre de frais généraux.

### TITRE IX

#### TAXES TÉLÉPHONIQUES INTERURBAINES — AVIS D'APPEL MESSAGES ET TÉLÉGRAMMES — TÉLÉPHONES

ART. 23. — Les taxes téléphoniques interurbaines sont fixées comme suit, par unité de conversation de 3 minutes ou fraction :

1 <sup>o</sup> — Jusqu'à 25 kilomètres . . . . .	3 frs.
Jusqu'à 50 kilomètres . . . . .	4 —
Jusqu'à 100 kilomètres . . . . .	6 —
Par 100 kilomètres au-dessus . . . . .	2 —

(distances calculées à vol d'oiseau).

La taxe des conversations de nuit est fixée au double des conversations de jour.

2<sup>o</sup> — *Avis d'appel*. — Taxe fixée au taux d'une unité de conversation dans les mêmes relations.

3<sup>o</sup> — *Messages téléphonés*. — Taxe fixée à la moitié d'une unité de conversation dans les mêmes relations avec minimum de perception de 5 francs.

4<sup>o</sup> — *Télégrammes téléphonés*. — Par 50 mots ou fraction de 50 mots :

a) En langage clair . . . . .	1,20
b) En langue étrangère ou langage secret . . . . .	2,40

### TITRE X

#### DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 24. — La correspondance téléphonique privée peut être suspendue sur une ou plusieurs ou toutes les lignes des réseaux locaux ou du réseau général.

Toute interruption de service supérieure à quinze jours consécutifs qui n'est pas du fait de l'abonné entraîne une diminution proportionnelle des redevances d'abonnement.

ART. 25. — La colonie n'est soumise à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie téléphonique.

ART. 26. — Toute contestation relative à l'interprétation des clauses et conditions du présent arrêté sera jugé administrativement.

ART. 27. — Le présent arrêté annule tous les textes antérieurs concernant le service téléphonique, prendra

effet le 1<sup>er</sup> mars 1942 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

### Tubes de gaz

ARRETE N° 94 rendant obligatoire la déclaration d'importation des tubes de gaz et réglementant leur cession et leur utilisation.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, promulgué au Togo par l'arrêté 293 du 8 juin 1939;

Vu la lettre n° 84 T. P. du 27 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la promulgation du présent arrêté, l'importation et la vente des tubes de gaz, oxygène, acétylène, sont soumises à la réglementation suivante :

ART. 2. — Tout importateur de tubes de gaz, oxygène, acétylène, est tenu d'adresser, dès le débarquement ou l'introduction des marchandises, au commissaire de France, une déclaration mentionnant la nature et la quantité des tubes débarqués ou introduits.

ART. 3. — La mise en vente, l'utilisation, la cession, le transfert de tubes de gaz sont subordonnés à la présentation d'autorisation délivrée par l'autorité administrative (service des travaux publics, production industrielle).

ART. 4. — Indépendamment des déclarations d'arrivée prévues à l'article 2 du présent arrêté, le vendeur fournira sur la demande de l'autorité administrative, l'état des tubes en service chez ses clients, et des distributions antérieures.

ART. 5. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 6. — Le présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

### Conseil d'arbitrage

ARRETE N° 98 modifiant l'arrêté n° 120 du 25 mai 1923 créant des conseils d'arbitrage de travail indigène.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 29 décembre 1922 portant réglementation en matière de travail indigène;

Vu l'arrêté n° 120 du 25 mai 1923 créant des conseils d'arbitrage de travail indigène;

Vu l'arrêté n° 32 du 19 janvier 1940 modifiant l'arrêté n° 120 du 25 mars 1923 créant des conseils d'arbitrage de travail indigène;

#### ARRETE;

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 120 du 25 mai 1923 susvisé est modifié comme suit :

« Il est créé au chef-lieu des cercles de Lomé, d'Anécho, du Centre, de Sokodé et de la subdivision autonome de Mango un conseil d'arbitrage de travail indigène dont le ressort est fixé par les limites territoriales desdites circonscriptions ».

ART. 2. — L'arrêté n° 32 du 19 janvier 1940 susvisé est abrogé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Peste bovine

*ARRETE N° 100 déclarant infecté de peste bovine tout le territoire de la subdivision de Lomé ainsi que celui du cercle d'Anécho.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et de l'élevage;

Vu l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 14 déclarant infecté de peste bovine le territoire de la commune mixte comprenant la cocoteraie de M. César Olympio et les zones de pâturages situées entre le Camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpamé à l'est;

Vu la propagation de la peste bovine dans toute la subdivision de Lomé et dans une partie du cercle d'Anécho;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 14 déclarant infecté de peste bovine le territoire de la commune mixte de Lomé, comprenant la cocoteraie de M. César Olympio et les zones de pâturages situées entre le camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpamé à l'est.

ART. 2. — Est déclaré infecté de peste bovine tout le territoire de la subdivision de Lomé ainsi que celui du cercle d'Anécho.

ART. 3. — La zone franche prévue par l'article 12 de l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 où la vaccination des bovins est obligatoire comprend toute la partie du cercle d'Anécho située à l'ouest de la route Anécho-Wogan-Akoumapé.

ART. 4. — Les commandants des cercles de Lomé et d'Anécho et l'inspecteur vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Domaine privé

*ARRETE N° 101 portant modification de l'arrêté n° 187 du 1<sup>er</sup> avril 1927 sur le domaine privé du Territoire.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo, promulgué par arrêté n° 150 du 25 avril 1926;

Vu l'arrêté n° 187 du 1<sup>er</sup> avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 sur le domaine privé du territoire du Togo;

Vu les arrêtés n° 365 du 29 mai 1928, n° 181 du 4 avril 1931 et n° 620 du 4 novembre 1931 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 sur le domaine privé du territoire du Togo;

Vu le télégramme officiel n° 39 F/4 en date du 29 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 février 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 187 du 1<sup>er</sup> avril 1927 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Toutefois, lorsque l'intérêt du Territoire est en jeu, l'aliénation des terrains inclus dans les périmètres urbains pourra faire l'objet de conventions de gré à gré approuvées par arrêté du commissaire de France pris en conseil d'administration.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Vins

*ARRETE N° 102 complétant les arrêtés nos 703 du 18 décembre 1941 et 70 du 27 janvier 1942.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'article 10 du décret du 2 mai 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 février 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés nos 703 du 18 décembre 1941 et 70 du 27 janvier 1942 sont ratifiés en conseil d'administration.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Sucre****ARRETE N° 103 portant réglementation de la vente du sucre au Togo.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué par arrêté n° 634 D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité;

Vu la décision n° 531 du 22 juillet 1941 modifiant la limitation de vente du sucre;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 février 1942;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La vente du sucre en tablette est autorisée seulement aux détenteurs de cartes d'alimentation à raison de 2 kgs., 500 par mois et par personne.

ART. 2. — Est rapportée la décision n° 531 du 22 juillet 1941.

Le contingent du sucre dont la vente par le commerce local est autorisée mensuellement, est fixé à 10 tonnes.

Dans les limites de ce contingent mensuel la vente du sucre cristallisé reste libre.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Agents contractuels et auxiliaires**

**ARRETE N° 106 rendant applicables aux agents contractuels et employés auxiliaires permanents rémunérés sur le budget local ou le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, les dispositions de l'arrêté n° 4451/F du 17 décembre 1941 du haut-commissaire de l'Afrique française, portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A. O. F.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 14 octobre 1936 et la circulaire ministérielle du 9 janvier 1937 relatifs aux engagements par contrats;

Vu le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire;

Vu l'arrêté n° 4451/F du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A. O. F.;

Vu les lettres-circulaires nos 588 F., 14456 F. 1/D. et 12030/F. des 12 août, 6 et 26 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française relatives à l'institution d'un pécule;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 février 1942;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 4451/F du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française sont applicables aux agents contractuels et employés auxiliaires permanents rémunérés sur le budget local et le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du territoire du Togo.

ART. 2. — Pour le personnel indigène, il faut entendre par employés auxiliaires permanents ceux qui sont uniquement régis par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 susvisé.

ART. 3. — Le budget local et le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du territoire du Togo, rembourseront aux autres budgets de l'A. O. F., le cas échéant, les contributions prévues à l'article 6 de l'arrêté du Haut-Commissaire de l'Afrique française précité.

ART. 4. — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**ARRETE N° 4451 F. portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A. O. F.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'A. O. F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires des cadres de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 14 octobre 1936 portant réglementation des engagements par contrats;

Vu le règlement du 20 mars 1937 sur la situation des auxiliaires;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les agents contractuels et les employés auxiliaires rémunérés sur le budget général ou ses budgets annexes, à l'exception des ouvriers et manœuvres journaliers ou saisonniers, pourront recevoir un pécule qui sera constitué et versé dans les conditions suivantes.

ART. 2. — Une retenue de 6% sera obligatoirement exercée à l'occasion de chaque paiement fait aux agents intéressés, quelle que soit leur position.

Cette retenue portera sur le salaire ou le traitement net, c'est-à-dire dégagé de tous les suppléments ou indemnités s'y ajoutant, soit de façon habituelle, en raison du séjour aux colonies, soit de façon exceptionnelle, en raison de services particuliers rendus par les intéressés.

Lorsque la rémunération englobera, sans les distinguer, le traitement net, le supplément colonial et les indemnités en question la retenue portera sur la moitié de cette rémunération.

Pour les agents qui, recrutés sur place reçoivent un traitement excluant tout supplément colonial, la retenue portera sur ce traitement lui-même, dégagé de tous les accessoires ou indemnités.

Le pécule sera constitué par le montant total des retenues auquel s'ajoutera une somme versée par les budgets employeurs et égale au double de ces retenues.

ART. 3. — Le pécule sera payé au moment où l'agent ou l'employé quittera l'administration, à condition toutefois qu'il se soit écoulé 15 ans au moins depuis le premier engagement, dont 10 ans de services effectifs en A. O. F. et au Togo.

Si cette condition n'est pas remplie, l'intéressé n'aura droit qu'au remboursement des retenues, augmentées des intérêts simples annuels au taux de 3½ %.

Toutefois, en cas de décès, le pécule constitué comme il a été dit à l'article 2 ci-dessus, sera remis aux héritiers, quelle qu'ait été la durée des services du décédé.

Il en sera de même en cas d'incapacité à servir aux colonies imputable au service ou due à l'âge.

ART. 4. — Les agents contractuels et les auxiliaires permanents actuellement en service auront la faculté de se constituer un pécule correspondant à la totalité des services accomplis dans l'administration depuis leur premier engagement.

Dans ce cas, ils devront effectuer, en une ou plusieurs fois des versements s'échelonnant sur cinq ans au plus, dont le montant sera égal à 6% des salaires ou traitements perçus depuis leur entrée dans l'administration.

Toutefois, ils ne pourront recevoir le pécule que cinq ans après la mise en application du présent règlement et s'ils remplissent à ce moment les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus.

S'ils ne peuvent verser la totalité des sommes en question, le pécule, calculé comme il a été indiqué à l'article 2, correspondra au montant des versements effectués, augmentés, s'il y a lieu, des retenues exercées par la suite sur leur traitement ou salaire.

ART. 5. — Lorsque, en cours de carrière, les agents contractuels ou auxiliaires seront admis dans un cadre de fonctionnaires et auront à faire valider leurs services antérieurs pour la constitution d'une pension, les retenues qui auront été prélevées sur leur salaire ou traitement, grossies des intérêts simples annuels à 3½ % seront attribuées à la caisse intercoloniale ou à la caisse locale des retraites, suivant le cas, jusqu'à concurrence du montant des versements à faire à ces organismes pour ladite validation le surplus étant remboursé aux intéressés, s'il y a lieu.

ART. 6. — Le paiement du pécule sera imputé au dernier budget employeur, à charge de remboursement par les autres budgets de la part incombant à chacun d'eux, au cas où les services pris en compte auraient été rémunérés sur des budgets différents.

Le montant des retenues sera porté en recette au chapitre des recettes diverses de chaque budget employeur.

En dépense le montant brut de chaque mandat de paiement, retenue non réduite, figurera comme auparavant, aux chapitres de personnel ou de main-d'œuvre.

Les crédits annuels nécessaires pour le paiement des pécules seront inscrits au chapitre des dettes exigibles.

ART. 7. — Le service d'ordonnancement de chaque budget employeur ouvrira et tiendra un registre matricule à feuilles mobiles où seront inscrits pour chaque agent ou auxiliaire :

d'une part les renseignements concernant son état civil et sa situation personnelle, la date du premier engagement en A. O. F., les mutations successives, les salaires ou traitements perçus ;

d'autre part le montant des retenues effectuées chaque année avec l'indication du numéro et de la date des mandats sur lesquels les retenues auront été exercées.

ART. 8. — Il sera remis à chaque auxiliaire ou contractuel un carnet de pécule portant les mêmes renseignements. Toutefois, les indications concernant les retenues seront remplacées par une mention portée sur le livret, à chaque mutation, attestant que l'intéressé a subi les retenues réglementaires, dont le montant global seul sera indiqué pour la période écoulée depuis la mutation précédente.

ART. 9. — Les gouverneurs, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le directeur des finances du gouvernement général sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1942.

Dakar, le 17 décembre 1941.

P. BOISSON.

*ARRETE N° 107 octroyant aux agents contractuels et auxiliaires permanents une majoration spéciale d'émoluments compensant les retenues pour pécule.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 14 octobre 1936 et la circulaire ministérielle du 9 janvier 1937 relatifs aux engagements par contrat ;

Vu le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire ;

Vu l'arrêté n° 4451/F. du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A. O. F. ;

Vu la lettre-circulaire n° 12030/F. du 26 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française ;

Vu l'arrêté n° 106 du 16 février 1942 rendant applicables aux agents contractuels et employés auxiliaires permanents des divers services du territoire du Togo, les dispositions de l'arrêté n° 4451/F. du Haut-Commissaire de l'Afrique française, précité ;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 février 1942 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1942, les traitements et les salaires nets, dégagés de tout supplément ou indemnité, des agents contractuels ou



auxiliaires permanents rémunérés sur le budget local ou le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du territoire du Togo, les ouvriers et manœuvres journaliers ou saisonniers exceptés, seront augmentés de 6,40% pour compenser la retenue de 6% qui sera exercée sur les nouveaux traitements ou salaires en exécution des dispositions de l'arrêté du 16 février 1942 rédant applicables au Togo les dispositions de l'arrêté n° 4451/r. du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

ART. 2. — Pour le personnel indigène, il faut entendre par employés auxiliaires permanents ceux qui sont régis par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 susvisé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### **Déplacement des maîtres de l'enseignement privé**

**ARRETE** N° 115 réglementant le régime des déplacements des maîtres subventionnés de l'enseignement privé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 670 du 27 octobre 1933, réorganisant l'enseignement privé au Togo, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 722 du 20 décembre 1929, portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service au Territoire et les actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 480 du 30 août 1934, réglementant à nouveau le régime des déplacements des fonctionnaires appartenant aux cadres locaux indigènes ou assimilés en service au Territoire et les actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement au Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les maîtres subventionnés de l'enseignement privé du territoire du Togo, déplacés par ordre pour le service, se rendant à une première destination active, passant d'une destination active à une autre (sauf le cas de permutation ou changement demandé) pourront voyager sur réquisitions administratives, à l'exception de leur famille, dans les conditions fixées par l'article 4 de l'arrêté susvisé du 30 août 1934 réglementant à nouveau le régime des déplacements des fonctionnaires appartenant aux cadres locaux indigènes ou assimilés en service au Territoire.

Toutefois les cas prévus par l'article 10 de l'arrêté du 30 août 1934 ne leur sont pas applicables.

ART. 2. — Pour les poids des bagages à transporter et la classe où ils voyageront sur les chemins de fer et éventuellement sur les bateaux, les maîtres de l'enseignement privé sont classés aux mêmes catégories que les instituteurs et moniteurs de l'enseignement officiel du Territoire appartenant aux cadres locaux indigènes du Togo.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### **Cessions de travaux**

**DECISION** N° 619 relative aux cessions de travaux de toute nature pour le compte des différents services de la colonie et de l'industrie ou des particuliers.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 9 novembre 1901, réglant les relations entre les gouverneurs et commandants supérieurs des troupes;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'instruction ministérielle du 16 octobre 1903 portant règlement sur le service et l'administration des directions et établissements d'artillerie aux colonies;

Vu l'instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies (article 60);

Vu la circulaire n° 8567 1/s. M. A. du 12 décembre 1940 du ministre secrétaire d'Etat à la guerre;

Sur la proposition du général d'armée commandant en chef des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F.;

**DECIDE :**

ARTICLE UNIQUE. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'A. O. F., le gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo, reçoivent délégation leur permettant de prendre aux lieu et place du gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, toute décision en ce qui concerne le pouvoir d'autoriser les cessions de travaux de toute nature pour le compte des différents services de la colonie, ou même à défaut d'ateliers civils convenables pour le compte de l'industrie ou des particuliers.

Dakar, le 16 février 1942.

P. BOISSON.

#### **Pêche**

**ARRETE** N° 682 s. E./6 modifiant l'article 9 du règlement concernant l'application de l'arrêté n° 4047 s. E./6 du 17 novembre 1941.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté du 29 septembre 1937 fixant les règles d'organisation du service zootechnique en A. O. F.;

Vu le décret du 24 mars 1939 modifié par le décret du 29 juillet 1939 portant organisation du cadre général des services vétérinaires des colonies;

Vu le décret du 11 janvier 1924 créant en Afrique française un centre d'études scientifiques et techniques des pêches;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du règlement concernant l'application de l'arrêté n° 4047 s. E./6 du 17 novembre 1941 instituant le contrôle du traitement des produits de la pêche est complété comme suit :

« Ce dossier sera soumis à l'examen des agents du service du contrôle qui approuveront ou signaleront les modifications éventuelles à y apporter.

« L'autorisation de construire ne sera délivrée par l'autorité administrative du lieu qu'après approbation du projet définitif par le service du contrôle ».

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et l'inspecteur général de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 18 février 1942.

P. BOISSON.

### Enseignement

ARRETE N° 117 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 62 du 6 février 1941 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire pour l'année 1941;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1942 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixés comme suit :

#### ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE (1)

Lomé . . . . . 3 classes

#### COURS SUPÉRIEURS (3)

Lomé . . . . . 1 classe

Atakpamé . . . . . 1 classe

Sokodé . . . . . 1 classe

jumelée avec le CM/2.

#### ECOLES RÉGIONALES (7)

Lomé (garçons) . . . . . 4 classes

Lomé (filles) . . . . . 1 classe

Anécho . . . . . 4 classes

Atakpamé . . . . . 2 classes

Palimé . . . . . 2 classes

Sokodé . . . . . 2 classes

Mango . . . . . 1 classe

#### ECOLES URBAINES (6)

Lomé . . . . . 13 classes

Anécho . . . . . 8 classes

Atakpamé . . . . . 6 classes

Palimé . . . . . 4 classes

Sokodé . . . . . 4 classes

Mango . . . . . 4 classes

#### ECOLES MÉNAGÈRES (2)

Lomé . . . . . 4 classes

Anécho . . . . . 4 classes

#### ECOLES DE VILLAGE (35)

##### Cercle de Lomé :

Abobo, Gamé, Mission-Tové . . . . . 1 classe par école.

##### Cercle d'Anécho :

Achépé, Aklakou, Amégnran, Zoola . . . . . 1 classe par école.

Wogan . . . . . 2 classes

##### Cercle du Centre :

Kpéssi, Okou, Yégué, Amlamé, Nuatja . . . . . 1 classe par école.

Dayes-Apéyémé, Dayes-Kakpa, Goudévé, Kpadafé, Kouma-Tokpli, Agou . . . . . 1 classe par école.

##### Cercle du Nord :

Kabou, Guérin-Kouka, Parataou, Tchamba, Kouméa, Lama-Kara, Niamtougou, Djabatauré, Cambolé, Bafilo . . . . . 1 classe par école.

Bassari . . . . . 2 classes

Nakitendi-Laré, Kandé, Bidjénga, Dapango . . . . . 1 classe par école.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

ARRETE N° 118 fixant le nombre et l'emplacement des écoles privées du Territoire pour l'année 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'avis des missions intéressées;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1942, le nombre et l'emplacement des écoles privées du Territoire sont fixés comme suit :

#### A — MISSION CATHOLIQUE

##### COURS COMPLÉMENTAIRE ET COURS SUPÉRIEUR

Lomé (école Notre Dame des Apôtres) . . . . . 1 classe

##### ECOLES RÉGIONALES (10)

Lomé (garçons) . . . . . 5 classes

Lomé (filles) . . . . . 2 classes

Tsévié . . . . . 1 classe

Anécho (garçons) . . . . . 2 classes

Anécho (filles) . . . . . 1 classe

Togoville . . . . . 1 classe

Atakpamé (garçons) . . . . . 2 classes

Palimé (garçons) . . . . . 2 classes

Palimé (filles) . . . . . 1 classe

Agou . . . . . 1 classe

##### ECOLES URBAINES (5)

Lomé (garçons) . . . . . 22 classes

Tsévié . . . . . 5 classes

Anécho (garçons) . . . . . 5 classes

Atakpamé (garçons) . . . . . 4 classes

Palimé (garçons) . . . . . 7 classes

##### ECOLES MÉNAGÈRES (4)

Lomé . . . . . 9 classes

Anécho . . . . . 4 classes

Atakpamé . . . . . 2 classes

Palimé . . . . . 3 classes

## ECOLE DE VILLAGE (20)

*Cercle de Lomé :*

Avépozo	1 classe
Noépé	2 classes
Assahoufi	2 classes
Agbéluwhé	1 classe

*Cercle d'Anécho :*

Togoville	2 classes
Porto-Séguro	2 classes
Wogan	2 classes
Tokpli	1 classe

*Cercle du Centre :*

## Subdivision d'Atakpamé

Agadji	2 classes
Ezimé	1 classe
Tomégbé	3 classes
Badou	1 classe

## Subdivision de Palimé :

Woamé	1 classe
Kpimé	1 classe
Adéta	3 classes
Agou	2 classes

*Cercle de Sokodé :*

Tchéchau	1 classe
Alédjo	1 classe
Boumbouaka	1 classe
Bangéli	1 classe

## B — MISSION EVANGELIQUE

## ECOLES RÉGIONALES (4 classes)

Lomé	2 classes
Atakpamé	1 classe
Palimé	1 classe
Agou (internat d'enseignement ménager)	1 classe

## ECOLES URBAINES (3 classes)

Lomé	4 classes
Atakpamé	2 classes
Palimé	2 classes

## ECOLES MÉNAGÈRES (2)

Lomé	2 classes
Agou (internat d'enseignement ménager)	2 classes

## ECOLES DE VILLAGE (18)

*Cercle de Lomé :*

Tsévié	2 classes
Tsiviépé	2 classes

*Cercle du Centre :*

## Subdivision d'Atakpamé

Kitchibo	2 classes
Amou-Oblo	2 classes
Sodo	1 classe

## Subdivision de Palimé

Agou-Nyongbo	2 classes
Elé	2 classes

*Cercle de Sokodé :*

Landa	1 classe
-------	----------

## C — MISSION METHODISTE

## ECOLE RÉGIONALE (1)

Anécho	1 classe
--------	----------

## ECOLE URBAINE (1)

Anécho	2 classes
--------	-----------

## ECOLE DE VILLAGE (1)

Porto-Séguro	2 classes
--------------	-----------

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

## DECISION N° 129 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

- Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

- Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

- Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

- Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

- Vu l'arrêté du 28 août 1938 organisant l'école européenne de Lomé, ensemble les textes modificatifs subséquents;

- Vu l'arrêté du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé;

- Vu l'arrêté du 4 septembre 1941 portant organisation du cours complémentaire de l'école Notre Dame des Apôtres de Lomé;

- Vu l'arrêté n° 83 du 5 février 1941 fixant les périodes de vacances dans les écoles du Territoire;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1942 :

## A. — ECOLES ÉLÉMENTAIRES

*Vacances du 1<sup>er</sup> trimestre.* — 10 jours : du 1<sup>er</sup> juin inclus au 10 juin inclus.

*Vacances du 2<sup>e</sup> trimestre.* — 10 jours : du 7 septembre inclus au 16 septembre inclus.

*Grandes vacances.* — 2 mois : du 25 décembre 1942 inclus au 24 février 1943 inclus.

## B. — ECOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES — ECOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ

*Vacances du 2<sup>e</sup> trimestre.* — (Année scolaire 1941-1942) 10 jours : du 2 avril inclus au 11 avril inclus.

*Grandes vacances.* — 2 mois : du 13 juillet inclus au 12 septembre inclus.

*Vacances du 1<sup>er</sup> trimestre.* — (Année scolaire 1942-1943) du 24 décembre inclus au 2 janvier 1943 inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Diplôme d'études primaires préparatoires (école européenne) : 29 juin 1942.

Certificat d'enseignement primaire supérieur : 1<sup>er</sup> juillet et jours suivants.

Concours d'entrée à l'école primaire supérieure et au cours complémentaire Notre Dame des Apôtres : 31 août et jours suivants.

Certificat d'études primaires élémentaires (écoles élémentaires) : 9 novembre 1942.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

## Commission

## DECISION N° 133 nommant une commission des transports.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

- Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la nécessité d'accélérer l'évacuation des produits destinés au ravitaillement de la métropole;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est créée à Lomé une commission, dite des transports, composée comme suit :

Le chef du service des travaux publics, *Président*

Le chef du bureau des affaires économiques,

Le président de la chambre de commerce, *Membres*

Le délégué permanent du groupement professionnel du commerce colonial,

L'adjoint au chef du service des travaux publics fera fonction de secrétaire.

La commission recueillira tous les avis et renseignements nécessaires à ses travaux, et pourra convoquer à ses réunions les personnes dont elle désire le concours.

ART. 2. — La commission des transports est chargée :

1<sup>o</sup> — D'établir un plan des transports routiers et ferroviaires d'évacuation des produits destinés au ravitaillement de la Métropole, en examinant principalement :

la carte et le calendrier de la production;

le nombre de véhicules nécessaires aux transports routiers;

les carburants nécessaires à ces transports;

le programme de transformation des véhicules pour emploi des carburants de remplacement, et les moyens propres à accélérer cette transformation;

la répartition et le plan de marche des véhicules pour un emploi optimum des moyens;

les transports par fer jusqu'au port d'embarquement;

2<sup>o</sup> — De soumettre ce plan à l'approbation du commissaire de France, et de proposer tous moyens aptes à en favoriser la réalisation, en particulier concernant :

la circulation des véhicules routiers;

la transformation des véhicules pour marche aux carburants de remplacement;

la fabrication et la distribution de ces carburants;

le ravitaillement en pièces de rechange et pneumatiques;

3<sup>o</sup> — De suivre l'exécution du plan de transports, et de rendre compte au commissaire de France des retards éventuels en indiquant les causes, et les moyens qui paraissent propres à y remédier.

ART. 3. — La commission des transports se réunira sur la convocation de son président, à la demande de celui-ci ou de l'un quelconque des membres, chaque fois qu'il leur paraîtra nécessaire.

Les procès-verbaux des réunions seront adressés au commissaire de France.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 18 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Peste bovine

ARRETE N° 124 abrogeant l'arrêté n° 702 du 17 décembre 1941 déclarant infecté de peste bovine le canton de Bassari.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 423 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 702 du 17 décembre 1941 déclarant infecté de peste bovine le canton de Bassari;

Vu le T. O. n° 13 du 29 janvier 1942 du chef de la subdivision de Bassari;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 702 du 17 décembre 1941 déclarant infecté de peste bovine le canton de Bassari.

ART. 2. — Le commandant du cercle de Sokodé, le chef de la subdivision de Bassari et l'inspecteur du service vétérinaire et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Maïs

ARRETE N° 125 fixant le prix nu bascule du maïs au port de Lomé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le T. O. n° 66 du 15 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu le T. O. n° 348 du 17 février 1942 du gouverneur du Dahomey;

Vu l'avis du représentant du syndicat colonial des exportateurs de maïs;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix nu bascule du maïs au port de Lomé est fixé à huit cent vingt-deux francs cinquante centimes (822 frs., 50) la tonne.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

ARRETE N° 129 fixant les prix d'achat minima du maïs à payer aux producteurs.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 25 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 125 du 23 février 1942 fixant le prix nu-basculé du maïs au port de Lomé;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit dans les principaux centres, les prix d'achat à payer aux producteurs de maïs :

	Frs.
Lomé . . . . .	822,50 la-tonne
Anécho et Assahoun . . . . .	750,— —
Tsévié et Noépé . . . . .	760,— —
Agbélouvhé . . . . .	740,— —
Nuatja . . . . .	720,— —
Atakpamé . . . . .	690,— —
Anié . . . . .	680,— —
Blitta . . . . .	650,— —

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

## Huile de palme

ARRETE No 130 fixant les prix minima d'achat de l'huile de palme pour la campagne 1941-42 dans les centres d'achat du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le télégramme du Haut-Commissaire de l'Afrique française n° 6 en date du 3 janvier 1942;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 66 du 7 février 1941.

ART. 2. — Sont fixés comme suit les prix minima d'achat de l'huile de palme, campagne 1941-42, dans les centres d'achat du Territoire :

CENTRE D'ACHAT	PAR TONNE	PAR CHIFFRE ARRONDI	PAR estagon de 17 k. 500
<b>Cercle de Lomé</b>			
Tsévié . . . . .	2.019,50	2.020	35,35
Noépé . . . . .	2.027,50	2.028	35,50
Mission-Tové . . . . .	1.979,50	1.980	34,65
Badja . . . . .	2.009,50	2.010	35,15
Kevé . . . . .	2.000,50	2.000	35,00
Assahoun . . . . .	1.994,50	1.995	34,90
Agouevé . . . . .	2.037,50	2.038	35,65
Sangara . . . . .	2.034,50	2.035	35,60
Tovega . . . . .	1.964,50	1.965	34,40
Agbelouvé . . . . .	1.982,50	1.983	34,70
<b>Cercle d'Anécho</b>			
Anécho . . . . .	2.005,50	2.006	35,10
<b>Cercle du Centre</b>			
Atakpamé . . . . .	1.909,50	1.910	33,40
Nuatja . . . . .	1.952,50	1.953	34,15
Palimé . . . . .	1.932,50	1.933	33,80
Agou-Gare . . . . .	1.946,50	1.947	34,05

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

## Heures supplémentaires

DECISION No 153 autorisant des heures supplémentaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 97 du 12 février 1938 fixant le mode de rétribution des heures supplémentaires;

Vu le rapport n° 142 D. R. du 19 février 1942 du directeur des chemins de fer du Togo;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le directeur du réseau des chemins de fer du Togo est autorisé à faire exécuter des heures supplémentaires par le personnel européen et indigène des ateliers de la traction à Lomé en vue d'intensifier la production de lubrifiants végétaux ou d'activer l'exécution des cessions pour travaux ayant pour but d'intensifier le ravitaillement de la métropole.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

## Agents auxiliaires

MODIFICATIF au règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire.

Les articles 4 et 5 du règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 4. — Salaires, paragraphe in fine :

« Aucun salaire ne sera inférieur au salaire de début fixé à 133 francs par mois ».

Article 5. — Avancement, 2<sup>e</sup> paragraphe :

« Chaque avancement comportera une augmentation de salaire de une ou plusieurs fois vingt-sept francs (27 frs.) sans que le nouveau salaire puisse être supérieur de plus de 20% au salaire antérieur ».

Le reste sans changement.

## Taxe sur le chiffre d'affaires et taxe compensatrice

ADDITIF à l'arrêté n° 784 du 30 décembre 1941 portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice.

Après :

J. de SAINT-ALARY.

Ajouter :

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 58 F./3 du 11 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.



**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL INDIGÈNE****Punitions**

Par décision n° 103 du :

9 février 1942. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe Allen Andréas, pour négligence grave dans son service.

Par décision n° 116 du :

14 février 1942. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée à l'ouvrier de 4<sup>e</sup> cl. Kuégué Amoussou, pour sa mauvaise manière de servir.

Par décision n° 144 du :

20 février 1942. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée à chacun des agents ci-après pour fautes graves en service :

Amoussou Adolphe, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

Kouvahé Joseph, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe des travaux publics.

**Forces de police****Nominations — Licenciements — Gratifications — Punitions**

Par arrêté n° 123 du :

21 février 1942. — 1<sup>o</sup> — MILICE. — Sont engagés pour 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> février 1942, les stagiaires dont les noms suivent :

*Comme miliciens de 1<sup>re</sup> classe :*

Kpatcha Kadaan, 1<sup>re</sup> classe stagiaire, Mle M/732 A. T.

Aglou Elie, 1<sup>re</sup> classe stagiaire, Mle M/690 B. D.

*Comme miliciens de 2<sup>e</sup> classe :*

Assambla Koujango, stagiaire catégorie B., Mle M/692 B. T.

Agbéfou Victor, stagiaire catégorie B., Mle M/702 B. D.

Zinsou Bernard, stagiaire catégorie B., Mle M/682 B. D.

Sanda Makamassi, stagiaire catégorie B., Mle M/701 B. T.

Bampini Fonabé Laré, stagiaire catégorie B., Mle M/684 B. T.

Kpabou Kolani, stagiaire catégorie B., Mle M/689 B. T.

Avomassodé Gérard, stagiaire catégorie B., Mle M/691 B. T.

Komi Kokou, stagiaire catégorie B., Mle M/703 B. T.

Badjida Doguessaga, stagiaire catégorie B., Mle M/688 B. T.

Abalo Edouard, stagiaire catégorie B., Mle M/695 B. D.

Tawayi Ali, stagiaire catégorie B., Mle M/683 B. T.

Issifou Bouraïma, stagiaire catégorie B., Mle M/686 B. T.

Tiémoko Djara, stagiaire catégorie B., Mle M/685 B. T.

Kokou Dandani, stagiaire catégorie B., Mle M/704 B. D.

Adankanhou Daniel, stagiaire catégorie B., Mle M/698 B. T.

Nassam Koubouroukou, stagiaire catégorie B., Mle M/681 B. T.

Ibrahim Guédé, stagiaire catégorie B., Mle M/687 B. S.

Amoussou Ahouassou, stagiaire catégorie B., Mle M/696 B. D.

Gbati Djénana, stagiaire catégorie B., Mle M/693 B. T.

Anagba Raphaël, stagiaire catégorie B., Mle M/694 B. T.

Kamalo Santégadaou, stagiaire catégorie B., Mle M/700 B. T.

Sont rengagés pour 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, les miliciens dont les noms suivent :

Arouna, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/511 B. S.

Djayomé Tagnon, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/603 B. T.

Tissop, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/625 B. T.

Asso Napo, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/551 A. D.

Sont agréés à la 1<sup>re</sup> compagnie de milice, en qualité de stagiaires, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

A compter du 24 janvier 1942 :

*Comme stagiaires catégorie B. :*

Amoussou Cabrais, Mle 857.

Ali Vincent, Mle 858.

A compter du 1<sup>er</sup> février 1942 :

*Comme sergent stagiaire :*

Ali Djatto Baouéna, Mle 859 — (Services militaires accomplis : 15 ans).

*Comme stagiaire catégorie A. :*

Dansi Akpadji, Mle 860 — (Services militaires accomplis : 5 ans, 11 mois, 13 jours).

*Comme stagiaires catégorie B. :*

Botossi Gnassingbé, Mle 861.

Daré N'Bagnimi, Mle 862.

Nadjombè Djaniman, Mle 863.

Boumpiri Malpa, Mle 864.

N'Dobé Tignonkpa, Mle 865.

Alidou Albert, Mle 866.

Sont licenciés les miliciens dont les noms suivent :

A compter du 1<sup>er</sup> février 1942 (*pour incapacité professionnelle*) :

Ali Wadé, stagiaire catégorie B., Mle M/853 B. T.

Akpando François, stagiaire catégorie B., Mle M/850 B. T.

Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942 :

*Pour mauvaise manière habituelle de servir :*

Pongou Omati, stagiaire catégorie A., Mle M/792 A. D.

Arraka, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/679 B. T.

Jean dit Dubois, stagiaire catégorie B., Mle M/793 B. T.

*Pour inaptitude physique non imputable au service :*

Daré Gbandi, stagiaire catégorie B., Mle M/802 B. T.

N'Séré Kangba, stagiaire catégorie B., Mle M/810 B. T.

Yao Alano, stagiaire catégorie B., Mle M/818 B. T.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 sont accordés aux intéressés, pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

2<sup>o</sup> — GARDE INDIGÈNE. — Sont rengagés pour 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, les gradés et gardes dont les noms suivent :

Mamadou Kamara, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1119.

Lalé, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 811.

Boukary III, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 652.

Yenté, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 663.

Dangouniangué, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 1162.

Fallani, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 1198.

Nabéa, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 696.

Ali Bélé, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 795.

Tiombabou, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 975.

N'Pollo, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1079.

Pandja, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1165.

Amakné, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1171.

Koussémou Antoine, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1179.

Douti Yéyété, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1219.

Mamadou Bli, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1220.

Adjo Benoît, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1214.

Messan, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1215.

Kouassi Moba, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1170.

Damorou, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1093.

Akparama, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1238.

Sont licenciés pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942, les gardes dont les noms suivent :

*Pour mauvaise manière habituelle de servir :*

Adoko Rigobert, garde forestier de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1138.

*Pour inaptitude professionnelle :*

Gbandé Naboudja, stagiaire catégorie B.

Djassama André, stagiaire catégorie B.

Pailé Gabriel, stagiaire catégorie B.

*Pour inaptitude physique non imputable au service :*

Issaka Zakari, stagiaire catégorie B.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 sont accordés aux intéressés, pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par décision n° 148 du :

21 février 1942. — 1<sup>o</sup> — MILICE. — Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

Dada Koulagny, stagiaire catégorie A, Mle M/796 A. D.,

Yakissa, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/651 B. T.,

Ewomkpo Koughénou, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/642 B. T.,

*pour inexécution d'un ordre donné.*

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la milice pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942 :

Kalaoua, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/645 B. T.

Namandié Akanto, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/547 B. T.

de Souza Joseph, stagiaire catégorie A, Mle M/763 A. D.

2<sup>o</sup> — GARDE INDIGÈNE. — Les punitions suivantes sont infligées aux gardes dont les noms suivent :

*8 jours de prison avec retenue de solde*

Zékpa Joseph, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 997,

Signon, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 881,

*pour inexécution d'un ordre donné.*

*15 jours de prison avec retenue de solde*

Missa I, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 775, *pour inexécution d'un ordre donné.*

Sont admis dans la garde indigène comme gardes de 2<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942 :

Kalaoua, Mle 1244, ex-milicien 2<sup>e</sup> classe.

Namandié Akanto, Mle 1245, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe.

de Souza Joseph, Mle 1246, ex-stagiaire catégorie A.

Par décision n° 95 du :

9 février 1942. — Sont accordées les gratifications suivantes aux agents des forces de police ci-après désignés pour exécution de travaux supplémentaires en 1941 :

Kpatchazi, sergent	175 francs.
Tatra, sergent	175 —
Togbé Michel, sergent	175 —
Thoto, sergent	175 —
Assogba, sergent	175 —
Benoît, caporal	175 —
Mama Mandé, caporal	175 —
Adialé, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
N'Bangou, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Slom, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Siko, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Tchédré, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Tiamou, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Yarafi Losso, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Fanoucéra, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Kpéra Gounou, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Tiamon, 1 <sup>re</sup> classe	175 —
Yobo, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Ali Ako, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Dago, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Tamoukya, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Sékandé, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Sambéni, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Kankoua, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Bandiaré Laré, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Tchourofayi, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Alikisséné, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Yakissa, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Séba Bignama, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Ibrahima, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Koudouma, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Nahompa, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Patcha II, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Korohouzou, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Yacoubou, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Kadjouma, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Agbéméti, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Kouma II, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Atisso Comlan, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Baba-Ouéta, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Faré Gbati, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Bassodé, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Ali Djato, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Balonan, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Bigassouké, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Anayo, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Katako, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Evomkpo, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Ototé, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Sinnogou, 2 <sup>e</sup> classe	175 —
Cnohué, sergent-chef	75 —
Limbama Kiéri, sergent	75 —
Anti Koussékoyé, caporal	75 —
Arraka, 1 <sup>re</sup> classe	75 —
Kiki, 1 <sup>re</sup> classe	75 —
Magnétama, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Aboudou, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Natayo Alassan, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Lambani, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Ibrahima, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Zougou, 2 <sup>e</sup> classe	75 —

Domingo Léon, 2 <sup>e</sup> classe	75 francs
Léné Djab Dan, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Obédégbégnon, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Douam Déné, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Gbéguidji, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Tépié, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Kadjaka, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Obado Michel, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Tchalam, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Karango 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Salifou Agorigo, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Boukari Sbat, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Kouami Lucien, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Agondey, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Agban Tanan, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Sinouaka, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Lamboni Ténékpa, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Mouta Pami, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Badjoulayoma, 2 <sup>e</sup> classe	75 —
Mamandou, 2 <sup>e</sup> classe	75 —

Par arrêté n° 122 du :

21 février 1942. — Sont accordées les gratifications suivantes aux gradés et miliciens ci-après désignés :

*Gratification de 100 francs*

Tchapo, sergent-chef, Mle M/71 B. T.  
Tchallam, milicien 2<sup>e</sup> classe, Mle M/663 A. T.

*Gratification de 75 francs*

Dogo II, caporal Mle M/385 B. T.  
Adialé, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/665 A. T.  
Kalazim, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/672 B. T.

*Gratification de 50 francs*

Krtéma Yatouti, sergent-chef, Mle M/269 B. T.  
Alé, sergent-chef, Mle M/342 A. D.  
Pangazoula, sergent, Mle M/282 A. C.  
Gondjo, caporal, Mle M/297 A. D.  
Magnetama Bako, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/545 B. T.  
Zounzandji Casimir, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/594 A. D.  
Tchao, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/537 B. T.  
Batakoubélou, milicien 2<sup>e</sup> classe, Mle M/618 B. T.  
Karétayém, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/605 B. T.  
Amaka, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/658 A. D.  
Badjida Doguésaga, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/688 B. T.  
Mamadou Taraoré, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/481 B. S.  
Tiamon, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/475 A. T.  
Tiamou, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/528 A. T.  
Fanoucéra, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/653 A. T.  
Tchédré Gnané, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/561 B. D.  
Zougou, stagiaire catégorie A. Mle M/774 A. C.  
Nassam, Koubouroukou, stagiaire catégorie B. Mle M/681 B. T.  
Tiémoko Djara, stagiaire catégorie B. Mle M/685 B. S.  
Badjonhayoma, stagiaire catégorie B. Mle M/757 B. T.

*Gratification de 25 francs*

Lamini Kéda, caporal, Mle M/443 B. S.  
Boni, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/651 B. T.  
Sama Tchao, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/664 A. T.  
Ocloo Bernard, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/560 B. T.  
Kolani Lamboni, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/539 B. T.

Namandié Akanto, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/547 B. T.  
Agbogao Bali Bako, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/583 B. T.  
Kouka I, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/231 A. C.  
Arouna, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/511 B. S.  
Tibo Yandé, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/554 B. T.  
Aouli, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/494 B. T.  
Hékpélé Bidamon, milicien de 1<sup>re</sup> classe, Mle M/577 B. T.  
Asso Napo, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/551 A. D.  
Palanga Adjéa, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/566 B. T.  
Zima Zato, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/599 B. D.  
Djayomé Tagnon, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/603 B. T.  
Koudiango Méssi, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/177 B. T.  
Yota, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/671 B. T.  
Agolam, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/661 A. T.  
Hadaoutéma, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/602 B. T.  
Ahoru, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/608 B. T.  
Baké Batéa, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/636 B. T.  
Agbandaho, stagiaire catégorie B. Mle M/714 B. T.  
Komi Kokou, stagiaire catégorie B. Mle M/703 B. T.  
Sékro Mango, stagiaire catégorie B. Mle M/747 B. T.  
Kondo, stagiaire catégorie B. Mle M/750 B. T.  
Tomiloua, stagiaire catégorie B. Mle M/749 B. T.  
Zinsou Bernard, stagiaire catégorie B. Mle M/682 B. D.  
Bampini Fonabé L., stagiaire catégorie B. Mle M/684 B. T.  
Atafayé Ganda, stagiaire catégorie B. Mle M/712 B. T.  
Benoît Boudégui, caporal, Mle M/360 B. D.  
Anti Koussékoyé, caporal, Mle M/502 A. D.  
Boukary Sbat, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/575 B. T.  
Atitso Komlan, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/630 B. T.  
Yobo, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/416 B. S.  
Kataka, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/621 B. T.  
Karanga, milicien 2<sup>e</sup> classe, Mle M/662 A. D.  
Ali Djato, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/631 B. T.  
Arafa Essa, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/719 A. T.  
Salifou Agorigo, milicien 2<sup>e</sup> classe, Mle M/675 B. T.  
Moumouni, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/162 B. T.  
Kombila Mossi, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/601 B. C.  
Alikisséné Bakou, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/632 B. T.  
Kankoua Batoukoutara, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/579 B. T.  
Sékandé, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/629 A. D.  
Otété, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/649 B. T.  
Sambéni, milicien de 2<sup>e</sup> classe, Mle M/568 B. T.  
Kpatchazi, sergent, Mle M/415 B. T.  
Akia Falissé, stagiaire catégorie A. Mle M/762 A. D.  
Lamboni Banakm, stagiaire catégorie A. Mle M/766 A. T.  
Tépié, stagiaire catégorie B. Mle M/740 B. T.  
Gbati Djamana, stagiaire catégorie B. Mle M/693 B. T.  
Zato Madah, stagiaire catégorie B. Mle M/705 B. T.  
Kokou Dandani, stagiaire catégorie B. Mle M/704 B. T.  
Amouzou Ahouassou, stagiaire catégorie B. Mle M/696 B. D.  
Simiouaka, stagiaire catégorie B. Mle M/745 B. T.

**Agents auxiliaires****Nominations**

Par décision n° 137 du :

19 février 1942. — Sont engagés pour compter du 25 février 1942, en qualité de moniteurs auxiliaires stagiaires de l'enseignement privé :

Gbogla Pierre, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement numérique de Ama Pierre, démissionnaire;

Quadjovie Paul, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement numérique de Etsé Jean, démissionnaire;

Ajaton Augusta, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement numérique de Dadzie Agnès, démissionnaire;

d'Almeida Ayivi Emmanuel, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement de Gbadégbenyon Nicolas, licencié pour raison de santé;

Edorh François, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires;

Sankarédjan Martin, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires;

Tignokpa Antoine, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires;

Koumai Emile Kabaté, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires.

Ces agents auront droit au salaire mensuel de 275 francs dont les 2/3 seront supportés par le Territoire et le 1/3 restant à la charge de la Mission employeuse.

**Augmentations de salaires**

Par décision n° 124 du :

18 février 1942. — Les soldes mensuelles des agents du cadre auxiliaire régi par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 dont les noms suivent, sont portées aux taux ci-dessous pour compter du premier janvier 1942:

Khoumar Darius	475
Adam Yovo	250
Avonogbé Augustin	225
Dossou Anatole Gabriel	325
Kézié Augustin	250
Ounon Sama	175
Akakpo Emmanuel	300
Zockson K. Paul	225
Kalipé Charles	125
Adjibao François	300
Kouzo Bernard	450
Kpadonou Robert	350
da Silva Damien	325
da Silva Cosme	325
Kpomayé Tohoré	250
Napo Kouira	225
Amémasso Apédo	225
Kokou Eglé	225
Aboki Thomas	225
Assouma	150
Blantéré	150
Comlan Bagoudou	225
Rinkliff Jean	250
Kouassi Michel	250
Antonio Marcelline	425
Blagogée Ida	275
Franklin Hélène	175
Lawson Martin	325
Namoro Karamoco	375
Aquitémé Téléqui	325
Gbété Marie Thérèse	300

Djeha Comlan	275
Anthony Vinolia	250
Amorin Rose	325
Adayi Pierre	325
Agudétsé Henri	325
Akpotsé Winfried	325
Goumédzoé Samuel	300
Sapa Etienne	300
Essa Vincent	300
Guédzé Paul	200
Lassissi Marc	400
Lassey Henri	425
Ségbégee Ambroise	350
Schuppis Iris	250
Misséboukpo Maurice	300
Nyahé Joseph	225
Lawson Boévi	250
Van-Lare	250
Lambada Akakpovi	250
Mamadou Bouraïma	250
Sagbo Akakpo	250
Ziangbé Kodjo	250
Freitas Louis	250
Séhovon Ayi	250
Midadjé Etsé	250
Ekpé David	250
Miwonou Noukpo	250
Amouzou Ayi	250
Amétovi Agbégnigan	250
Mamadou Maman	250
Seidou Mossi	250
Boubou Kouala	225
Saumon Robert	225
Dovi Joseph	225
de Meideros Ignacio	1.400
d'Almeida François	225
d'Almeida Etienne	425
Gbedey Bernard	425
Moèvi André	225
Amouzou Antoine	225
Follivi	250
Doudokui Jean	225
Ohin Oscar	225
Monkly Dansou	175
Sodoga Ayivi	250
Wgbloé Thomas	250
Gnabonodo	225
Gato François	250
Yékpayé	225
Eklou Raphaël	225
Kalipé Alphonse	300
Boko Pierre	200
Seibou	200
Fagla Jean	200
Sossou Djato	200
Boukari	200
Adam	200
Kémavo	200
Batomatoun	200
Djato	200
Tassou	200
Ayénonkou	200
Koffi Joseph	200
Bawoa	200
Béouli	200
Baladjété	200
Moumouni	200
Mensah	200
Adam	200
Otodjo	200

Adansossi	200
Djimétri	200
Attoga	200
Mensavi	200
Edoh	175
Kouami	200
Afaédjo	200
Quézéré	200
Djalla	200
Botossi	200
Tokofayi	200
Bataba	200
Allidou	200
Dadjéma	200
Badjomtété	200
Bakossimé	200
Ali	200
Ounouya	200
Téoutoko	175
Koffi	200
Ayéna	200
Hallatom	200
Djafalou	200
Séwodo	200
Feles	200
Anani	200
Amouzougan	200
Sama	175
Acrobessi	200
Tavianou Jean	175
Assito Miatoglo	175
Adoméfa Gnavo	175
Aboyi	175
Djisseko	175
Kodjo	175
Holalom	175
Comla	175
Bélaklé	175
Afanssi	175
Atsou	175
Bissahou	175
Bédjo	175
Leman	175
Camoè	175
Boy	175
Baoulé Talaké	175
Hermann	175
Hada	175
Trabé	175
Koffi	175
Djéké	175
Anagonou	175
Sodji	175
Allefayi	175
Amadoté Abalo	250
Grégoire Agbovor	225
da Silveira Joseph	250
Sédokpo Martin	225
Combé Amah	175
Méhoumé Koffi	175
Richard	275
Kloussé	275
Mado	325
Amouzou Denis	175
Amékpo	400
Nikoué	350
Adjallé Codjo	250
Atigan Alfred	225
Tété Clément	200
Tévi Hugo	225

Amoussou Benoît	225
Mathias Alphonse	175
Orogbo Bernard	175
Afogniké Edouard	350
Henry	325
Logo	325
Kuashie Codjo	300
Logossa	250
Adam	200
Méviné Joseph	200
Arouna	225
Akakpo Johannes	225
Comlan	225
Adjévi	450
Woékpo Gabriel	400
Djamba	325
Ladjékpo	300
Adéliba	225
Alassan	225
Kuashie	200
Akouété Simon	225
Akoussan Joseph	325
Colley Ernest	250
Lokossou	625
Kouévi Hilaire	225
Koffi Emmanuel	200
Sémànou	200
Bernard	200
Isaka Diara	200
Atsou	225
Mensah Gottlieb	225
Amadou	225
Sossou Adja	200
Antoine	225
Légbadi	200
Comlan II	200
Pénassou	225
Kouami	225
Comlan I	225
Kouakou	225
Glakpé	225
Sassi	200
Mamadou II	200
Agbobli John	225
Ségbé Bossou	225
Tèko	225
Amouzouvi Apédo	225
Anani	250
Azomé	250
Gnali	250
Kouaho	225
Atchaba Amouzou	200

### Titularisations

Par décision n° 118 du :

17 février 1942. — Les agents auxiliaires stagiaires dont les noms suivent sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942 :

Moévi Samuel, agent auxiliaire à	250
Akakpo Michel, agent auxiliaire à	200
Sallah Blaise, agent auxiliaire à	275
Wilson Charles, agent auxiliaire à	250
Efia Joseph, agent auxiliaire à	250
Atikossi Etienne, agent auxiliaire à	250
Messanvi Edjossan, agent auxiliaire à	250
Datsé Agbégninou, agent auxiliaire à	200
Kada Théophile, agent auxiliaire à	200
Folly Alfred, agent auxiliaire à	175
Sayé Ségbénou, agent auxiliaire à	175



Atisso Agbélenko, agent auxiliaire à . . . . .	175
Yassimé Watobahoué, agent auxiliaire à . . . . .	150
Téhangayi Bernard, agent auxiliaire à . . . . .	150
Mensah Ferdinand, agent auxiliaire à . . . . .	250
Wilson Hubert, agent auxiliaire à . . . . .	225
Doh Seth, agent auxiliaire à . . . . .	325
Randolph Symphorien, agent auxiliaire à . . . . .	275
d'Almeida Pierre, agent auxiliaire à . . . . .	275
Daboni Ernest, agent auxiliaire à . . . . .	275
Amétépé Stanislas, agent auxiliaire à . . . . .	275
Amégnaglo Alfred, agent auxiliaire à . . . . .	125
Gbaguidi Barthélemy, agent auxiliaire à . . . . .	125
Dos Reis Prudence, agent auxiliaire à . . . . .	375
Kpodar Norbert, agent auxiliaire à . . . . .	300
Sallar Emmanuel, agent auxiliaire à . . . . .	325
Agboton Barthélemy, agent auxiliaire à . . . . .	350
Kellé Robert, agent auxiliaire à . . . . .	375
Noumovi, agent auxiliaire à . . . . .	275
Foutrui Martin, agent auxiliaire à . . . . .	150
Codjo Bénédicte, agent auxiliaire à . . . . .	175
Zoumaro Takéma, agent auxiliaire à . . . . .	200

Par décision n° 119 du :

17 février 1942. — Sont titularisés et classés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942 les agents auxiliaires ci-après, régis par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 :

de Souza Francisco, agent auxiliaire à . . . . .	600
Brym André, agent auxiliaire à . . . . .	275
Anthony Jacques, agent auxiliaire à . . . . .	250
Jacob, agent auxiliaire à . . . . .	250
Tognon André, agent auxiliaire à . . . . .	225
Lawson Clément, agent auxiliaire à . . . . .	150
Ahyee Christian, agent auxiliaire à . . . . .	225
Ahossi Dagbo, agent auxiliaire à . . . . .	225
Azouma Diara, agent auxiliaire à . . . . .	425
Togbé François, agent auxiliaire à . . . . .	300
Gbégénédjé Mathias, agent auxiliaire à . . . . .	275
Gavon Joseph, agent auxiliaire à . . . . .	275
Kindey Arsène, agent auxiliaire à . . . . .	275
Agbo Victor, agent auxiliaire à . . . . .	250
Téko Marcellin, agent auxiliaire à . . . . .	250
Dossou Marcos, agent auxiliaire à . . . . .	225
Houkouinou André, agent auxiliaire à . . . . .	200
Mamadou Sinoko, agent auxiliaire à . . . . .	225
Adablah Eloi, agent auxiliaire à . . . . .	225
Ajavon Charles, agent auxiliaire à . . . . .	175
Médris Sylvestre, agent auxiliaire à . . . . .	550
Akovi Pierre, agent auxiliaire à . . . . .	375
Ajavon Daniel, agent auxiliaire à . . . . .	500
Daboni Louis, agent auxiliaire à . . . . .	250
Atikossi Christian, agent auxiliaire à . . . . .	275
Aziabou Laurent, agent auxiliaire à . . . . .	275
Viotey Charles, agent auxiliaire à . . . . .	250
Dossou Pierre, agent auxiliaire à . . . . .	250
Moussa Mamadou, agent auxiliaire à . . . . .	275
Azanlédjé Pierre, agent auxiliaire à . . . . .	200
Barboza William, agent auxiliaire à . . . . .	325
Goeh Gabriel, agent auxiliaire à . . . . .	325
Afangbédjé Eustache, agent auxiliaire à . . . . .	550
Akolly Augustin, agent auxiliaire à . . . . .	275
Denké Juvenio, agent auxiliaire à . . . . .	275
Bruce Claver, agent auxiliaire à . . . . .	350
Awitor Christophe, agent auxiliaire à . . . . .	250
Ayité Bernard, agent auxiliaire à . . . . .	250
de Souza Honoré, agent auxiliaire à . . . . .	225
Codjovi Jonas, agent auxiliaire à . . . . .	250
Morin Alphonse, agent auxiliaire à . . . . .	250
Gaba Emmanuel, agent auxiliaire à . . . . .	225
Akoussa Mathias, agent auxiliaire à . . . . .	350
Mensah Gérard, agent auxiliaire à . . . . .	250
Kodjo Hermann, agent auxiliaire à . . . . .	225

da Silveira Ernest, agent auxiliaire à . . . . .	325
Géguédi Antoine, agent auxiliaire à . . . . .	250
Komlan Aladé, agent auxiliaire à . . . . .	200
Saména Benoît, agent auxiliaire à . . . . .	200
Adoukonou Bertin, agent auxiliaire à . . . . .	575
d'Almeida Joachin, agent auxiliaire à . . . . .	200
Nikoué Charles, agent auxiliaire à . . . . .	200
Kouévi Paul, agent auxiliaire à . . . . .	225
Salifou Boucari, agent auxiliaire à . . . . .	175
Tékou Jérôme, agent auxiliaire à . . . . .	200
Houaméno, agent auxiliaire à . . . . .	175
Saïkandé, agent auxiliaire à . . . . .	175
Tossou Louis, agent auxiliaire à . . . . .	175
Mensah Attiougbe, agent auxiliaire à . . . . .	325
Kouami Koffi, agent auxiliaire à . . . . .	325
Lokossa, agent auxiliaire à . . . . .	225
Edjossan, agent auxiliaire à . . . . .	200
Follivi, agent auxiliaire à . . . . .	250
Awodji Adigo, agent auxiliaire à . . . . .	175

### Démissions

Par décision n° 105 du :

10 février 1942. — Est acceptée pour compter du 2 février 1942 la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Sewodor, pour convenances personnelles.

Par décision n° 111 du :

12 février 1942. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942, la démission de son emploi offerte par Daketse Evans, moniteur auxiliaire de l'enseignement.

Par décision n° 130 du :

18 février 1942. — Est acceptée, la démission de leur emploi offerte par les nommés :

Dadzie Agnès, monitrice auxiliaire, pour compter du 15 février 1942;

Etsé Jean, moniteur auxiliaire, pour compter du 24 février 1942.

### Licenciements

Par décision n° 112 du :

12 février 1942. — Sont licenciés de leur emploi, pour abandon de poste, les agents auxiliaires dont les noms suivent :

Kokou B/II, pour compter du 26 janvier 1942;

Moïse, pour compter du 31 janvier 1942.

Par décision n° 113 du :

12 février 1942. — Sont licenciés de leur emploi : les agents auxiliaires Kotey Franck Amoni, et Assan Addah, pour fautes graves en service.

Par décision n° 115 du :

15 février 1942. — Est licencié de son emploi, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1942, l'agent auxiliaire Elias, pour absences irrégulières.

Par décision n° 121 du :

17 février 1942. — Est licencié de son emploi pour compter du 24 janvier 1942, l'agent auxiliaire Sewoavi, pour absences irrégulières.

Par décision n° 131 du :

18 février 1942. — Le moniteur auxiliaire de l'enseignement Gbadégbényon Nicolas, est licencié de son emploi pour compter du 25 février 1942, pour inaptitude physique non imputable au service.

**Révocation**

Par décision n° 104 du :

10 février 1942. — L'agent auxiliaire Kpakpo Michel, est révoqué de ses fonctions pour fautes graves en service.

**DIVERS****Allocations**

Par arrêté n° 108 du :

16 février 1942. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1<sup>o</sup> — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Deux mille deux cent sept francs (2.207 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Djondo Pierre, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des travaux publics, né à Agoué (Dahomey) vers 1880, 27 ans, 3 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

2<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille huit cents francs (1.800 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Barboza Jean, surveillant-chef de route de 3<sup>e</sup> classe, né à Anécho (Togo) le 17 juillet 1884, 39 ans, 7 mois, 10 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

3<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre mille six cent quatre vingt-sept francs (4.687 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Adoté Herbert, maître-ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer, né à Anécho (Togo) le 18 avril 1886, 33 ans, 3 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

4<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre mille deux cent soixante-Quinze francs (4.275 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Botnas Joseph, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer, né à Agoué (Dahomey) le 4 octobre 1880, 32 ans, 10 mois, 27 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus concédées et des indemnités pour charges de famille y afférentes est imputable, pour les deux premiers agents au budget local et pour les deux autres au budget annexe du chemin de fer et du wharf.

**Avance de solde**

Par décision n° 143 du :

20 février 1942. — Une avance de deux mois de solde d'Europe soit : Deux mille six cent soixante sept francs (2.667 frs.) est accordée à M. Le Glatin Yves, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils des colonies.

**Conseil d'arbitrage**

Par arrêté n° 97 du :

14 février 1942. — Sont nommés assesseurs des conseils d'arbitrage de travail indigène pour l'année 1942 :

**CERCLE DE LOMÉ****a) Assesseurs titulaires :**

M.M. Olieu Paul, agent de la S. C. O. A.  
Tamakloe Théophile, président du conseil de notables.

**b) Assesseurs suppléants :**

M.M. Siant Louis, agent de la S. G. G. G.  
Dorkenoo Michel, chef de village.

**CERCLE D'ANÉCHO****a) Assesseurs titulaires :**

M.M. Parbot Louis, agent de la S. C. I. A.  
Frédéric Body Lawson, chef supérieur.

**b) Assesseurs suppléants :**

M.M. Jonquet Georges, entrepreneur de transports.  
Antoine Kponton Quam-Dessou, président du conseil de notables.

**CERCLE DU CENTRE****a) Assesseurs titulaires :**

M.M. Rodier Georges, agent de la S. O. C. A. F. A.  
Atchikiti Bassa, chef de canton.

**b) Assesseurs suppléants :**

M.M. Moindrot Sylvain, agent de la S. G. G. G.  
Adjamgba Mensah, notable.

**CERCLE DE SOKODÉ****a) Assesseurs titulaires :**

M.M. Azemard Pierre, agent de la S. G. G. G.  
Aboudoulaye, chef de village.

**b) Assesseurs suppléants :**

M.M. le R. P. Boursin, prêtre missionnaire.  
Issa, chef de village.

**SUBDIVISION AUTONOME DE MANGO****a) Assesseurs titulaires :**

M.M. Sermisoni Paolo, commerçant.  
Missiaoua, commerçant et notable.

**b) Assesseurs suppléants :**

M.M. le R. P. Krauss Jules, missionnaire.  
Giffa Bernard, employé de commerce.

**Dégrèvements — remboursements — cotes irrécouvrables**

Par arrêté n° 105 du :

16 février 1942. — Est accordé le dégrèvement suivant :

**Impôt personnel indigène exercice 1941****LOMÉ — SUBDIVISION**

Rôle n° 34 art. 5718. — Gabriel M. Dick dit Akakpo Georges 48,—

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ce dégrèvement en réduction de ses prises en charge.

Les remboursements ci-après sont autorisés :

**Patentes exercice 1941****SUBDIVISION DE KLOUTO**

Rôle n° 52 art. 187 — Venance Awukloo . . . . . 400,—

**Impôt personnel indigène exercice 1941****LOMÉ — COMMUNE-MIXTE**

Rôle n°	art.	Nom	impôt	C. A.	Presl.	Tota
58	2081	Eklou Adamah	48,00	2,40	3,00	58,40

**Impôt personnel européen exercice 1940****LOMÉ — COMMUNE-MIXTE**

Rôle n° 85 art. 89 — Kioussou Albert . . . . . 178,50

Par arrêté n° 112 du :  
16 février 1942. — Sont accordés les dégrèvements ci-après :

*Impôt personnel et rachat des prestations*

	C. A.	Impôt	Prestation	TOTAL
<b>Exercice 1941</b>				
Tsevié — Rôle N° 84 article 1 — FREAU Max.	—	370,—	40,—	410,—
<b>Exercice 1940</b>				
Trésor — Rôle N° 65 article 38 — CANCEL J.	11,50	522,—	—	533,50

Sont autorisés les remboursements suivants :

**EXERCICE 1941**

*Patentes*

Palimé — Rôle N° 52 — art. 160 — Gapé Michel . . . . .	200,—
— 166 — Otohoun John . . . . .	200,—
— 167 — Atsou Médard . . . . .	200,—
— 177 — Thomas Abiakpor . . . . .	325,—
— 180 — Apaloo Pierre . . . . .	200,—
— 183 — Hayibo Paul . . . . .	200,—
— 184 — Yao Nicodemus . . . . .	400,—
— 188 — Apécho Robert . . . . .	200,—
— 190 — Anipa Dominique . . . . .	200,—
— 201 — Adassou Tété . . . . .	200,—
	2.325,—

*Impôt personnel indigène*

Lomé-Subdivision	
Rôle N° 34 — article 90 — Bondui Mideko . . . . .	48,—
— 91 — Pierre A. Mideko . . . . .	48,—
	96,—

Sont admises en non valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes suivantes, exercice 1941.

*Impôt personnel indigène*

Sokodé — Rôle N° 4 — art. 38 — 60 cotes à 20 frs. . . . .	1.200,—
— 108 20 — à 20 frs. . . . .	400,—
— 152 44 — à 20 frs. . . . .	880,—
	2.480,—

Le trésorier-payeur est autorisé à porter les dégrèvements et cotes irrécouvrables sus-mentionnés en réduction de ses prises en charge.

**Diplôme d'aptitude professionnelle**

Par décision n° 107 du :  
12 février 1942. — Les instituteurs dont les noms suivent :

N'Diaye Boubacar, instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe.  
Ajavon Henri, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.  
sont déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques du diplôme d'aptitude professionnelle.

En cas d'échec, ils ne conservent pas le bénéfice de leur admissibilité pour la session suivante.

**Enquête de commodo et incommodo**

Par arrêté n° 119 du :  
19 février 1942. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de l'installation par M. Raymond Eychenne d'une usine pour production

d'alcool par distillation, dans un établissement autre qu'une distillerie agricole, sur un terrain limité par la route de Bè, la rue Victor Hugo, la rue Coste et Bellonte.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'administrateur en chef, commandant le cercle de Lomé, pendant 15 jours à partir du 10 mars 1942 pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, les jours ouvrables aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un registre sera ouvert pendant le même temps et au même lieu pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

Après clôture de l'enquête et des formalités prévues à l'article 7 du décret du 14 décembre 1927, l'administrateur en chef des colonies, commandant le cercle de Lomé, commissaire enquêteur dressera procès-verbal des opérations qu'il adressera avec son avis motivé, à Monsieur le Commissaire de France au Togo.

**Indemnités**

Par décision n° 120 du :

17 février 1942. — L'agent indigène John Prince Agbodjan, commis auxiliaire, est autorisé, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1942 à utiliser, durant l'année 1942, sa bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, il percevra une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement.

**Internement administratif**

Par arrêté n° 92 du :

11 février 1942. — Les nommés Anthony Marcus Kodjovi, né vers 1916 à Lomé, sans profession, fils de feu Anthony Agbétsiafa et de Cathérine Akossia, et Anthony Joseph Atsou, né vers 1910 à Lomé, employé de commerce, fils de feu Anthony Agbétsiafa et de feue Frédérica Gbéléhou, sont internés administrativement pendant la durée des hostilités.

**Licences**

Par arrêté n° 104 du :

16 février 1942. — Sont accordées pour l'année 1942 les autorisations supplémentaires de licence ci-après :

**CERCLE DE LOMÉ**

*Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

Robert Gomez	1 à Lomé
Robert Gomez	1 à Noépé
Léonard Fiawoo	1 à Tsevié

**CERCLE D'ANÉCHO**

*Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

United Africa Company	1 à Anécho
Fred Koumako Mensah	1 à Anécho

**CERCLE DU CENTRE**

*Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

United Africa Company	1 à Atakpamé
Dora Kentzler	1 à Atakpamé
Aloysius Seddoh	1 à Atakpamé
Alphonse Ali Mensah	1 à Atakpamé
Michel Segla	1 à Atakpamé
Touffie Ferris	1 à Atakpamé
United Africa Company	1 à Palimé
Aloysius Seddoh	1 à Badou
M. K. Apaloo	1 à Palimé
Gabriel Kumapley	1 à Palimé

Mathias Apaloo 1 à Palimé  
 Florence Tamakloe 1 à Palimé  
 Adam Hlomashie 1 à Palimé  
 Augustino Komlan 1 à Kpélé-Adéta

**Métis**

Par décision n° 109 du :  
 12 février 1942. — Sont accordées pour l'année 1942  
 les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après  
 désignés :

CERCLES	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER de l'ALLOCATION	PERSONNES HABILITÉES A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCAT.	RÉSIDENCE
Lomé	Internat de Notre Dame des Apôtres	Françoise Solange Hélène Essié Dénise Djati Colette Anna Faustina Ekoué Georgette Djati Paulina Ekoué Gertrude Adjoa Thérèse Asara Marguerite Badaoui Yvonne Koundja Madeleine Lawson Jeanne Mafaï	5 ans 6 ans 6 ans 6 ans 7 ans 9 ans 11 ans 11 1/2 12 ans 12 ans 12 ans 15 ans 15 ans	1,50 1,80 1,50 1,50 2,25 2,25 3,— 3,— 3,— 3,— 3,— 3,— 3,—	Mme Judie Mélanie en religion <i>Sœur Théodule</i>	Lomé
Lomé		Ayaba Camille Komlan Joseph Daniel Kouami Dénise Akoua Yaovi Emilio Koffi Norren Brustus Alexandre Alassani Emilia Akoua Komlan Julien Nicolas Ayao Christian Koffi Angèle Akossiwa François Kouassivi Maria Akomassia Henry Kouassi Noël Kouassivi Gaston Yawo Henry Comlanvi Kouaovi Richard Robert Koffi Emmanuel Abalovi (jusqu'au 2-11-42) Comlanvi Jacques (jusqu'au 22-7-42)	1 1/2 3 ans 4 1/2 5 ans 5 1/2 6 1/2 7 1/2 7 1/2 8 ans 8 1/2 9 ans 9 1/2 9 1/2 10 ans 10 ans 12 ans 12 ans 12 ans 12 ans 15 ans 15 ans 15 ans 15 ans 15 1/2	0,75 0,75 0,75 0,75 0,75 0,75 1,— 1,— 1,— 1,— 1,— 1,— 1,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,—	Georgette Ahlimba Byll Alougba Akoua Hama Massan Djatoui Joseph Gbadamassi Akoua Hama Rosina Blagogee Adama Amadou Akoua Hama Margueritte Sanvee Akpenou Paulina Ablawoa Adolphe Johnson Alougba Fambyé Rosina Blagogee Kossiwa Fambyé Jean Messanvi Barthélémy Agbovi Anna Chochovi Seddoh Capochichi Ahoï	Lomé
Anécho	Internat de Notre Dame des Apôtres	Marie-Jeanne Kokovi Innocentia Adjoa Clairette Ablavi Rébecca Ablavi Clara Sika Florence Ablavi Adelâide Aimée Yvonne Bayi	7 1/2 9 ans 10 ans 11 ans 12 ans 13 1/2 14 ans 15 ans	2,25 2,25 3,— 3,— 3,— 3,— 3,— 3,—	Mme Marie Corbineau en religion <i>Sœur Emilienne</i>	Anécho
		Suzanne Ayabavi François Comlan Peter Kouakouvi François Marie Thérèse Adjoavi André Jean dit Castanet Yaovi Emmanuel Yaovi Marcellin Kouakou Félix Pelot Paul	7 1/2 9 1/2 10 ans 10 1/2 12 ans 12 ans 13 1/2 13 1/2 14 ans	1,— 1,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,—	Adjoa Affo Atogoé Dossouvi Antoine Koffi Massan Kouassi Alissoutin Todedjrapou Tchochovi Kouévi Adégnika François Kayé Akouété Kouamba Djyehoe	Anécho

CERCLES	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER de L'ALLOCATION	PERSONNES HABILITÉES A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCAT.	RÉSIDENCE
Centre Subdivision Atakpamé	Ecole des Sœurs d'Atakpamé	Louise Ablan Mélanie Kessem	10 ans 14 1/2	3,— 3,—	Mme Antoinette Blin en religion <i>Sœur Joseph</i>	Atakpamé
Centre Subdivision Atakpamé		Marie Akouavi Rosa Ablavi Claudina Ayaba Céline Aouaou Michel Yaovi Aimée Kossiwa Jeannette Monique Daniel Dovi	3 ans 9 ans 11 ans 11 ans 11 1/2 13 ans 13 1/2 14 ans	0,75 1,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,— 2,—	Mahougbe Sossou kidibi Nyassepé Lonie Aouaou Yovossi Assoupi Barso Diallo Dovi	Atakpamé Nuatja Atakpamé Nuatja Atakpamé — — Nuatja
Centre Subdivision de Palimé	Ecole des Sœurs de Palimé	Jeannette Akoua Marie Alice Merry Kossiwa Louise	9 ans 14 ans 14 ans 15 ans	2,25 3,— 3,— 3,—	Mme Marie Hermann, Sœur Sup. de la Mission Cathol. de Palimé	Palimé
		Adjoa Justine Gabriel Koffi Jeanne Adjoa Robin Kodjo Robert Dulcet Jean	4 ans 6 ans 8 ans 13 ans 13 ans	0,75 0,75 1,— 2,— 2,—	Hélène Tou Ramatou Jeannette Poporty Félicia Afoua Dulcet Jean	Agou Palimé — Yoh Palimé
Sokodé Subdivision de Bassari	Mission Catholique de Bassari	Noël Novo	12 ans	2,25	Mme la Supérieure de la Mission Cathol. de Bassari	Bassari
		Marie Nouffo Max	3 ans 11 1/2	0,75 2,—	Nouffo Tchafo Abatan	Ecoré Bassari

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934 un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées pourront être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

#### Procédure criminelle

Par arrêté n° 120 du :

19 février 1942. — La compétence territoriale de M. Heudé Jean, commissaire de 4<sup>e</sup> classe du cadre commun supérieur de la police de l'A. O. F., placé dans la position de congé hors cadres pour servir au Togo, s'étend à l'ensemble du territoire du Togo.

#### Rôles

Par arrêté n° 121 du :

20 février 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercices 1941 et 1942, dont le détail suit, s'élevant à la somme de TROIS MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-ONZE MILLE CENT CINQUANTE FRANCS QUATRE-VINGT-DIX CENTIMES.



N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<b>EXERCICE 1941</b>				
251	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	22.848,—	226.955,—
252	—	Rachat des prestations indigènes catégorie ordinaire . . . . .	181.662,50	
253	—	Patentes . . . . .	12.112,50	
254	—	Licences . . . . .	1.475,—	
255	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	7.192,—	
256	—	Taxe sur bicyclettes . . . . .	1.665,—	
257	Anécho	Impôt personnel sur indigènes . . . . . 295,—		104.036,70
		Rachat des prestations . . . . . 70,—	365,—	
258	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	100.128,—	
259	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .	62,50	
260	—	Patentes . . . . .	3.481,20	
261	Sokodé	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	1.905,—	9.279,—
262	Anécho	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	7.284,—	
263	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	20,—	
264	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	1.935,—	
265	—	Taxe sur les chiens . . . . .	40,—	
266	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . . 175,—		21.793,—
		Rachat des prestations . . . . . 30,—	205,—	
267	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	516,—	
268	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	2.000,—	
269	—	Patentes . . . . .	13.700,—	
270	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	5.072,—	12.504,—
271	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	300,—	
272	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	660,—	
273	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	1.200,—	
274	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	1.050,—	
275	—	Rachat des prestations (européens) . . . . .	80,—	2.760,—
276	—	Rachat des prestations (indigènes) . . . . .	1.025,—	
277	—	Rachat des prestations (indigènes) . . . . .	1.025,—	
278	—	Patentes . . . . .	1.480,—	
279	—	Patentes . . . . .	4.220,—	
280	—	Licences . . . . .	100,—	7.444,—
281	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	100,—	
282	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	15,—	
283	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	1.549,—	
284	Lama-Kara	Impôt sur la population flottante . . . . .	870,—	
285	—	Patentes . . . . .	1.375,—	30,—
286	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	20,—	
287	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	495,—	
287 bis	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	3.796,—	
288	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	3.270,—	
289	—	Patentes . . . . .	135,—	25.424,—
290	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	48,—	
291	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	195,—	
191 bis	Sokodé	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	30,—	
292	Mango	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	10.374,—	752,50
293	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	13.320,—	
294	—	Patentes . . . . .	185,—	
295	—	Licences . . . . .	100,—	
296	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	1.160,—	
297	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	60,—	88,—
298	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	225,—	
299	Sokodé	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . . .	752,50	
300	Anécho	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	88,—	
301	Trésor	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . . .	1.914,70	2.017,70
		Rachat des prestations . . . . .	80,—	
		Centimes additionnels . . . . .	23,—	
<b>TOTAL EXERCICE 1941</b> . . . . .				<b>414.988,90</b>

N <sup>os</sup> DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<b>EXERCICE 1942</b>				
17	Trésor	Impôt foncier (immeubles bâtis europ.) . . . . .	15.512,—	
		Centimes additionnels . . . . .	776,—	
		Taxe d'ordures . . . . .	10.866,—	27.154,—
18	—	Impôt foncier (immeubles non bâtis europ.) . . . . .	1.547,—	
		Centimes additionnels . . . . .	77,—	
		Taxe d'ordures . . . . .	14.779,—	16.403,—
19	Lomé-ville	Impôt foncier (immeubles bâtis indigènes) . . . . .	43.290,—	
		Centimes additionnels . . . . .	2.164,—	
		Taxe d'ordures . . . . .	12.288,—	57.742,—
20	—	Impôt foncier (immeubles bâtis indigènes) . . . . .	1.488,—	
		Centimes additionnels . . . . .	74,—	
		Taxe d'ordures . . . . .	479,—	2.041,—
21	—	Patentes . . . . .	21.510,—	
		Centimes additionnels . . . . .	1.074,—	22.584,—
22	Trésor	Patentes . . . . .	73.265,—	
		Centimes additionnels . . . . .	3.663,—	76.928,—
23	—	Licences . . . . .	60.800,—	
		Centimes additionnels . . . . .	3.040,—	63.840,—
23 bis	Lomé-ville	Patentes . . . . .	11.700,—	
		Centimes additionnels . . . . .	585,—	12.285,—
24	Trésor	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	340,—	
		Centimes additionnels . . . . .	17,—	357,—
25	Lomé-ville	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	1.680,—	
		Centimes additionnels . . . . .	84,—	1.764,—
26	Lomé Subd.	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	553.378,—	
27	—	Patentes . . . . .	4.050,—	
28	—	Licences . . . . .	2.100,—	
29	—	Patentes . . . . .	200,—	
30	—	Licences . . . . .	1.000,—	560.728,—
31	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	14.470,—	
		Rachat des prestations . . . . .	2.895,—	
		Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	160,—	17.525,—
32	—	Patentes . . . . .	28.675,—	
33	—	Licences . . . . .	2.300,—	48.500,—
34	Lomé Subd.	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	280,—	280,—
35	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	26.220,—	
		Rachat des prestations . . . . .	5.000,—	31.220,—
36	—	Licences . . . . .	3.200,—	34.420,—
37	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	748.388,—	
38	—	Patentes . . . . .	19.400,—	767.788,—
39	Atakpamé	Patentes . . . . .	41.260,—	
40	—	Licences . . . . .	1.800,—	
41	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	1.900,—	44.960,—
42	Lama-Kara	Patentes . . . . .	3.250,—	3.250,—
43	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	542.724,—	542.724,—
44	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	284.386,—	
45	—	Patentes . . . . .	840,—	
46	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	280,—	
47	—	Impôt foncier (immeubles bâtis) . . . . .	62,—	
48	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	240,—	285.808,—
49	Mangó	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	12.680,—	
		Rachat des prestations . . . . .	2.220,—	
		Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	220,—	15.120,—
50	Lama-Kara	Licences . . . . .	500,—	500,—
51	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	13.000,—	
		Rachat des prestations . . . . .	2.000,—	15.000,—
à reporter . . . . .				2.600.176,—

N <sup>o</sup> DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<b>EXERCICE 1942 (suite)</b>				
		<i>report</i> . . .		2.600.176,--
52	Lomé Subd.	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . . 10.630,— Rachat des prestations . . . . . 2.145,—	12.775,—	12.775,—
53	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . . . . 611.436,— Rachat des prestations . . . . . 131.775,—	743.211,—	743.211,—
		TOTAL EXERCICE 1942 . . . . .		3.356.162,—
		REPORT DE L'EXERCICE 1941 . . . . .		414.988,90
		TOTAL GÉNÉRAL . . . . .		3.771.150,90

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 février 1942.

#### Secours

Par arrêté n<sup>o</sup> 96 du :

14 février 1942. — Est renouvelée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, pour une période de 3 ans l'allocation à Madame Veuve Charpentier demeurant à la Cour-neuve (Seine) 19 Boulevard Pasteur, d'un secours temporaire annuel de 2.000 francs.

Ce secours sera payable trimestriellement et à terme échu.

#### Société

Par arrêté n<sup>o</sup> 93 du :

12 février 1942. — Est autorisée la création à Lomé d'une société mutuelle dénommée « Mutuelle Douanière du Togo ».

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

#### Subventions

Par décision n<sup>o</sup> 145 du :

21 février 1942. — Est accordée à la Légion locale de Lomé, de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire, une subvention de Quinze mille frs. (15.000 frs.) pour l'année 1942.

Par décision n<sup>o</sup> 146 du :

21 février 1942. — Une subvention de deux mille francs (2.000 frs.) est accordée à la société musicale dénommée « Fanfare Anthony » ayant son siège à Lomé.

Par décision n<sup>o</sup> 147 du :

21 février 1942. — Une subvention de deux mille francs (2.000 frs.) est accordée à la Société « Cosmopolite » (section musicale) ayant son siège à Lomé.

#### Surveillance des prix

Séance du 17 Février 1942

Cie F. A. O.

Cognac Martell « 3 étoiles » — La bouteille	100,—
Cognac — « Ecusson » — La bouteille	82,—
Rhum Martinique — Le litre nu	59,85
Café Niaouli, du pays — Le kilo	9,85

#### S. C. O. A.

Ciment artificiel « Flambeau » — Le sac de 50 kgs.	77,90
Sardines Maroc — La boîte	10,25
Thon Maroc — La boîte	15,35
Pois cassés Maroc — Le kilo	11,55
Lentilles Maroc — Le kilo	11,65

#### S. G. G. G.

Vin rouge du Maroc — Le litre nu	9,85
Vin rouge du Maroc — La bouteille de 70 cl.	8,10
Vin de Grenache — La bouteille de 75 cl.	36,85
Cigarettes « nationales » — La cartouche de 25 paquets	65,75
Le paquet	2,65

#### G. B. O.

Rhum « Maroni » — La bouteille	62,80
Vermouth « Noilly Prat » — La bouteille	46,70
Vichy « Célestins » — La bouteille	9,40
Alcool de menthe (bouché émeri) — Le flacon	11,90
Alcool de menthe (bouché liège) — Le flacon	9,10

#### Terrains domaniaux

Par arrêté n<sup>o</sup> 113 du :

16 février 1942. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Olympio Sylvanus, agent de commerce demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de Quatre hectares, situé à Kainkopé, cercle de Lomé, et faisant l'objet du titre foncier n<sup>o</sup> 124 du territoire du Togo.

Par arrêté n<sup>o</sup> 114 du :

16 février 1942. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Nuboukpo Michel, propriétaire demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de Quatre hectares, sis à Kainkopé, cercle de Lomé, et faisant l'objet du titre foncier n<sup>o</sup> 123 du territoire du Togo.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

Examen pour l'emploi de préposé du cadre commun secondaire des douanes de l'A. O. F.

Un examen pour le recrutement de 30 préposés du cadre commun secondaire des douanes de l'A. O. F. aura lieu à Lomé le 2 avril 1942.

Les candidatures devront être adressées au Commissaire de France au Togo avant le 15 mars 1942, date de clôture des inscriptions, accompagnées des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> — Un extrait d'acte de naissance ou pièce en tenant lieu;

2<sup>o</sup> — Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3<sup>o</sup> — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

4<sup>o</sup> — Un certificat de visite et de contre-visite médical justifiant de l'aptitude au service actif des douanes;

5<sup>o</sup> — Un état signalétique et des services militaires.

Ces candidatures seront instruites par le Commissaire de France.

Les différentes épreuves de l'examen, dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 13 avril 1927 auront lieu en une seule séance dans la matinée du jeudi 2 avril 1942; elles auront la durée suivante :

1<sup>re</sup> épreuve : une dictée de 10 lignes;

2<sup>e</sup> épreuve : une épreuve d'écriture (copie à main posée des 5 premières lignes du texte),  
3/4 d'heure pour les 2 épreuves;

3<sup>e</sup> épreuve : une rédaction sur un sujet simple, durée 1 heure 1/2;

4<sup>e</sup> épreuve : 4 opérations, durée 3/4 d'heure;

5<sup>e</sup> épreuve : 1 question de géographie élémentaire (France et Afrique occidentale française), durée 3/4 d'heure.

#### Examens pour les emplois de dactylographe et d'infirmier du service de santé pour la colonie du Niger

Des examens pour les emplois de dactylographe et d'infirmier du service de santé pour la colonie du Niger auront lieu à Lomé les 30 et 31 mars 1942.

Les candidatures devront être adressées au Commissaire de France au Togo avant le 20 mars, date de clôture des inscriptions, accompagnées des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> — Un extrait d'acte de naissance ou pièce en tenant lieu (les candidats doivent être âgés de 17 ans au moins et de 40 ans au plus);

2<sup>o</sup> — Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3<sup>o</sup> — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

4<sup>o</sup> — Un certificat de visite et de contre-visite médical délivré par un médecin militaire justifiant de l'aptitude à l'emploi de dactylographe ou d'infirmier;

5<sup>o</sup> — Un état signalétique et des services militaires.

Les candidats ne doivent jamais avoir été licenciés ou révoqués par mesure disciplinaire d'un emploi public quelconque.

Les épreuves des examens comprennent :

1<sup>o</sup> — Pour l'emploi de dactylographe :

1<sup>re</sup> épreuve : une rédaction sur un sujet d'ordre général, une 2<sup>e</sup> fois en tant que composition d'orthographe, durée 3 heures;

2<sup>e</sup> épreuve : mathématiques : deux problèmes, durée 2 heures;

3<sup>e</sup> épreuve : une dictée dactylographiée de 10 minutes;

4<sup>e</sup> épreuve : une copie dactylographiée d'imprimé, durée 1 heure;

5<sup>e</sup> épreuve : une copie dactylographiée d'un manuscrit, durée 1 heure.

2<sup>o</sup> — Pour l'emploi d'infirmier du service de santé :

1<sup>re</sup> épreuve : une dictée de 10 lignes;

2<sup>e</sup> épreuve : une rédaction sur un sujet d'ordre sanitaire, durée 2 heures;

3<sup>e</sup> épreuve : arithmétique : trois problèmes dont deux sur le système métrique, durée 2 heures.

Les candidats à l'un des emplois susvisés, doivent être au moins titulaires du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

A l'issue des examens, les épreuves corrigées seront adressées avec une liste dressée par ordre de mérite au gouverneur du Niger qui décidera de l'engagement.

### DOMAINES

#### Avis de demande d'immatriculation

##### au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal civil de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

Suivant réquisition n° 11.189, déposée le 30 janvier 1942 le sieur Abbey Gaspard Tévi, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier planté de cocotiers, d'une contenance totale de 3 hectares 32 ares 05 centiares situé à Aklakou, subdivision d'Anécho, cercle dudit, et borné au nord par terrains à Amégblénké et Edo, à l'est par terrain à Amégblénké, au sud par la route d'Aklakou à Hounpou, à l'ouest par terrain à Eko.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,  
BERLIE.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 13 avril 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 ares 19 centiares, et borné au nord par la rue de la Marne, à l'est par la rue Jean-Bart, au sud par la rue de Bè, à l'ouest par le titre foncier n° 551 de Lomé à Ayivor Mesanvi; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Nicolaus Daniel Adabounou, profession de géomètre, domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 16 janvier 1942, n° 1.188.

Le vendredi 17 avril 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, en partie bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel sont édifiées diverses constructions à usage d'école et d'habitation, en terre de barre, couvertes en tôles, d'une

contenance de 1 hectare 17 ares, et borné au nord par une rue le séparant du quartier Adimé, à l'est par la route Lomé-Atakpamé, au sud par un terrain domanial (station de Nuatja), à l'ouest par une rue reliant les quartiers Agbaladomé et Adimé; dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, vicaire apostolique du Togo, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la Mission catholique de Lomé, suivant réquisition du 13 janvier 1942, n° 1.185.

Le vendredi 17 avril 1942 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja-Kpédomé, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un carré, d'une contenance de 6 ares 30 centiares, et borné au nord par un chemin, à l'est par la route Lomé-Atakpamé, au sud et à l'ouest par des propriétaires inconnus; dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, vicaire apostolique du Togo, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la Mission catholique de Lomé, suivant réquisition du 13 janvier 1942, n° 1.186.

Le mardi 21 avril 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Lom-Nava, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 11 hectares 63 ares 50 centiares et borné au nord par terrain à la Mission Catholique et les titres fonciers n°s 68 et 75 du territoire du Togo, à l'est par la rue du cimetière, au sud et à l'ouest par terrain domanial; dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 13 janvier 1942, n° 1187.

*Le conservateur de la propriété foncière,  
BERLIE.*

## AVIS

En vertu de mon pouvoir de légataire universel donné par le testament laissé par mon père feu Joseph Folivi CREPPY, et dûment certifié par l'Administration en date du 26 Février 1925.

J'ai l'honneur d'aviser le public, que tous achats des biens laissés pour la collectivité CREPPY, qui auront été faits ou pourront l'être des dits biens, sans mon consentement et mon approbation sont nuls et de nul effet.

Anécho, le 26 Janvier 1942.

J. K. CREPPY.

Etude de M<sup>e</sup> Pierre BARTOLI, avocat-défenseur à Lomé

## Vente sur SAISIE-IMMOBILIERE

Il sera procédé le Vendredi vingt-sept Mars mil neuf cent quarante deux à huit heures du matin en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Civil de Première Instance de LOME, séant dite ville, Palais de justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

### IMMEUBLE URBAIN BATI

sis à ANECHO, immatriculé au Livre foncier du Cercle d'ANECHO sous le numéro cent six, volume un, folio cent six, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de six ares vingt-quatre centiares, sur lequel se trouve édifée une construction à usage d'habitation, borné au Nord par une rue, à l'Est, au Sud et à l'Ouest par Tychus LAWSON.

Cet immeuble a été saisi, entre autres titres, en vertu de la grosse d'un jugement contradictoire rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME le 7 Novembre 1941, enregistré, à la requête de la Société anonyme G. B. OLLIVANT, poursuites et diligences de M. Charilaos MOUZALAS, son Administrateur-Délégué, fondé de ses pouvoirs pour le Togo, demeurant et domicilié à LOME, ayant pour Avocat-défenseur à LOME M<sup>e</sup> Pierre BARTOLI, sur M. Juda NOVIVO, employé de commerce demeurant à ANECHO, par commandement valant saisie-réelle du ministère de M. GUERIN, huissier ad hoc à ANECHO, du 22 Janvier 1942, enregistré.

Ce commandement a été signifié à M. le Conservateur de la Propriété et des Droits Fonciers au Togo, demeurant à LOME, par exploit de M<sup>e</sup> GINET, huissier à Lomé, en date du 31 Janvier 1942 enregistré.

Il a été visé par ledit Conservateur le même jour et transcrit.

Le cahier des charges clauses et conditions de la vente a été déposé le 14 Février au greffe du Tribunal de Première Instance de LOME.

Seules les personnes nanties de l'autorisation prévue par l'article premier du Décret du 8 Août 1941 pourront être déclarées adjudicataires.

L'adjudication aura lieu sur la Mise à Prix de **DIX MILLE FRANCS**, fixée par le créancier poursuivant.

Signé : Pierre BARTOLI.

S'adresser pour renseignements à M<sup>e</sup> Pierre BARTOLI avocat-défenseur poursuivant ou au greffe du Tribunal de première Instance de LOMÉ.

# BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1941

## ACTIF

Caisse, & C. N. E. P.	281.376.587,64
Garantie de la Circulation	622.617.788,99
Disponibilités à l'Etranger	81.727.198,12
Portefeuille	2.801.772.448,34
Avances couvertes par des garanties spéciales	11.451.010,20
Participations Financières	1.450.261,88
Avances sans intérêt aux Colonies	10.000.000,—
Avances contractuelles aux Colonies	49.649.939,89
Comptes-courants & Débiteurs divers	132.464.275,33
Immeubles	18.519.434,47
Comptes d'ordre & divers	12.409.577,84

Frs. : 4.023.438.522,90

## PASSIF

Capital		50.000.000,00
Réserves	Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00
	Réserve statutaire	2.869.118,91
	Réserve supplémentaire	5.738.237,89
Provision pour remboursement de billets de banque adirés		55.000.000,00
Billets au porteur en circulation		1.773.703.140,00
Effets à payer		19.546.380,12
Comptes-courants & Créditeurs divers		1.089.537.026,61
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)		314.470.440,51
Dividendes à payer		2.244.226,78
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)		463.325.634,90
Effets en nantissement		25.015.054,47
Comptes d'ordre & Divers		189.078.046,49
Réescompte du portefeuille		210.849,20
Profits & Pertes	Report du 1 <sup>er</sup> semestre exercice 1940-1941	7.553.130,44
	Bénéfice net du semestre	7.647.236,58

Frs. : 4.023.438.522,90